



HISTOIRE DU MONDE

LE MONDE ANGLO-SAXON AU XIXe SIÈCLE

HISTOIRE DU MONDE

PUBLIÉE

SOUS LA DIRECTION DE M. E. CAVAIGNAC

Tome XII[1]

LE MONDE ANGLO-SAXON AU XIXE SIÈCLE

PAR

Mr P. VAUCHER

PROFESSEUR A L'UNIVERSITÉ DE LONDRES



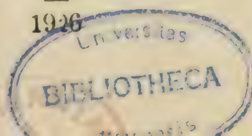
PARIS

E. DE BOCCARD, ÉDITEUR

1, RUE DE MÉDICIS, 1

—

1926



Les parties imprimées en petits caractères sont de Mr E. CAVAIGNAC. *Les parties imprimées en caractères ordinaires sont de* Mr P. VAUCHER.

INTRODUCTION

Changements de 1815 à 1870
Les États constitutionnels
L'achèvement de l'hégémonie européenne
Les applications pratiques de la science

Nous allons énumérer rapidement les changements les plus notables qui aient affecté le monde européen depuis 1815.

I

Après la chute de Napoléon, l'Europe a connu de nouveau une période de paix relative comme celle qui avait suivi le traité de Cateau-Cambrésis (1559-1618), ou celle qui avait suivi le traité d'Utrecht (1713-1741). Le désir général de paix fut assez fort pour étayer les pouvoirs directement intéressés à maintenir l'état de choses existant contre les mécontentements qui subsistaient, ici pour des raisons d'humiliation nationale, ailleurs pour des raisons d'aspirations libérales. Les crises ont été, en somme, presque toutes localisées, toutes courtes, et finalement ont été surmontées.

La première de ces crises eut lieu aux environs de 1820. Elle affecta l'Espagne et certains Etats italiens.

La seconde, en 1830, fut plus sérieuse. En France, elle amena la substitution de la branche cadette des Bourbons à la branche aînée. Elle sépara la Belgique de la Hollande. Elle troubla pour longtemps l'Espagne. En Pologne, elle avorta.

La crise de 1840 fut plus générale. Provoquée par le conflit entre le sultan et le pacha d'Egypte, elle amena une coalition générale contre la France. Celle-ci avait appris par une expérience amère qu'elle n'était plus de taille à braver l'Europe. Elle fortifia sa capitale, et recula.

Enfin, en 1848, se produisit une secousse sérieuse. En France, elle renversa les Bourbons. Mais la population de Paris, qui avait fait la révolution, fut écrasée par l'Assemblée, élue au suffrage universel, et par l'armée. Les deux pouvoirs nouveaux, suffrage universel et armée nationale, s'unirent pour rendre le pouvoir à un Bonaparte. L'Autriche avait été secouée presque autant que la France, et ne se tira d'affaire que par l'appui du tsar.

La première guerre qui mit en présence de grands Etats européens fut la guerre de Crimée (1854-1856). Elle eut lieu entre les deux puissances qui, pour des raisons diverses, avaient échappé à tous les mouvements antérieurs, la Russie et l'Angleterre. La France y prit part aux côtés de l'Angleterre. Même cette guerre ne peut être considérée comme ayant troublé bien profondément l'Europe civilisée. En réalité, la période de stabilité s'est prolongée jusque vers 1860 : c'est avec les événements d'Italie que s'est rouverte une période de bouleversement profonds.

Le résultat durable de ces mouvements a été que la monarchie absolue, qui était la forme de gouvernement normale au XVIIIe siècle, a cédé la place presque partout à des gouvernements constitutionnels. L'Angleterre était une monarchie parlementaire dès le XVIIIe siècle. La France le devint après 1789, et depuis, même sous les deux Napoléons, ne revit plus la monarchie absolue. Après 1848, la Prusse et le Piémont, deux Etats que leurs visées pangermanistes ou panitaliennes avaient mis en vedettes, eurent des constitutions. L'Espagne et le Portugal en avaient depuis 1836, la Belgique et la Grèce depuis 1832. La Hollande et le Danemark en furent pourvues en 1849, la Suède-Norvège en 1866. Restaient l'Autriche, qui devint

constitutionnelle après les guerres malheureuses de 1859 et de 1866, et la Russie, qui devait garder longtemps encore l'autocratie.

Dans les Etats de l'Amérique, tous indépendants depuis 1826, le pouvoir exécutif appartenait dans la règle à un Président élu par la nation, ce qui provoqua dans l'Amérique latine des crises fréquentes de dictature. Dans les Etats d'Europe, le pouvoir exécutif resta en général à un monarque héréditaire, descendant le plus souvent de la vieille dynastie du pays. Mais, partout ou à peu près, le pouvoir législatif se trouva dévolu, d'après le modèle anglais, à deux Assemblées : l'une le plus souvent héréditaire ou nommée par le souverain, l'autre élue. Au milieu du XIXe siècle, le corps électoral était encore, dans la plupart des Etats d'Europe, assez étroitement réduit aux contribuables les plus imposés : il s'élargit par la suite jusqu'à englober presque toute la population mâle adulte, au moins dans la plupart des Etats qui adoptèrent le service militaire obligatoire.

Pendant quarante ou cinquante ans, les énergies européennes sont restées largement disponibles : 1° pour l'expansion de la domination européenne dans le monde; 2° pour la création de valeurs intellectuelles ou économiques.

II

Le premier champ nouveau qui s'est ouvert à l'activité européenne a été le domaine musulman.

Au début du XIXe siècle, le front musulman paraissait encore imposant. L'empire ottoman, tout d'abord, restait encore intact, au moins en théorie. Le Sultan possédait toute la péninsule balkanique, l'Asie-Mineure, la Syrie, l'Arabie, l'Egypte, la Tripolitaine, la Tunisie, l'Algérie : on savait de reste que sa suzeraineté, au moins en Arabie et en Afrique, était plus nominale que réelle, mais enfin elle était reconnue en droit international. En dehors de son empire, deux Etats musulmans, le Maroc à l'Ouest, la Perse à l'Est, faisaient toujours quelque figure. Le Maroc avait, depuis le XVIe siècle, perdu toute action sur le Soudan. La Perse était entourée d'un certain nombre de

petits Etats musulmans, au Caucase, en Turkestan, en Afghanistan.

Leibniz avait déjà parlé de la décadence de l'Empire turc. Mais le fait éclatant qui révéla avec quelle facilité une dépendance de cet Empire pouvait être occupée par des Européens fut l'expédition d'Egypte (1798). En outre, la présence des Français sur les côtes dalmates, au temps de Napoléon, sema des germes d'agitation parmi les populations chrétiennes des Balkans. La Serbie se réveilla, obtint au moins une sorte d'autonomie. Puis une formidable insurrection éclata en Grèce. Après plusieurs années de vicissitudes, elle provoqua l'intervention des puissances chrétiennes, Russie, France et Angleterre. La flotte turco-égyptienne fut détruite à Navarin (octobre 1827). Les Français parurent en Morée, les Russes franchirent le Danube. Le sultan dut reconnaître l'indépendance de la Grèce.

Un second coup fût porté à la puissance ottomane par l'ambition du personnage qui, depuis le début du siècle, gouvernait l'Egypte pour le sultan : Méhémet-Ali. Après avoir étendu son influence en Arabie et dans le Soudan égyptien, il convoita la Syrie. De nouveau le conflit provoqua l'intervention des Européens, mais cette fois ils se trouvèrent en désaccord : la France soutenait Méhémet-Ali, la Russie et l'Angleterre protégèrent le sultan. Le protégé de la France dut se contenter du gouvernement de l'Egypte pour lui et ses descendants, sous la suzeraineté de la Porte, et la France elle-même eut quelque peine à rester dans le concert européen (1841).

C'était la dernière fois que l'Angleterre et la Russie marchaient d'accord dans les questions orientales, car déjà leur antagonisme se dessinait en Asie. L'Angleterre s'était installée au XVIIIe siècle dans la plaine du Gange et dans le Dekkan. Au début du XIXe siècle, elle fut amenée à étendre son action dans le bassin de l'Indus. Elle entrait ainsi en contact immédiat avec les Etats de l'Iran, Afghanistan et Perse. Mais simultanément la Russie, qui depuis 1815 ne pouvait plus espérer d'agrandissements en Europe, avait reporté son activité vers le Sud, dans les pays du Caucase et vers les steppes araliennes. Sous le règne de Nicolas Ier (1825-1855), elle ne cessa guère de progresser dans cette direction : et depuis longtemps elle avait en Perse des intérêts importants.

Si, lors de la crise de 1840, cet antagonisme naissant

avait été dominé, dans l'esprit des Anglais, par la méfiance contre la France, ce n'était pas seulement l'effet du souvenir, encore très vivant, des guerres de l'Empire, c'était surtout que la France témoignait alors, par une entreprise grandiose, de sa résolution de ne pas laisser péricliter sa situation méditerranéenne : je veux parler de la conquête de l'Algérie.

L'Algérie et la Tunisie étaient toujours, au commencement du XIXe siècle, le point de départ de pirateries extrêmement gênantes et humiliantes pour les Etats chrétiens. On avait renoncé depuis longtemps à invoquer, pour les faire cesser, l'autorité platonique du Sultan sur les deys de Tunis et d'Alger, et de nombreuses expéditions de représailles avaient eu lieu, sans résultats durables. En 1827, une insulte au consul français d'Alger amena un effort plus vigoureux. En juillet 1830, les Français occupèrent Alger, et cette fois manifestèrent l'intention de n'en plus partir.

Au lendemain de la prise d'Alger, cependant, la monarchie de Juillet remplaçait en France celle de Charles X, et pendant des années le nouveau gouvernement ne sut trop jusqu'où il convenait d'étendre l'occupation dans l'intérieur. Il restait, après la chute du dey d'Alger, au certain nombre d'autorités musulmanes. Les beys turcs de Tittery, de Constantine, d'Oran, et certains de leurs subordonnés (à Tlemcen, par exemple) disposaient toujours de petites garnisons. Le bey de Tunis, vassal de la Porte, voyant que l'ère de la piraterie était définitivement close, était tenté de chercher des compensations en Algérie. Le chérif du Maroc, qui jouissait d'un certain prestige dans l'Ouest, songeait aussi à profiter des circonstances. Enfin, il y avait les chefs arabes, fort peu préparés à troquer le joug turc pour la domination chrétienne. Les gouverneurs français s'attachèrent tout de suite à mettre sous leur dépendance les beys turcs, ils écartèrent d'emblée les prétentions tunisiennes ou marocaines, mais ils montrèrent une confiance excessive dans les dispositions pacifiques des chefs arabes, surtout de l'un d'entre eux : Abd-el-Kader.

Celui-ci, né en 1808, et réputé pour son zèle religieux, avait été reconnu comme émir dans la région de Maskara

dès 1832. Par le traité Desmichels (1834), les Français reconnurent son autorité dans la province d'Oran. Après un nouveau choc, le général Bugeaud, par le traité de la Tafna (1837), permit à Abd-el-Kader d'étendre son pouvoir jusqu'à l'Est d'Alger. Les Français avaient été guidés par le désir d'avoir en face d'eux une autorité indigène stable : mais cette autorité se montra beaucoup plus forte et moins bienveillante qu'ils ne l'avaient pensé. Au prix de ces concessions, du moins, ils parvinrent, après un premier échec, à abattre le bey de Constantine (1837).

La poussée d'Abd-el-Kader vers l'Ouest se heurta aux efforts des Français pour relier par terre Alger et Constantine (Portes de Fer, 1839); de là sortit le conflit définitif, qui allait entraîner la conquête de l'Algérie. Bugeaud, investi de tous pouvoirs à partir de 1840, et pourvu de forces qui s'élèvent peu à peu à plus de 100.000 hommes, mena la guerre méthodiquement, fit tomber une à une les villes arabes, et relégua Abd-el-Kader aux confins du désert, où sa capitale ambulante (Smalah) fut enlevée en 1843. L'Arabe, qui avait espéré profiter de la crise de 1840 en invoquant l'assistance de la Turquie et de l'Angleterre, qui avait même songé à l'Espagne, se vit enfin réduit à se réfugier au Maroc. Mais une courte expérience convainquit le sultan Moulay Abd-er-Rhaman de la supériorité française (bataille de l'Isly, 1844).

Abd-el-Kader continua encore quelque temps la guerre de chicane, qui lui valut certains succès (Sidi-Brahim, 1845). Mais sa popularité au Maroc finit par alarmer le sultan chérifien, qui fit cause commune contre lui avec les Français. Cerné dès lors de toutes parts, il finit par se rendre (décembre 1847). Il fut interné à Paris, puis à Amboise, et, remis en liberté en 1852, alla vivre en Orient : il est mort à Damas en 1883.

L'Algérie était conquise. Les expéditions de Zaatcha (1849), de Kabylie (1857), eurent le caractère d'opérations de police locales. Un *modus vivendi* fut établi avec la Tunisie et le Maroc, lequel s'est trouvé assez stable jusqu'après les désastres français de 1870.

Mais la principale bénéficiaire de l'affaiblissement des Turcs était la Russie, protectrice naturelle des chrétiens des Balkans. Elle finit par viser Constantinople, et se

heurta alors à l'Angleterre et à la France (1854-1856). Les successeurs de Soliman et des Köprigli, qui moins d'un siècle auparavant tenaient encore tête à l'Autriche et à la Russie coalisées, ne durent leur salut qu'au secours des puissances chrétiennes. Sébastopol, la grande forteresse russe de la mer Noire, tomba en 1855, et, au Congrès de Paris (1856), le *statu quo* fut rétabli en Orient pour vingt ans.

Le moment arrivait où les Européens allaient réaliser la transformation que les musulmans, au temps de leur splendeur, s'étaient refusés, non sans raison, à accomplir : la réunion de la Méditerranée à l'Océan Indien. En 1859, un Français, Ferdinand de Lesseps, attaqua le percement de l'isthme de Suez. L'œuvre fut achevée en 1869. Le khédive d'Egypte n'en conserva pas longtemps le contrôle financier.

L'Islam ne s'est pas résigné partout à sa déchéance. Dans l'Afrique du Nord, des confréries religieuses ont continué à formenter la haine contre le chrétien. La Perse, isolée par sa situation, et où, depuis la fin du XVIIIe siècle, une dynastie solide s'était implantée, est restée assez fermée. Mais une grande partie des musulmans a passé peu à peu sous la domination d'Européens.

III

Du côté de l'Océan, les Européens se sont ouvert l'accès des deux domaines qui leur échappaient encore : l'Afrique et le monde jaune.

L'Afrique était toujours au XVIIIe siècle une terre inconnue. L'anarchie du monde noir y alimentait d'esclaves les ports que fréquentaient les traitants d'Europe, et d'où ils emmenaient la main-d'œuvre noire dans les colonies tropicales. Après 1815, le massif continent sollicita les esprits les plus entreprenants de l'Europe, et tous ses grands fleuves furent, l'un après l'autre, très lentement reconnus.

Le Nil n'appartenait aux pachas d'Egypte que sur une faible partie de son cours. C'est en partant de la côte orientale, fréquentée de tout temps par les vaisseaux qui trafiquaient sur l'Océan Indien, que les explorateurs d'Eu-

rope ont enfin, vers 1860, percé le mystère des origines du célèbre fleuve.

L'existence du Niger était soupçonnée dès l'antiquité, et les Marocains avaient occupé Tombouctou jusqu'au XVIIe siècle. Puis, le monde du Soudan avait été livré à des pouvoirs locaux qui s'en disputaient les diverses parties et en interdisaient l'accès. René Caillié fut le premier des blancs qui, en 1824, toucha le grand fleuve avec une émotion religieuse. Puis, le Niger fut pris à revers, comme le Nil, mais par les Français établis depuis longtemps au Sénégal, — et enfin reconnu de bout en bout.

Dans l'Afrique australe, les Portugais, établis sur les deux côtes, avaient donné quelques notions sur l'intérieur. Mais l'honneur de la découverte revient à Livingstone (1813-1873). Il a parcouru, dans l'Afrique du Sud, 50.000 kilomètres en des voyages répétés. Il a révélé le bassin du Zambèze. Il a reconnu les grands lacs et aperçu le Congo. Son nom domine la phalange des explorateurs de l'Afrique, et est un de ceux dont l'Angleterre est le plus justement orgueilleuse.

Enfin, Stanley, parti d'abord à la recherche de Livingstone, entreprit de reconnaître la région équatoriale (1874). Il suivit le cours du Congo sur toute sa longueur et, plus heureux que Cavelier de la Salle, mena jusqu'au terme son entreprise. Ainsi le dernier des grands fleuves africains cédait à son tour à l'énergie des explorateurs européens.

Quant aux convoitises allumées par ces découvertes dans tous les grands Etats européens, leur histoire appartient à la période suivante.

En pénétrant à l'intérieur de l'Afrique, les Européens touchèrent du doigt l'état de choses qui avait pendant tant de siècles alimenté l'esclavage, et une réaction sentimentale se produisit. La traite européenne avait été attaquée dès la fin du XVIIIe siècle au nom de la philanthropie, et fut interdite à partir du congrès de Vienne (1815). Restait la traite musulmane, qui, partant de la Méditerranée et de l'Océan Indien, avait un domaine non moins vaste, qu'elle élargit encore au XIXe siècle. Elle n'a été sérieusement compromise que par l'établissement des Anglais en Egypte.

IV

Le monde jaune était aussi clos, au XVIIIe siècle, que l'Afrique.

En Chine, la dynastie mandchoue, établie en 1644, avait connu deux grands règnes, ceux de Kiang-Hsi, et de Chien-Luong (1736-1796). Une monarchie et une armée mandchoues s'étaient superposées à la Chine, sans presque toucher à sa civilisation. Elles avaient assuré leur autorité sur la Mongolie et le Thibet, endormis par le bouddhisme : en 1791, une armée chinoise pénétrait au Népaul. Le Turkestan chinois, fortement islamisé, fut soumis aussi, et l'Empereur de Chine apparut comme un protecteur naturel même aux Kalmouks de la Volga, qui en 1770 se réfugièrent sur ses domaines. Sur la Corée et sur l'Annam, des droits de suzeraineté dont d'origine se perdait dans la nuit des temps furent remis en vigueur. Les commerçants d'Europe n'étaient tolérés qu'au compte-gouttes.

Puis était venu le déclin. Le premier symptôme, vers 1825, fut la révolte du Turkestan chinois, mais ce craquement échappa encore aux puissances d'Europe, même à la Russie. Ce fut le commerce avec l'Inde, devenue anglaise, qui provoqua la crise. Ce commerce inondait la Chine d'opium : quand l'autorité chinoise voulut réagir, les Anglais n'hésitèrent pas à le protéger par les armes (1842). Leur victoire leur valut des privilèges que les autres Etats revendiquèrent à leur tour. Alors éclata dans la Chine du Sud une insurrection terrible, où des éléments chrétiens jouèrent un rôle, et qui provoqua une réaction antichrétienne. Cette fois, la France et l'Angleterre agirent de concert (1858), et, sous les murs de Pékin, arrachèrent l'ouverture de douze ports. Les Chinois reprirent les armes, et furent battus à Palikao (sept. 1860). Le Palais d'Eté, aux portes de Pékin, fut pillé par les Français et brûlé sur l'ordre des Anglais.

La faiblesse de la Chine fut ainsi révélée. La France s'installa en Cochinchine. Les Russes se montraient dans le Turkestan chinois. Le dépècement commençait.

A côté de la Chine était le Japon. Sa dynastie remontait à plusieurs siècles avant l'ère chrétienne. Sa civilisation venait de Chine, et le bouddhisme s'y était infiltré aux

premiers siècles de notre ère. Mais le Japon avait toujours sauvegardé son indépendance politique, guerroyé par moments en Corée, repoussé les Mongols. A partir de 1186, le souverain légitime, le mikado, s'était effacé peu à peu devant le shogoun, sorte de maire du palais, qui présidait à une masse nobiliaire comparable à celle de Pologne. Saint François-Xavier, au XVIe siècle, avait visité le Japon, et le christianisme y avait paru un moment sur le point de s'implanter. Mais à partir de 1638 le Japon se ferma, et vécut sur lui-même, avec une civilisation originale même par rapport à celle de la Chine. L'ouverture de la Chine ne pouvait manquer de s'y répercuter. Les Américains frappèrent les premiers à la porte, puis les Européens. Mais le résultat fut inattendu.

En 1867 montait sur le trône des mikados Mutsu-hito. Son entourage arriva à éliminer le shogonn, puis à transformer les fiefs japonais en circonscriptions administratives, et la noblesse japonaise en un corps de fonctionnaires et d'officiers. En même temps, le Japon s'ouvrait tout grand au commerce et aux arts de l'Europe. Celle-ci suivit d'abord avec une curiosité sympathique cette transformation, achevée en 1889 par l'adoption du système parlementaire. Elle n'en vit que plus tard la redoutable portée.

Mais, dès le milieu du XIXe siècle, l'ouverture du monde jaune se traduisit par une émigration active dans les territoires européens du Pacifique ou de l'Océan, émigration dont les colons blancs eurent à supporter la concurrence.

V

La civilisation européenne a poursuivi, en même temps que l'agrandissement de son domaine, les progrès internes qui expliquaient sa suprématie. Il suffira de signaler les plus visibles à tous les yeux.

La vapeur avait été utilisée pour les moyens de transport à partir du début du XIXe siècle, d'abord dans la marine, puis dans la traction sur terre. En moins d'un siècle, le nombre des bâtiments à vapeur a été porté à 50.000, et l'étendue du réseau ferré à 750.000 kilomètres.

Vers 1870, les chemins de fer étaient assez développés en France, en Angleterre, en Allemagne, pour qu'aucune

grande ville ne fût à plus de 24 heures de la capitale. Le réseau des Etats-Unis était déjà serré entre le Mississipi et l'Atlantique. Surtout, la navigation à vapeur avait raccourci les grands trajets mondiaux dans des proportions énormes. Alors qu'au XVIIIe siècle on considérait comme un record d'aller de France dans l'Inde en cent jours, le trajet de l'Europe occidentale jusqu'à l'Extrême-Orient, après le percement de l'isthme de Suez, ne dépassa pas un mois. Alors qu'il fallait une chance exceptionnelle au XVIIIe siècle pour aller en six semaines de France au Canada, on put, quand les chemins de fer transcontinentaux américains furent achevés (vers 1874), aller en un mois de France ou d'Angleterre jusqu'à San-Francisco. La traversée du Pacifique, que les Espagnols, maîtres de l'Amérique et des Philippines, mettaient des mois à réaliser, se fit couramment en un mois vers 1870. Depuis, avec le progrès des vitesses sur les lignes de paquebots transatlantiques et sur les chemins de fer américains, avec la construction du transsibérien à la fin du XIXe siècle, le « tour du monde en 80 jours » a cessé complètement d'être un tour de force.

L'électricité, non moins que la vapeur, a raccourci les distances : à partir de 1850, le monde a été sillonné par les lignes télégraphiques électriques.

La découverte des anesthésiques (vers 1840) et des antiseptiques (vers 1870) a décuplé les moyens d'action de la chirurgie.

Le progrès des explosifs a transformé l'art de la guerre, du temps de Napoléon à notre époque, plus qu'il n'avait été transformé depuis le moyen-âge jusqu'à Napoléon.

D'innombrables progrès de détail ont facilité le travail et augmenté le bien-être au point de quadrupler la population de l'Europe et de ses colonies. Cet essor matériel est le côté brillant de la civilisation européenne, le côté qui est envié et imité même des peuples capables de voir nettement les points faibles de cette civilisation.

Guerre de Crimée

La Russie

Par un contre-coup indirect des secousses de 1848, la question d'Orient, qui depuis quarante ans agitait l'Europe sans provoquer de chocs trop violents, allait, pour la première fois depuis 1815, mettre de grands Etats européens aux prises, et amener un regroupement inédit des puissances mondiales.

La question d'Orient, on le sait, était posée par le déclin de l'Empire turc. Indiqué déjà par les guerres du XVIII[e] siècle, ce déclin était devenu évident par l'expédition d'Egypte, le soulèvement de la Grèce, le détachement de l'Algérie et de l'Egypte. L'autorité ottomane n'était plus en état de se faire obéir de ses sujets chrétiens, et les puissances européennes, qui ne pouvaient se désintéresser des populations en question, ne pouvaient plus faire état des engagements, même sincères, de la Porte. Lorsqu'à partir de 1843, une querelle s'engagea entre moines catholiques et orthodoxes à propos de l'entretien des Lieux Saints, le sultan se montra impuissant à résoudre la difficulté, qu'aggravaient les interventions de la France d'une part, de la Russie de l'autre.

De tous les Etats impliqués dans les conflits de ce genre, le plus voisin et le plus agissant était la Russie. La Russie, de Pierre-le-Grand jusqu'à Alexandre I[er], avait été

surtout tournée vers l'Europe. Avec Nicolas Ier (1825), n'aspirant plus du côté de l'Ouest qu'au maintien de l'état de choses existant, elle avait repris sa marche vers le Sud. Elle s'était avancée au Turkestan, vers la Perse, dans le Caucase. Mais, avant tout, elle était attirée par les perspectives qu'ouvrait la décadence ottomane. A propos de la querelle des Lieux Saints, le tsar fit revivre ses prétentions à protéger tous les sujets orthodoxes du sultan. Au début de 1853, il fit à l'ambassadeur d'Angleterre des confidences inquiétantes sur « l'homme malade ». Il commençait à envisager nettement le démembrement de l'empire turc, avec des vues que révèle bien le mémorandum suivant :

« La moins mauvaise de toutes les mauvaises combinaisons possibles :

Les Principautés et la Bulgarie jusqu'à Kustendji à la Russie;

Serbie et Bulgarie indépendantes;

Les côtes de l'Archipel et de l'Adriatique à l'Autriche;

L'Egypte à l'Angleterre, peut-être avec Chypre et Rhodes;

Candie à la France;

Les îles de l'Archipel à la France;

Constantinople ville libre; une garnison russe sur le Bosphore; une garnison autrichienne sur les Dardanelles;

Liberté complète de commerce;

Un royaume turc en Asie-Mineure. »

Tout de suite, de pareils rêves mirent l'Angleterre en défiance. Depuis 1815, elle était « la maîtresse des mers ». La clef de voûte de son empire était l'Inde, qu'elle achevait de conquérir, et dont la possession commandait son activité économique. Elle avait posé un principe, à propos du Cap, que tout point important sur la route de l'Inde devait lui appartenir. On a vu de quel œil jaloux elle surveillait l'Egypte, où elle pressentait la route de l'avenir. Les progrès des Russes vers l'Iran l'inquiétaient. Or, la mainmise de la Russie sur l'empire ottoman eût été bien autrement menaçante . elle pouvait rendre illusoire d'un coup les communications maritimes. Dès le début, les Anglais conscients de la situation du proche Orient comprirent que le maintien de l'empire turc était une question vitale. L'ambassadeur à Constantinople, Stratford de Redcliffe, contribua plus que quiconque à encourager le Divan

à résister aux prétentions russes, et entraîna l'Angleterre à des démarches qui, au cours de 1853, l'engagèrent de plus en plus.

Quant à la France, elle avait des intérêts multiples en Méditerranée, mais ils n'étaient pas vitaux, et d'ailleurs pouvaient la mettre en conflit avec l'Angleterre ou la Turquie aussi bien qu'avec la Russie. Dès le mois de mai 1853, la question des Lieux Saints fut réglée, et ne reparut plus. Mais ici intervint la psychologie de Napoléon III. Il avait été offensé par certains procédés du tsar. Avant tout, il était hanté par la préoccupation qui allait dominer toute sa politique extérieure : la préoccupation de rentrer en grâce auprès des milieux révolutionnaires auxquels il appartenait, malgré tout, par ses origines. Il s'agissait pour lui de se faire pardonner une politique intérieure conservatrice par une politique extérieure révolutionnaire. Nul meilleur moyen, pour cela, qu'une guerre soutenue, aux côtés de l'Angleterre, contre le tsar Nicolas, qui était la bête noire des libéraux d'Europe. Tout de suite, il donna aux Anglais des assurances qui ne contribuèrent pas peu à leur faire envisager sans crainte un conflit armé.

Si néanmoins, à la différence de la lutte précédente entre l'Angleterre et la France, et de la lutte ultérieure entre l'Angleterre et l'Allemagne, la lutte anglo-russe ne provoqua pas, cette fois, une guerre mondiale, cela tint à l'attitude des puissances allemandes.

L'Autriche ne pouvait se désintéresser de la question. Depuis le XVIIIe siècle, elle avait cessé de craindre les Turcs, et elle avait commencé à s'inquiéter des ambitions russes. Si l'intervention du tsar en Hongrie, en 1849, lui créait une dette de reconnaissanec, d'autre part elle lui avait révélé le prestige du tsar sur les Slaves des Balkans et de la monarchie autrichienne. La tendance qui commençait à poindre en Russie, à regarder le tsar comme le protecteur naturel de tout ce qui parlait une langue slave ou pratiquait la religion orthodove, était loin de rester confinée dans les milieux officiels. S'il est permis de prononcer le mot de « popularité » à propos du tsar Nicolas, c'est en tout cas à propos des événements qui allaient terminer son règne. L'Autriche fut donc portée vers les puissances occidentales, et, pendant presque toute l'année 1854, celles-ci purent espérer son intervention armée.

Seulement, elle était forcée de tenir compte du senti-

ment des cours allemandes. Il était nettement favorable aux Russes, surtout en Prusse. Le roi Frédéric-Guillaume IV était beau-frère du tsar. Peu militaire par nature, il était de plus, avec raison, porté à anticiper le mot prononcé plus tard : « Que la question d'Orient ne valait pas les os d'un grenadier poméranien. » Sa pression retint l'Autriche, et sauva ce qui subsistait de la triple alliance conclue jadis sur le cadavre de la Pologne.

Les cours allemandes restant neutres, la guerre ne pouvait embraser l'Europe. Le seul Etat secondaire qui intervint dans le conflit (au début de 1855), le Piémont, le fit uniquement pour se concilier les bonnes grâces des puissances occidentales, dont il avait besoin pour la réalisation de ses plans italiens.

D'autre part, les questions maritimes ne pouvaient, non plus, étendre cette fois le conflit. La Russie était une puissance exclusivement continentale, qu'on n'avait pas à chercher sur toutes les mers. Les Anglo-Français se montrèrent scrupuleux observateurs des droits des neutres. Et c'est ainsi qu'au dernier moment (en 1855) ils virent même la Sicile se ranger à leurs côtés.

Le conflit resta donc relativement localisé. Par là même, il posait aux militaires un problème délicat. Les puissances occidentales n'avaient à craindre aucune attaque russe, même sur mer : la marine russe considéra comme un triomphe la destruction de quelques vaisseaux turcs devant Sinope (automne 1853). En revanche, l'Angleterre et la France ne pouvaient prendre l'adversaire corps à corps, renouveler les gestes de Charles XII et de Napoléon Ier. Il n'y avait que deux objectifs possibles : la Baltique et la mer Noire.

La Baltique était le plus indiqué. Là, on était près de la capitale, près des provinces baltiques, non loin de la Pologne. En 1854, une expédition maritime fut faite à Bomarsund, mais, faute de corps de débarquement, on ne put même songer à attaquer l'arsenal de Cronstadt. Et tout projet de ce genre fut remis au tiroir jusqu'à la fin de la guerre.

C'est que, d'emblée, l'obligation de secourir la Turquie avait orienté les alliés vers la mer Noire. De ce côté, deux théâtres d'opérations s'offraient. Le plus naturel semblait être le Danube. Mais les Turcs se montrèrent capables de défendre seuls Silistrie. Un corps français, débarqué à

Varna, fut décimé par le choléra. Avant tout, les Russes hésitèrent à s'engager à fond de ce côté, par crainte de mécontenter l'Autriche. Elle avait accepté avec peine l'occupation des principautés roumaines, et menacé de faire de l'avance des Russes au sud du Danube un *casus belli.*

Restait le second objectif : la Crimée. Il offrait l'avantage immédiat de permettre la destruction de Sébastopol, point d'appui de la flotte russe sur la mer Noire. Les alliés, au début, se représentaient l'opération comme facile, et ne voyaient dans la Crimée qu'une base de départ. Mais que faire ensuite? Les meilleures chances de succès qu'on pût entrevoir étaient offertes par l'état intérieur de la Russie, où l'on pouvait espérer des jacqueries. Elles étaient aléatoires, et les gouvernements occidentaux ne laissaient pas d'être embarrassés. D'où le souci constant qu'ils allaient manifester de se tenir en contact avec les puissances allemandes, et de ne rien faire qui pût les mécontenter.

Au reste, les événements prirent une toute autre tournure, par suite de l'obstination avec laquelle les Russes défendirent la Crimée, et y concentrèrent peu à peu toutes les forces vives de l'empire. Lorsque les alliés débarquèrent à Eupatoria, le prince Mentschikoff essaya de leur barrer la route sur l'Alma (septembre 1854) et fut battu. Il semblait qu'on pût alors enlever d'emblée Sébastopol. Mais les Russes firent couler leur flotte pour barrer l'entrée du port, et se retranchèrent fortement du côté de la terre ferme. Alors commença un siège singulier, le corps expéditionnaire n'étant pas suffisant pour encercler la place, qui resta toujours, du côté du nord, en communication avec l'armée de secours. On espéra pourtant longtemps une solution rapide. Mais, quand les alliés eurent passé devant Sébastopol un hiver des plus pénibles, les chefs militaires ne voulurent plus lâcher le siège, par crainte de l'effet produit sur la troupe, si l'on avouait tant de sacrifices inutiles. Les gouvernements insistèrent plus d'une fois pour qu'on élargît les opérations, surtout après que l'échec d'une grande attaque (18 juin 1855) eût prouvé une fois de plus la vigueur de la défense. Le maréchal Pélissier se refusa toujours à envisager un autre objectif que la prise de la ville.

Ce fut l'armée russe qui donna à l'opération une portée qu'elle n'avait pas par elle-même, en multipliant les attaques sur les assiégeants. Elle fut repoussée à Balaklava (octobre 1854), à Inkermann (novembre 1854). Mais elle

s'obstina, appela à elle peu à peu des renforts plus nombreux. Elle échoua encore à Eupatoria au printemps de 1855, puis à Traktir en août 1855. Il se trouva donc que, lorsque la chute de Malakoff (8 septembre 1855) rendit Sébastopol intenable, l'armée russe de Crimée avait subi des échecs répétés, des pertes immenses, et que les ressources militaires de l'empire étaient en voie d'épuisement.

L'armée russe était restée constituée à peu près comme au XVIII[e] siècle, modelée sur la société russe elle-même, et par là très différente des armées de volontaires de l'Angleterre et de l'Autriche, comme des armées de conscrits de la France et de la Prusse. La masse de la population russe se composait de serfs de la couronne ou des grands domaines. Sur cette population, on prélevait, suivant les besoins, 1, 2, 4 hommes sur 1.000. Le recrutement était assez chaotique sur les domaines de la couronne, par suite de la vénalité qui était la plaie traditionnelle de la bureaucratie russe. Sur les domaines des grands, il avait le caractère d'un impôt sur la main-d'œuvre, et les grands propriétaires étaient portés à se débarrasser des jeunes gens peu propres aux travaux de la paix, plutôt qu'à choisir les plus aptes aux travaux de la guerre. Comme cependant les deux aptitudes s'excluaient assez généralement, la sélection militaire, dans l'ensemble, se faisait bien. Il fallait du temps pour instruire un *moujik* : mais le soldat restait au service vingt ans en théorie, quinze ans en pratique. Le temps lui était donc largement départi. En fait, le soldat russe se montra en Crimée ce qu'il avait été contre Frédéric II et Napoléon : excellent. Les officiers, surtout dans les services techniques, ne se montrèrent pas indignes de le commander : le défenseur de Sébastopol, Totleben, mérita d'être comparé à Vauban. Mais les pertes avaient été immenses, non seulement sur les champs de bataille, mais aussi sur les routes détestables qui, de tous les points de l'immense empire, virent affluer les réserves vers la Crimée. De plus, le remplacement du matériel était difficile à un Etat qui n'avait pas trace de l'organisation capitaliste de l'Occident, et ne pouvait emprunter nulle part. La Russie était à bout : le tsar Alexandre II, qui avait succédé, en mars 1855, à Nicolas I[er], le savait bien.

Les alliés, nous l'avons dit, s'étaient maintenus en contact avec l'Autriche, et avaient fixé d'accord avec elle leurs buts de guerre : intégrité de l'empire ottoman, pas de pro-

tectorat russe sur ses sujets orthodoxes, liberté de navigation du Danube, neutralisation de la mer Noire. Ils n'y changèrent presque rien après la chute de Sébastopol. Le tsar attendit qu'un succès russe en Asie, à Kars, eut rétabli quelque peu le prestige de ses armes, et alors fit savoir à Vienne qu'il acceptait les garanties demandées (janvier 1856). La paix était faite.

Le congrès de Paris (mars 1856) n'eût été qu'une formalité, si deux questions importantes n'y avaient été soulevées. D'une part, les principes du droit maritime furent fixés suivant les demandes des neutres. D'autre part, le plénipotentiaire piémontais Cavour appela l'attention sur la fâcheuse situation de l'Italie. La pauvre Autriche put sentir, dès lors, quel danger recélait pour elle cette question d'Orient, qui devait un jour être si fatale et à l'empire russe et à elle (*).

L'Angleterre avait, grâce au concours bénévole de la première puissance militaire d'Europe, protégé la route de l'Inde. Elle ne devait plus avoir de guerre à soutenir contre la Russie. Peu après le traité de Paris, c'était de nouveau vers l'Egypte, et contre son alliée de Crimée, que devaient se tourner ses préoccupations.

L'Etat qui fut le plus profondément affecté par la guerre de Crimée fut la Russie. Immédiatement après la paix, le tsar Alexandre II se consacra à une réforme complète de la société russe. Le 3 mars 1861, il proclamait l'émancipation des serfs.

La plaine russo-sibérienne a été, pendant des millénaires, la terre classique du nomadisme. A l'aurore de l'histoire, les Indo-Européens s'étaient répandus de là au Sud, à l'Ouest, à l'Est. Puis était venue, pendant des siècles, l'infiltration des Finno-Ougriens et des Turco-Tartares. A peine les Varègues avaient-ils donné quelque consistance aux populations de la région, que le joug mongol s'était appesanti sur elles pour trois cents ans. Lorsqu'avec les

(*) C. ROUSSET, *Hist. de la Guerre de Crimée.*
DE LA GORCE, *Hist. du Second Empire.*
BAPST, *Origines de la guerre de Crimée.*
KINGLAKE, *The Crimean war.*
SCHIEMANN, *Russland unter Nikolaus I*, t. IV.
FRIEDJUNG, *Der Krimkrieg* (autrichien).
TOLSTOI, *Sewastopol.*

Ivans avait commencé la réaction slave, les tsars avaient dû se préoccuper de contrebuter l'écoulement vers l'Est, qui se dessinait. Vers 1600, des lois rigoureuses avaient cloué le paysan au sol, et, depuis, le tsar s'était chargé sur ses domaines, et avait chargé ses boïars sur ceux qu'il leur concédait, de maintenir la masse agricole. Au XVIIIe siècle, l'institution du servage avait même été étendue aux provinces nouvelles de l'Ouest et du Sud.

Le résultat, dans la première moitié du XIXe siècle, se chiffrait à peu près comme suit.

Le tsar possédait à lui seul 225 millions de *déciatines* de terre (soit 2 millions et demi de kilomètres carrés, cinq fois l'étendue de la France). Sur ces terres vivaient 20 millions de serfs de la couronne, à l'entière disposition des agents du souverain. C'était le régime du socialisme d'Etat.

Le reste du sol était réparti entre un peu plus de 100.000 familles de propriétaires nobles, avec 20 millions de serfs. Le propriétaire répondait vis-à-vis du tsar de l'impôt, du recrutement, de l'ordre public. Il devait la subsistance et l'assistance à ses paysans. En somme, il était considéré comme une espèce de fonctionnaire, ayant pour traitement les redevances que lui payaient les serfs. Le rendement n'en était pas, par lui-même, énorme. On calculait, sur les biens de la couronne, que le capital représenté par la terre et les paysans rapportait 1 pour 100. Pour la masse des 40.000 ou 50.000 propriétaires qui n'avaient pas plus de 20 serfs, on évaluait le revenu à 250 francs en moyenne! Il eût été dérisoire, s'il ne s'y était joint toutes les facilités dérivant de la puissance autocratique à eux concédée, possibilité de se fournir de domestiques, corvées, charrois, etc.

De même que l'Etat, en dehors de ses domaines, n'atteignait la masse rurale qu'à travers le propriéaire noble, de même celui-ci, dans la règle, n'avait affaire qu'à la communauté rurale, non aux paysans individuellement. La commune rurale (*mir*) avait, par le fait de cette responsabilité collective vis-à-vis du seigneur, conservé ou acquis (c'est un sujet de discussion classique entre historiens russes) un caractère communiste prononcé. Non seulement les pâturages restaient en commun, mais la terre cultivable même était partagée, à intervalles variables suivant les régions, entre les chefs de famille.

La population était habituée à ce régime. Depuis la révolte de Pongatcluf, en 1773, aucun mouvement de quelque envergure ne s'était produit. Ni en 1812, ni en 1854, les espérances des étrangers en une jacquerie russe ne se réalisèrent. Les individus récalcitrants allaient, de gré ou de force, rejoindre les Cosaques du Sud-Est ou coloniser la Sibérie. Si donc déjà Alexandre Ier et Nicolas Ier songèrent à abolir ce régime, aucune pression d'en bas ne les y sollicita. Mais, élevés à l'européenne, parlant couramment français, ils étaient gênés, malgré tout, par un état de choses qui séparait la Russie, non seulement de l'Occident pur, mais de la Prusse et de l'Autriche. Un projet formel d'émancipation des serfs fut rédigé vers 1840. Les tsars reculèrent toujours devant la perspective d'appauvrir et de déraciner une noblesse qui, ils le savaient bien, rattachait seule, au moins superficiellement, la Russie à la civilisation européenne. Ce n'est que quand la littérature russe naissante eut montré que les effusions à la Jean-Jacques sur le moujik trouvaient de l'écho dans cette noblesse même, qu'Alexandre II se décida aux réformes qui aboutirent à l'oukase du 3 mars 1861.

Les serfs étaient émancipés. Mais la question délicate était de leur donner la liberté sans en faire des prolétaires. Ils ne se souciaient pas d'une liberté qui n'eût pas été accompagnée d'une concession de terres. On les fit donc propriétaires .

Les propriétaires nobles gardèrent les bois et le sous-sol (ce dernier point n'avait d'intérêt que pour quelques privilégiés). Ils allaient être, sauf 4.000 ou 5.000, très durement atteints dans leurs habitudes de vie. Le tsar fixa pour les paysans le taux du rachat, en les aidant à les payer. Ce fut une lourde charge pour le Trésor, et, même ainsi, nombre de familles nobles durent liquider leur situation terrienne. Bien des terres restées théoriquement aux anciens propriétaires changèrent de mains, car la réforme ouvrit l'accès de la propriété foncière aux marchands et autres détenteurs de la richesse mobilière. Dans les assemblées locales (*zemstvos*), l'accès fut ouvert, non plus par la qualité de noble, mais par celle de propriétaire foncier (à partir de 200 ou 300 hectares, suivant les régions).

En ce qui concerne les paysans devenus propriétaires, le gouvernement, pour les opérations de rachat par exemple, continua à ne connaître, dans la règle, que la com-

mune. Le régime collectiviste ne fut pas imposé : le partage définitif des terres entre les familles put être décidé à la majorité des deux tiers des voix. En fait, à la fin du XIXe siècle, les deux tiers de la terre paysanne restaient encore dans l'indivision. Il s'en faut donc que le régime de la propriété foncière se soit trouvé complètement occidentalisé à la suite de la réforme de 1861.

Il n'y en eut pas moins une transformation profonde, et qui accentua le caractère spécifiquement russe de la société. La vieille Russie nobiliaire qu'avait connue et décrite nos philosophes du XVIIIe siècle, nos émigrés du début du XIXe, s'effaça peu à peu. L'évolution fut quelque peu contrebalancée par le développement progressif, dans la seconde moitié du XIXe siècle, des agglomérations urbaines. Mais la croissance des villes était alimentée, en grande partie, par la population rurale, que la réforme avait commencé à dissocier : elle garda l'empreinte du milieu originel. Le panslavisme, l'aversion pour l'Occident européen trouvèrent un terrain plus propice dans la Russie nouvelle.

Ajoutons que si, depuis la guerre de Crimée, les prétentions sur Constantinople durent se dissimuler, le mouvement vers le Sud continua comme au temps de Nicolas Ier. Le Caucase fut réduit. La conquête du Turkestan, commencée vers 1865-1866, fut achevée en 1884-1885. Puis vinrent les annexions sur les marches chinoises. Le centre de gravité de l'empire se déplaça vers l'Orient.

Les historiens continentaux ont conservé l'habitude de mettre au premier plan les événements de 1830, 1848, 1870. Ils considèrent les différents Etats européens, France, Italie, Allemagne, Russie, Angleterre, comme des grandeurs équivalentes. Les historiens anglo-saxons marquent mieux le dualisme qui s'accuse de plus en plus à partir de 1815 : d'une part, l'ensemble des Etats continentaux, — d'autre part, l'Empire britannique, aussi peuplé, plus riche, et de civilisation analogue. C'est ce point de vue qui a été accepté ici.

Le monde anglo-saxon au XIXe siècle

LIVRE PREMIER

Le Royaume-Uni jusqu'en 1865

CHAPITRE PREMIER
L'Angleterre avant la réforme de 1832

I. — *L'Angleterre en 1815.*

A l'issue des guerres napoléoniennes l'Angleterre semblait entre tous les belligérants le mieux préparé à profiter du rétablissement de la paix. Elle avait échappé aux révolutions, consolidé son Empire, et les progrès surprenants de la grande industrie, qui la mettaient en avance d'une génération sur le continent, allaient permettre l'expansion victorieuse de son commerce et de sa colonisation. Mais l'accroissement rapide de sa puissance économique allait aussi l'obliger à entreprendre la réforme progressive de ses institutions politiques et sociales.

La « liberté anglaise », qui avait fait l'admiration de nos philosophes, n'existait encore qu'au profit d'une aristocratie peu nombreuse de propriétaires terriens. Les whigs comme les tories se recrutaient dans leurs rangs, et la formation de deux partis, rivaux

mais collaborant au travail parlementaire, celle d'un Cabinet dont les membres devenaient de plus en plus solidaires, n'avaient été possibles que parce que le peuple ne participait pas encore à la vie politique.

Maîtresse de la Chambre des Lords, la « gentry » dominait aussi les Communes grâce à un régime électoral désuet. Les 186 représentants des comtés étaient désignés par les franc-tenanciers qui exploitaient une terre rapportant un revenu de 40 shillings. Le corps électoral y était donc assez nombreux. Mais les bourgs auxquels la Couronne avait accordé le privilège d'élire deux députés formaient la grande majorité de la Chambre (467 députés). Ces bourgs étaient très inégalement répartis à la surface du territoire. La vieille Angleterre du Sud, très avantagée, était beaucoup plus fortement représentée que le Nord. Le régime électoral y variait à l'infini. La « franchise » (droit de vote) appartenait parfois à tous ceux qui payaient la « taxe des pauvres », mais elle était souvent restreinte aux membres d'une corporation privilégiée qui se recrutait par hérédité ou par cooptation. 34 « bourgs pourris » étaient d'anciens villages abandonnés, et beaucoup d'autres avaient moins de cinquante électeurs. On les appelait « bourgs de poche » parce qu'ils appartenaient à quelque riche patron. Presque partout, la « gentry » disposait de la majorité des voix. Aussi, lors des campagnes électorales, était-il rare que plus d'un candidat briguât les suffrages. Il n'y avait pas plus d'une centaine d'élections « contestées ».

L'aristocratie anglaise tenait, d'autre part, en mains l'admniistration du pays que le gouvernement n'avait pas cherché, comme en France, à centraliser à son profit. Les représentants du Roi, le shérif et le « lord-lieutenant » qui commandait la milice, se contentaient d'un rôle d'apparat. Le régime du « self govern-

ment », autre aspect de la « liberté anglaise », confiait en réalité à l'aristocratie et à l'Eglise la direction des affaires locales. Il n'y avait de corporation élue et indépendante que dans les villes anciennes. Ailleurs, le conseil de paroisse (vestrey) était dirigé par le pasteur et le seigneur du lieu. Le travail administratif était accompli par des « juges de paix » que le gouvernement désignait parmi les notables du pays et qui se chargaient gratuitement de la police et de la répartition des impôts. Le gouvernement n'intervenait que par l'envoi de ses juges, qui venaient tenir leurs assises, entourés d'un jury composé de notables. La législation économique restait enfin adaptée aux intérêts des grands propriétaires qui n'admettaient pas qu'il fût porté atteinte au régime protectionniste. Quand le rétablissement de la paix leur fit craindre la reprise de la concurrence étrangère, ils obtinrent du Parlement le vote d'un nouveau tarif qui prohibait l'entrée des grains étrangers dès que leur prix s'abaissait au-dessous de 80 shillings par « quarter » (12 kilogs).

Pour imposer au peuple un tel sacrifice le gouvernement tory, que la guerre et la crainte des idées françaises avaient établi au pouvoir, bénéficiait du prestige de la victoire. Il venait de triompher à Waterloo, et lord Castlereagh, le membre le plus en vue du Cabinet que présidait lord Liverpool, venait de conclure une paix glorieuse aux côtés des souverains alliés.

Pourtant le ministère se montra très faible en présence des difficultés de l'après-guerre. Le pays traversait une série de crises économiques dont les fluctuations du prix du blé marquent l'amplitude. Malgré la fermeture des frontières une année de disette suivie d'une récolte plantureuse fit osciller le « quarter » de plus de 100 à moins de 40 shillings, et l'industrie,

d'autre part, ne trouvait pas au dehors les débouchés qu'elle escomptait.

La classe ouvrière ,née des progrès de la grande industrie, était donc travaillée par un vif mécontentement, et le public entier se plaignait de ne pouvoir supporter le poids écrasant des impôts. Mais, si cette fermentation générale prit la forme d'une campagne politique, ce fut l'œuvre d'un petit nombre d'agitateurs, pour la plupart disciples de l'économiste Bentham, qu'on désigna par le nom de radicaux. Ils persuadèrent au public de demander d'abord une réforme électorale pour que le peuple eut un moyen légal de faire entendre sa voix. De 1817 à 1819, la propagande des « Hampden Clubs », le « Political Register » du journaliste Cobbet, et surtout une série de réunions publiques tumultueuses réclamèrent cette réforme indispensable.

En présence de cette agitation la « gentry » fut d'abord prise de panique. Sa crainte d'une révolution la décida à des mesures de rigueur. La troupe dispersa brutalement les manifestants assemblés dans les « Peter's fields » de Manchester, et le Parlement vota les « six actes de 1819 » qui soumettaient la presse et les meetings à de sévères restrictions.

Mais, le calme une fois revenu, le gouvernement se sentit discrédité par son succès. « Peterloo », disait-on, faisait oublier Waterloo; et, l'esprit de liberté renaissant, les Anglais s'étonnèrent de se voir associés en Europe à l'œuvre réactionnaire des souverains de la Sainte Alliance. C'est au milieu d'une grande impopularité que s'acheva la carrière de lord Castlereagh qui semblait s'être fait leur complice (1820).

II. — *Canning.*

L'orientation nouvelle que son successeur, Can-

ning, allait donner à la politique britannique, lui permit d'acquérir un très grand prestige. Canning restait, cependant, opposé à tout essai de réforme électorale; mais il avait l'adresse de le faire oublier parce qu'en d'autres domaines, il donnait satisfaction aux aspirations libérales des Anglais.

Sous sa direction le Foreign Office rompit avec la politique d'intervention que Metternich en cette même année appliquait à l'Italie. Aux Conférences de Troppau (octobre 1820) puis de Laybach (janvier 1821) le chancelier autrichien s'était fait attribuer le mandat de rétablir l'absolutisme du roi de Naples que ses sujets avaient obligé à promulguer une constitution. Les souverains italiens effrayés se soumettaient à ses volontés et la révolte des patriotes piémontais était écrasée à Novare.

Castlereagh avait déjà refusé de soutenir les ambitions autrichiennes en Italie. Canning alla plus loin. Le principe de non-intervention qu'il opposa à la Sainte Alliance avait le double avantage de flatter l'amour de la liberté et l'amour-propre des Anglais, heureux de reconquérir leur indépendance. Il était aussi conforme à leurs intérêts commerciaux. Alors que l'Europe se fermait à leurs produits il devait ouvrir à leurs marchands de nouveaux débouchés.

Un soulèvement militaire en Espagne, qui avait contraint Ferdinand VII à remettre en vigueur la constitution libérale de 1812, ouvrait en Europe une nouvelle perspective d'intervention. Au Congrès de Vérone (octobre 1822) la France en réclama la charge. Allait-elle, par une expédition qu'on prévoyait difficile, rouvrir en Europe le cycle des guerres continentales, ou, réalisant l'ambitieux dessein de Louis XIV, soumettre la péninsule ibérique à son influence? Canning s'y opposa résolument.

Il ne réussit pourtant pas à arrêter la France, dont le ministre Villèle, pacifique, se laissa forcer la main par Chateaubriand, ministre des Affaires Etrangères. Pour « donner aux Bourbons une armée capable de défendre le trône et d'émanciper la France », pour leur permettre d'acquérir la gloire des armes qui manquait à leur prestige, les troupes de Louis XVIII franchirent les Pyrénées. Elles réussirent bien plus aisément que Canning ne l'avait prévu à rétablir l'autorité de Ferdinand VII, et les Cortès réfugiés à Cadix y capitulèrent après la prise du fort Trocadéro (septembre 1823). Mais Canning sut alors par un coup d'audace réparer cet échec.

L'Angleterre était moins intéressée au sort de l'Espagne qu'à celui de ses colonies d'Amérique. Leur insurrection pendant les guerres du Premier Empire avait ouvert aux Anglais un immense marché nouveau, et ils ne pouvaient admettre que la Sainte Alliance aidât le roi d'Espagne à replacer ses colonies sous le joug. Canning tenta d'abord d'obtenir l'appui des Etats-Unis; mais ceux-ci, plutôt que de se lier à l'Angleterre préférèrent adresser à l'Europe entière un avertissement en formulant la célèbre doctrine de Monroe (voir *infra*). Alors Canning prit seul l'initiative de reconnaître l'indépendance des nouvelles républiques américaines (1825). Il complétait peu après son œuvre en décidant le roi du Portugal, don Pedro, à reconnaître celle du Brésil : « J'ai appelé, déclarait-il, un Nouveau Monde à l'existence pour redresser l'équilibre de l'Ancien. »

A l'intérieur le ministère anglais commençait, en même temps, une politique de réformes libérales. A côté de Canning, le ministre du commerce Huskison s'attaquait aux premières enceintes de la forteresse protectionniste. L'ère de prospérité qui avait suivi les crises économiques mettait à sa disposition des excé-

dents budgétaires. Il en profita pour réduire les droits qui frappaient l'entrée des matières premières. Il fit une première brèche à l'édifice des « lois de navigation » en laissant les colons des Indes Occidentales commercer librement avec les pays étrangers. D'autre part, le vieux disciple de Bentham, Joseph Hume, réussit à faire voter en 1824 et 1825 deux lois reconnaissant l'existence légale des groupements ouvriers (trade-unions) et se contentant d'empêcher les atteintes qui seraient portées par la menace ou l'intimidation à la liberté du travail. Enfin, sir Robert Peel entreprit la réforme du code criminel qui appliquait encore la peine de mort à un grand nombre de fautes vénielles.

La diplomatie de Canning et le souffle de libéralisme qui par son influence pénétrait peu à peu dans le parti tory lui valurent dans le peuple une grande popularité. Au début de 1827, à la retraite du vieux lord Liverpool, Canning devint premier ministre, mais lui-même mourut quelques mois après, laissant l'Angleterre aux prises avec des problèmes qu'il aurait eu sans doute de la peine à résoudre.

III. — *L'héritage de Canning.*

A l'extérieur la révolte de la Grèce contre l'Empire turc ouvrait en Orient une crise redoutable. Les Grecs de Morée avaient profité de la guerre que le sultan menait contre son vassal trop puissant le pacha de Janina pour se soulever. En même temps s'insurgeait un grec des Principautés danubiennes, Ypsilanti, chef d'une société secrète formée à l'instigation du Tsar. La Porte ne réussit pas à réduire la révolte. Aux massacres de Chio, les Grecs ripostèrent en proclamant l'indépendance de la Morée. Mais le sultan fit appel à l'armée qu'avait organisée le pacha d'Egypte, Méhemet Ali. Celui-ci, contre la promesse de conserver la Morée,

envoya son fils Ibrahim la conquérir (1). Biertôt les Grecs en furent réduits à soutenir à Missolonghi un siège héroïque (1825).

En Angleterre, comme en France, le sort de la Grèce avait engendré de vives sympathies. Les philhellènes des deux pays exigeaient une intervention, et lord Byron allait s'enfermer dans Missolonghi où il trouva la mort. Canning, pourtant, hésitait à déclancher un conflit qui aurait trop bien servi les ambitions de la Russie. Alexandre Ier y voyait une occasion de démembrer l'Empire ottoman et il réclamait le droit d'intervenir à son tour dans les Balkans, comme Metternich était intervenu en Italie et Louis XVIII en Espagne.

Sa mort fit espérer à Canning qu'une entente serait plus facile avec son successeur. Nicolas Ier se prêta, en effet, à une démarche commune entreprise auprès du sultan pour l'obliger d'accorder à la Grèce une large autonomie. Espérant prévenir une offensive indépendante de la Russie, le ministre anglais eut même l'audace de faire entrer la France comme troisième partenaire dans l'entente ainsi conclue et d'envoyer une escadre anglo-française surveiller la flotte égyptienne à Navarin. Politique dangereuse qui pouvait aussi rapprocher l'une de l'autre les deux plus redoutables rivales de l'Angleterre et qui devait s'écrouler au lendemain de sa mort. (Traité de Londres, 6 juillet 1827.)

Le sultan repoussa les demandes des puissances et, le 20 octobre, dans la baie de Navarin, un coup de feu tiré probablement d'un vaisseau égyptien déchaîna la bataille. La flotte égyptienne fut détruite. Aux protestations du sultan, la France répondit en débarquant une division en Morée, tandis que les troupes russes franchissaient le Danube.

---

(1) Sur Méhémel-Ali et Ibrahim, voir ci-dessus, p. 4, et p. 53 s.

En Angleterre, Canning se voyait maintenant contraint d'aborder deux réformes que le parti tory n'était pas encore résigné à accomplir. Les coups portés par Huskisson au tarif protectionniste mettaient, pour ainsi dire, à nu la question brûlante des droits d'entrée sur les blés. Lorsque Canning proposa de les réduire en adoptant le système d'une échelle mobile, la résistance de sa majorité l'obligea d'y renoncer.

Il en fut de même pour le problème de l'émancipation des catholiques qui, par le bill du Test, étaient exclus de toutes les fonctions publiques; problème délicat puisqu'il intéressait surtout les Irlandais.

En Irlande, les catholiques avaient obtenu le droit de vote (1793) qu'ils ne possédaient pas encore en Angleterre; mais, dans les deux pays, ils restaient inéligibles au Parlement. Leur émancipation était aux yeux de Pitt le corollaire obligatoire de l'Acte d'Union, mais il n'avait pas pu à ce moment fléchir l'opposition de Georges III (1801). Depuis lors, la cause des catholiques avait peu à peu gagné de nombreux adhérents et, en 1823, Daniel O'Connel comprit que l'heure était venue où elle pourrait triompher.

Il fonda « l'Association catholique » où sa parole enflammée et violente réussit bientôt à grouper tous les électeurs catholiques irlandais. Une campagne de meetings, où des manifestants innombrables se pressaient sans que l'ordre fut troublé par un acte de violence convainquit Canning qu'il devait prendre l'initiative de la réforme, mais l'un des principaux membres du ministère, sir Robert Peel refusa de le suivre, et Georges IV se montra aussi hostile que son père à ce projet.

Canning léguait donc à ses successeurs un héritage difficile et Wellington, qui prit le pouvoir en resserrant autour de lui les rangs des tories, ne parvint à le liquider que par de larges concessions.

En Orient, l'Angleterre dut assister impuissante à l'avance des armées russes qui imposèrent à la Porte la paix d'Andrinople (septembre 1829). Le sultan ne reconnaissait pas seulement l'indépendance de la Grèce, il cédait encore au Tsar les bouches du Danube; il accordait à la Moldavie et à la Valachie une autonomie que la Russie garantissait, se réservant ainsi la possibilité d'y intervenir de nouveau.

Wellington se résigna aussi à accepter pour les blés le système de l'échelle mobile, et se contenta de relever un peu les droits proposés par Canning.

Enfin, la propagande d'O'Connel ne laissa aux tories plus d'autre ressource que la soumission. Cet audacieux tribun se montrait un adversaire redoutable. Bien qu'il fût catholique et comme tel inéligible au Parlement, il s'y présenta, en 1828, dans le comté de Clare, et les bataillons de ses électeurs qui venaient groupés par paroisses aux lieux de scrutin mirent son adversaire, un membre du ministère, en déroute. Wellington et Peel lui-même malgré leur répugnance déclarèrent au Roi qu'il ne fallait pas prolonger la lutte. En 1828, le bill du Test fut abrogé et, en 1829, l'acte d'émancipation abolit toute distinction entre les catholiques et les protestants.

Les tories comptaient bien que ces sacrifices leur permettraient d'opposer une résistance plus forte au projet de réforme électorale; ils ne s'aperçurent pas qu'ils avaient, au contraire, déblayé la route pour l'offensive que ses partisans pouvaient désormais entreprendre.

IV. — *La réforme électorale.*

Deux événements, en 1830, rendirent brusquement possible la réalisation de cette réforme essentielle.

La mort de Georges IV fit monter sur le trône son

frère, Guillaume IV, qui passait, peut-être à tort, pour être plus favorable au parti whig et qui, du moins, devait être pour ses ministres de rapports moins difficiles que son prédécesseur.

La révolution parisienne de juillet fit, d'autre part, en Angleterre une vive impression. Les Anglais se réjouirent de voir la France adopter un régime analogue à celui qui s'était établi chez eux en 1688. Les libéraux en profitèrent et, parmi les ouvriers comme dans la classe agricole, on put constater une fermentation qu'aucune crise économique à ce moment ne pouvait expliquer.

Ces avertissements furent perdus pour Wellington qui, sur la question électorale, ne se départit pas de son intransigeance. A ceux qui la réclamaient, il répondit avec dédain qu'il serait impossible d'améliorer le régime que l'Angleterre avait formé par des siècles d'expériences : « car la nature ne peut d'un seul coup atteindre une telle hauteur. » Riposte imprudente qui, quelques jours plus tard, décida les Communes à lui refuser des crédits pour la liste civile et l'obligea brusquement à la retraite (novembre 1830).

Le leader des whigs, lord Grey, reçut la mission de former le nouveau cabinet, et après un intervalle d'un demi siècle son parti revint au pouvoir. Les whigs ne voulaient pas plus que les tories détruire les bases du système électoral, mais ils comprenaient la nécessité de corriger ses abus les plus manifestes. L'un des ministres, lord John Russell, se chargea de présenter un projet de réforme qui parut alors à tous extrêmement audacieux. Il ne contenait pourtant ni la réduction de la durée des Parlements, ni l'introduction du scrutin secret que réclamaient les radicaux. Il ne modifiait pas le nombre des députés et laissait subsister une grave inégalité entre la représentation des comtés et des bourgs. Mais il enlevait leurs représentants aux

bourgs qui avaient moins de 2.000 habitants et n'en laissait qu'un à ceux dont la population était de moins de 40000. Un quart des sièges de la Chambre devenait ainsi disponible; ils étaient répartis entre les nouvelles villes industrielles et les comtés les plus importants. La loi introduisait, d'autre part, un régime uniforme de suffrage dans tous les bourgs. Le droit de vote y appartiendrait à tous ceux qui occupaient un immeuble d'une valeur locative de 250 fr. Dans les comtés la franchise était reconnue à quiconque payait un loyer de 250 francs ou était tenancier d'un immeuble de 1.250. Le nombre des électeurs passait de 435.000 à 800.000.

Revenus de leur surprise les tories combattirent ce projet. Comme il aurait réduit la représentation de l'Angleterre au profit des autres parties du Royaume Uni, l'opposition fit voter un amendement qui repoussait cette réduction. Le ministère y répondit par une dissolution et les élections prouvèrent que même avec le régime ancien la majorité des électeurs était acquise à la réforme. Décimés dans les comtés, les tories perdirent aussi dans les bourgs beaucoup de sièges, et le nouveau Parlement s'empressa de voter le projet de Russell.

Restait à vaincre la résistance des Lords, qui commencèrent par le rejeter à la majorité considérable de 41 voix. C'était trop pour que le ministère pût l'emporter par l'expédient d'une fournée de pairs, et, après avoir inutilement essayé de désarmer l'hostilité des Lords en leur soumettant un projet amendé, le Cabinet se retira.

Ce fut alors l'intervention du public qui décida le succès de la réforme. La chute de lord Grey fut le signal d'une intense agitation. Il n'y eut pas de troubles, mais des manifestations impressionnantes devant le palais du roi. L' « Union Nationale », qui groupait les

chefs radicaux, conseilla de relever le défi par le refus de l'impôt. Le public se porta en masse à la Banque pour en retirer ses fonds, et la perspective d'une crise financière insoluble détermina la capitulation de ses adversaires.

Wellington refusant de reprendre le pouvoir, le roi le rendit à lord Grey et lui promit de créer le nombre de pairs qui serait nécessaire pour gagner la majorité de la Chambre haute. La menace suffit d'ailleurs pour décider la victoire, et, dans une Chambre presque déserte, les Lords se résignèrent enfin à laisser passer la réforme électorale (juin 1832).

CHAPITRE II

De la réforme au libre-échange (1832-1850)

I. — *Les whigs et la politique de réformes.*

Les tories croyaient assister à l'effondrement de la constitution britannique. Leurs craintes étaient exagérées. Les élections faites d'après le nouveau régime leur permirent de garder au Parlement un parti de 150 membres. Sous la direction de sir Robert Peel, que la retraite de Wellington fit passer au premier rang, ils se préparèrent en outre à recueillir l'adhésion des whigs modérés, que les excès démocratiques allaient, pensaient-ils, rejeter dans leurs bras, et, dans ce but, ils abandonnèrent peu à peu leur nom de tories pour prendre celui de conservateurs. Ils eurent la sagesse de ne faire aucune tentative de réaction. En 1835, le ministère ayant été battu sur une question secondaire, le roi voulut en profiter pour rendre le pouvoir aux conservateurs. Peel l'accepta; mais, en présence d'un vote hostile de la Chambre, il se retira, déclarant qu'un ministère ne devait pas rester en place quand, après un essai loyal, il voyait la Chambre des Communes se prononcer contre lui. C'était poser le principe du gouvernement parlementaire.

Si les conservateurs n'étaient pas réactionnaires, les trois cents députés ministériels n'étaient pas démocrates. L'Eglise conservait son influence et les Communes étaient toujours composées d'une majorité de gentilhommes campagnards.

Mais, à leur côté, la Chambre comptait encore deux cents députés qui voulaient tirer de la réforme électorale de vastes conséquences. C'étaient d'une part des radicaux, de l'autre des irlandais. Ils s'entendaient entre eux pour soutenir le ministère tout en le stimulant, et sous leur pression celui-ci accomplit une œuvre importante, mais incohérente et sans programme méthodique.

En 1834 fut opérée la réforme de l'assistance publique. Les paroisses succombaient sous le poids de la « taxe des pauvres » qui en faisait les frais. L'usage s'était établi d'accorder un secours, variant d'après le prix du blé, à tous les ouvriers qui recevaient un salaire insuffisant. Les propriétaires en profitaient pour faire cultiver leurs terres en partie aux frais de la paroisse, tandis que les ouvriers tombaient sous le joug souvent très dur des « surveillants des pauvres ». La nouvelle loi n'autorisa la distribution de secours qu'aux ouvriers employés dans la « maison des pauvres (*workhouse*). Elle en fit, il est vrai, une véritable prison, mais elle allégea la charge de la « taxe des pauvres », et surtout elle porta un premier coup aux pouvoirs administratifs de l'aristocratie. Les paroisses eurent le droit de se grouper en « unions » pour entretenir un « *workhouse* » à frais communs. Entre la paroisse et le comté, l'union fut une circonscription nouvelle, dont les fonctionnaires échappaient à l'autorité des juges de paix.

Des « unions » semblables, mais dont les frontières ne coïncidaient pas avec les précédentes, furent ensuite établies pour la construction et l'entretien des routes,

et pour les services d'hygiène. Chacune eut ses inspecteurs, élus par les habitants.

La réorganisation des municipalités, qui furent désormais élues par tous les contribuables inscrits au rôle de la taxe des pauvres, eut en même temps pour effet de créer sur la surface du pays une multitude d'îlots démocratiques (1835).

La carte administrative devint extrêmement compliquée, mais à l'ancienne administration dirigée par l'aristocratie se superposa un réseau de services électifs et, pour en surveiller le fonctionnement, on établit à Londres un « Conseil de l'administration locale » (local government board), ébauche d'un ministère de l'Intérieur.

C'est pourtant à contre-cœur que la majorité se laissait entraîner dans la voie des réformes, et plusieurs des projets des radicaux ne trouvaient pas grâce devant elle. La police rurale restait aux mains des juges de paix. L'Eglise s'opposait à l'établissement d'un enseignement public. Le Parlement se contentait de voter aux écoles privées de faibles subventions, et le comité créé pour en assurer la répartition était placé sous le contrôle des évêques. Quand lord Grey, qui n'avait accepté le pouvoir qu'à regret, se retira, un autre grand seigneur, le duc de Melbourne, le remplaça, que son âge et son intelligence inclinaient au scepticisme. Bien qu'il eût au contraire le tempérament d'un doctrinaire, le leader des Communes, lord John Russell n'était pas non plus disposé à embrasser le programme des radicaux. Il ne voulait pas aller au-delà de la réforme électorale, dont il avait été le promoteur.

L'avènement de la reine Victoria, en 1837, renforçait d'ailleurs l'autorité du ministère. La folie de Georges III, l'extravagance de Georges IV et le scandale de son divorce avaient diminué le prestige de la Couronne, qui ne s'était pas relevé sous le règne mo-

rose du vieux Guillaume IV. La princesse de dix-huit ans qui lui succéda était entourée de la sympathie générale. Mais elle n'avait pas été instruite de ses devoirs de souveraine. Le vieux duc de Melbourne sut avec tact faire son éducation politique et gagner sur sa jeune pupille une influence quasi paternelle.

L'enrichissement du pays par les progrès de l'industrie semblait d'ailleurs aux whigs une garantie de stabilité. Depuis qu'en 1828 avait été construite la première voie ferrée entre Liverpool et Manchester, le réseau des chemins de fer s'étendait rapidement, et la mise en service des premiers bateaux à vapeur amenait en 1840 la fondation de grandes compagnies de navigation : la Cunard et la Compagnie Péninsulaire. L'usage du timbre poste activait les échanges et le développement du Lancashire, où s'élaborait la moitié des exportations britanniques, stimulait aussi la production des industries métallurgiques qui lui fournissaient ses machines.

II. — *Les agitations ouvrières, chartistes, irlandaises et libre-échangistes.*

Mais les progrès de l'industrie avaient pour contrepartie une effroyable misère : entassement dans des logements étroits de la population ouvrière; enfants vendus par les surveillants des pauvres aux industriels, astreints dans les mines à un travail malsain et dangereux; salaires de 10 à 12 francs par semaine pour toute une famille, alors que le tarif protecteur rendait le pain cher.

Malgré l'émotion soulevée par le résultat d'enquêtes officielles, le Parlement restait hostile à une intervention de l'Etat qui limiterait la liberté du travail. Aussi

les ouvriers cherchèrent-ils à s'unir pour se défendre. Robert Owen, patron aux idées généreuses, fut le promoteur du « socialisme » anglais. Après avoir donné l'exemple en créant pour son compte une usine modèle, il se prit d'enthousiasme pour la « coopération », voyant en elle le seul remède à l'exploitation des ouvriers. Puis il consacra ses efforts à développer le mouvement trade-unioniste. Des unions locales existaient, groupant les ouvriers d'un métier. Owen voulut établir une fédération nationale entre les ouvriers de tous les métiers. Il fonda l' « Union Nationale de l'Industrie », qui se proposait audacieusement d'organiser la grève générale pour obtenir la journée de huit heures.

Il ne réussit qu'à dresser contre lui la classe patronale. A la grève, elle opposa le lock-out. Les patrons exigèrent des ouvriers la « déclaration écrite » qu'ils n'appartenaient à aucune association ouvrière. Enfin, le gouvernement se mit à poursuivre les ouvriers coupables de « conspirations illégales », et l'on vit six journaliers de Dorchester, qui s'étaient associés dans l'espoir d'éviter une réduction de leurs salaires, condamnés à sept ans de déportation pour serment illégal.

Un meeting monstre de protestation n'eut aucun effet. L'Union Nationale manquait d'argent pour soutenir des grèves. D'autres condamnations suivirent, et les ouvriers, découragés, revinrent au parti radical, pour obtenir, par la conquête des pouvoirs politiques, une amélioration de leur sort.

L'agitation « chartiste » succédant à l'agitation ouvrière eut pour chefs un ouvrier owenite, Lowet, fondateur d'une « Association des travailleurs londoniens », et un tribun irlandais exalté, Feargus O'Connor. Leur programme — la Charte du peuple — comprenait le suffrage universel, des parlements annuels, le scrutin secret et une indemnité parlementaire. Leurs

meetings, embrigadèrent la masse des ouvriers que révoltait à ce moment la sévérité de la nouvelle loi des pauvres (1838). Comme le gouvernement les laissa libres d'agir, ils réunirent à Londres, en 1839, une Convention de délégués, qui présenta au Parlement une pétition revêtue de 1.300.000 signatures.

Mais le Parlement refusa de la prendre en considération et, dans la Convention, les Irlandais partisans de la « force physique » firent adopter des mesures de violence. Quelques émeutes, dans le pays de Galles, aisément réprimées, discréditèrent le Chartisme, et les Trade Unions adoptèrent une nouvelle tactique pacifique. Elles cherchèrent désormais à réunir des fonds par les cotisations de leurs membres, à étudier les conditions du travail dans chaque profession, puis à obtenir, par le « marchandage », des améliorations de détail.

Les Irlandais, qui avaient joué un rôle important dans le Chartisme, bataillaient de leur côté pour leurs revendications nationales. Entré au Parlement, leur leader O'Connell se fit d'abord payer par le ministère l'appui de leurs suffrages en obtenant quelques réformes. Ainsi, la loi de 1838 décida que les dîmes levées par l'Eglise anglicane seraient payées par le propriétaire, et non plus par le paysan. Mais le régime agraire de l'Irlande laissait le tenancier dans la misère à la merci d'une « éviction ». En 1840, O'Connell décida de partir en campagne pour faire abroger l'acte d'Union. La conquête de l'indépendance était pour lui le moyen de réaliser une réforme sociale. Il fonda une association, qui, adoptant les méthodes de propagande des Chartistes, atteignit, en 1843 son point culminant. O'Connell, qui voulait vaincre sans violence, « par l'électricité de l'opinion publique », tint cette année trente-sept meetings montres, dont le dernier assembla 250.000 assistants.

Il était « le souverain sans couronne », le maître de l'Irlande, et il annonça l'intention de réunir à Dublin un meeting où devait venir un million de manifestants. Mais, la veille, le gouvernement l'interdit, et, bien qu'O'Connel eut invité ses partisans à se disperser sans troubles, il fut poursuivi et condamné pour complot contre l'Etat. Quand il fut relâché, sa santé était ruinée et les Irlandais, déçus par son échec, se préparèrent à conquérir leur indépendance par une révolution.

Tandis que ces diverses agitations se brisaient devant la résistance de l'aristocratie, maîtresse du pouvoir, l'agitation libre-échangiste, commencée en 1836, allait, en dix années, triompher de tous les obstacles. A Londres et à Manchester s'étaient formées deux associations, dans le but d'obtenir l'abolition de la « loi du blé ». Elles fusionnèrent, et le Lancashire devint le centre de « l'Anti-Corn-law-League ».

Son promoteur, Richard Cobden, était un jeune industriel qui, après avoir rapidement fait fortune, consacra toutes ses forces à la cause du libre-échange. Il en attendait à la fois une expansion de l'industrie et du commerce, et une amélioration du sort des ouvriers par l'abaissement du prix de la vie. Par son ardeur et son ingéniosité, il sut mener à bien la plus étonnante entreprise de propagande que l'Angleterre ait vue depuis les débuts de la prédication méthodiste. De ses discours se dégageait une irrésistible persuasion, et, si sa parole d'homme d'affaires était parfois un peu froide, elle était admirablement complétée par l'éloquence entraînante, idéaliste de son ami, le quaker Bright.

Sa campagne libre-échangiste réussit à atteindre les masses ouvrières, découragées par le fiasco des Chartistes; mais son succès s'explique surtout par l'adhésion des industriels, qui mirent au service de la Ligue

des ressources considérables. Elle put dépenser bientôt des millions de francs pour sa propagande.

Le ministère whig comprit alors qu'il lui fallait faire une concession, et, en 1841, lord John Russell proposa au Parlement de remplacer l'échelle mobile sur les blés par un droit fixe de 10 shillings par quarter. Son parti hésita à le suivre, et l'opposition réussit à le mettre en minorité. Melbourne, refusant d'admettre sa défaite, décida la Reine à dissoudre le Parlement. Mais les élections montrèrent que le pays était las de la domination des whigs; les conservateurs obtinrent une large majorité, et Melbourne dut céder la place à sir Robert Peel.

III. — *Le ministère Peel.*

Peel était trop clairvoyant pour croire que les électeurs avaient entendu condamner l'agitation libre-échangiste. Ne venaient-ils pas d'envoyer Cobden et Bright siéger à Westminster? Mais le ministre essaya d'apaiser le mécontentement du public par d'adroites concessions.

Le rapport d'une commission d'enquête venait encore de mette en lumière la misère des ouvriers, victimes, dans beaucoup d'industries, d'abus scandaleux, et un philanthrope, lord Ashley, demandait le vote d'une législation protectrice du travail. Peel ne découragea pas son effort. Malgré l'opposition tenace des industriels, une série de lois furent votées, qui interdisaient l'admission, dans les fabriques, d'enfants au-dessous de huit ans, le travail de nuit et l'emploi dans les mines des femmes et des enfants au-dessous de treize ans. La durée de la journée de travail fut limitée à dix heures pour les femmes et les jeunes gens jusqu'à dix-huit ans.

Les libre-échangistes, opposés en principe à toute intervention de l'Etat, désapprouvaient ces mesures,

mais Peel tenta de désarmer leur hostilité par une série de réformes budgétaires.

Dès 1848, il avait rétabli l'impôt sur le revenu, fixé à 7 pence par livre à partir de 150 livres. Supprimé après les guerres de l'Empire, cet impôt rentrait dans le budget à titre provisoire, mais ne devait plus jamais en sortir. Peel put alors disposer d'excédents budgétaires, et il en profita pour opérer une nouvelle réduction des droits de douane abaissés pour les matières premières à 5 o/o et pour les objets manufacturés à 20 o/o. Sans vouloir renoncer à l'échelle mobile pour les grains, il en réduisit tous les échelons. Mais Cobden n'était pas homme à se satisfaire de ces concessions. Il était au contraire en passe d'imposer à une assemblée hostile la force de sa logique et de sa conviction. A l'automne de 1845, Peel lui-même se déclara incapable de réfuter les arguments de son adversaire. D'ailleurs, une maladie de la pomme de terre, qui menaçait l'Irlande d'une terrible famine, l'obligeait à prendre rapidement des mesures pour empêcher que les Irlandais ne meurent de faim. En novembre, le leader de l'opposition, lord John Russell, annonçait par une lettre publique sa conversion au libre-échange. Peel comprit qu'une plus longue hésitation ferait le jeu de ses adversaires.

A l'ouverture de la session de 1846, il proposa de ramener sans délai les droits sur le blé à 10 shillings par quarter, et de les supprimer par étapes en trois ans. Russell, désirant laisser au ministre la tâche ingrate de faire voter la réforme, s'entendit avec lui pour éviter un long débat. Mais un jeune député, Disraeli, saisit cette occasion de se tailler un premier rôle, et se mit à souffler le vent de la révolte dans la majorité, en dénonçant la trahison de son chef. Il réussit à créer parmi les gentilhommes campagnards un groupe protectionniste dissident. Peel tint bon, et

l'appui des libéraux lui permit de faire voter son projet; mais il brisa l'unité de son parti. Quelques jours après, Disraeli, par l'appoint des votes protectionnistes, mit le ministère en minorité.

La chute de Peel ne devait pas compromettre la victoire de Cobden. A partir de 1849, les blés étrangers entrèrent librement en Angleterre, et, cette même année, lord John Russell, qui avait pris le pouvoir, acheva, par l'abolition de l'acte de navigation, le triomphe du libre-échange.

Le succès des libre-échangistes contribua beaucoup à préserver l'Angleterre de l'épidémie de révolutions qui, en 1848, éclata sur le continent. Celle-ci provoqua une résurrection du Chartisme. Une nouvelle Convention, sous la direction d'O'Connor, convoqua à Londres un meeting monstre, destiné à porter au Parlement une immense pétition. Le ministre, effrayé, confia à Wellington la sûreté de la capitale. La ville se remplit de troupes, les bourgeois s'enrôlèrent dans une police volontaire, et l'entreprise des Chartistes s'acheva par un fiasco ridicule, car l'examen de la pétition montra qu'elle contenait beaucoup moins de signatures qu'O'Connor ne l'avait dit,et que plusieurs d'entre elles étaient l'œuvre de mauvais plaisants.

En Irlande, après le déclin et la mort d'O'Connell, un parti démocratique et révolutionnaire s'était formé: la « Jeune Irlande ». En 1848, il appela la France à son secours et tenta un soulèvement. Mais l'arrestation de ses chefs suffit à rétablir l'ordre. La famine obligeait les habitants à émigrer en masse en Amérique, et la population en quelques années diminua de deux millions. Pendant vingt ans, l'Irlande, épuisée, allait tomber en léthargie, tandis qu'en Angleterre les prévisions de Cobden se justifiaient. Sous le régime libre-échangiste, le commerce et l'industrie devenaient florissants.

CHAPITRE III

L'Age de Palmerston (1830-1865)

La conversion de Peel au libre-échange avait brisé l'unité du parti conservateur, et pendant vingt-cinq ans l'Angleterre fut presque constamment gouvernée par la coalition victorieuse des peelistes et des libéraux. Un ancien peeliste, Gladstone, devint finalement à côté de Russell et de Palmerston le chef du parti libéral. Si, en 1851-52, puis en 1858-59, des ministres conservateurs s'emparèrent quelque temps du pouvoir, ils n'y parvinrent qu'à la faveur des divisions qui affaiblissaient alors la majorité.

En ces deux occasions c'est d'ailleurs sur le terrain de la politique extérieure que la crise s'était produite, car l'ère de prospérité qui suivit l'adoption du libre-échange faisait passer au second plan les problèmes intérieurs. Les Anglais se demandaient comment ils pourraient persuader aux autres pays d'imiter leur exemple, et, si l'on remonte plus haut, ils interprétaient de deux manières opposées le principe de non-intervention qu'avait formulé Canning.

Les libre-échangistes n'y voyaient qu'une application du « laissez-faire », et, dès 1835, Cobden avait consacré à ce sujet deux brochures très remarquées. Il y condamnait toute politique belliqueuse, fut-elle

menée au nom de la liberté. On ne rend pas service, disait-il, aux peuples qu'on prétend aider. On les trouble, et l'on s'astreint soi-même à de lourdes dépenses. Mieux vaut se contenter de prêcher d'exemple tout en stimulant les échanges internationaux, car chaque balle de cotonnade expédiée en pays étranger y développe la civilisation.

Mais beaucoup d'Anglais, partisans d'une politique plus active, croyaient que la non-intervention devait souvent mener à une contre-intervention. N'était-ce pas l'opinion de Canning lui-même? Après lui, ce fut en tout cas celle de Palmerston.

Le vicomte Palmerston, né en 1784, entré en 1806 aux Communes où sa pairie irlandaise ne l'empêcha pas de faire toute sa carrière, avait pris en 1830, dans le cabinet de lord Grey, le ministère des Affaires Etrangères. Pendant trente ans, la diplomatie anglaise allait être soumise à son prestige. Succès que justifiait une connaissance remarquable des affaires, mais plus encore une assurance orgueilleuse, qui flattait le patriotisme d'une nation prospère, et qui lui servait au besoin à masquer ses échecs. La politique de non-intervention devint entre les mains de Palmerston une politique d'allures belliqueuses, destinée à tenir en échec les deux puissances dont les ambitions pouvaient menacer la paix du continent.

C'étaient d'une part la Russie, qui venait, au traité d'Andrinople, de franchir une nouvelle étape sur le chemin de l'Orient, de l'autre la France, qui, au dire des Anglais, n'avait pas abandonné l'espoir de détruire l'œuvre des traités de 1815.

Palmerston désirait conserver son alliance, mais il craignait que le gouvernement de Louis-Philippe n'eut pas la force de résister aux exigences du public, impatient de rouvrir en Europe l'ère des révolutions.

I. — *La Belgique.*

Le 25 août 1830, les Belges s'étaient révoltés contre la domination de Guillaume Ier, roi de Hollande. La France allait-elle se porter à leur secours? Quand la chute du ministère Wellington (16 novembre) mit Palmerston au pouvoir, Talleyrand, à l'ambassade de Londres, travaillait depuis deux mois à maintenir par l'alliance anglaise la paix du continent. Palmerston s'associa à ses efforts, et grâce à leur collaboration, la conférence de Londres, après avoir reconnu l'indépendance de la Belgique, proclama le 20 janvier 1831 sa neutralité.

Cependant, les Belges voulaient englober dans leurs frontières le Luxembourg et le Limbourg. Pour obtenir l'appui de la France, le Congrès National de Bruxelles offrait la couronne au fils de Louis-Philippe, le duc de Nemours. Louis-Philippe eut la sagesse de refuser un choix qui eut indisposé l'Angleterre. Il se rallia à la candidature de Léopold de Saxe-Cobourg que Palmerston soutenait. Par le traité dit des dix-huit articles, la Conférence, confirmant la neutralité du nouveau royaume, s'engagea à obtenir du roi de Hollande le règlement des points en litige (24 juin).

Mais ce prince, refusant toute concession, voulut tenter de soumettre ses sujets révoltés par la force. Le 1er août, ses troupes envahissaient la Belgique et, à la demande de Léopold, la France y fit entrer les siennes.

L'intervention française était destinée à protéger la neutralité du nouvel Etat, et Palmerston ne pouvait pas l'empêcher; mais elle lui causait de vives inquiétudes. Dès la conclusion d'un armistice, il réclama le retrait des troupes (23 août). Il décida en outre la Conférence à prendre l'initiative de trancher les problèmes en suspens. Le traité des vingt-quatre articles accorda aux Belges la libre navigation de l'Escaut et

leur attribua une partie du Luxembourg, tandis que le roi de Hollande conservait le Limbourg (14 octobre).

Restait à obtenir le consentement de Guillaume Ier. Une démonstration de troupes françaises et de bateaux anglais fut nécessaire pour le décider à évacuer la forteresse d'Anvers, et, même alors, il ne voulut pas mettre sa signature au bas du traité des vingt-quatre articles. Ce ne fut qu'en 1839 qu'il se résigna à reconnaître l'indépendance de la Belgique.

II. — *L'Espagne et le Portugal.*

Palmerston était ainsi parvenu à résoudre à son avantage la question délicate des Pays-Bas, et ce succès était dû à la modération dont Louis-Philippe, guidé par Talleyrand, avait fait preuve. Mais le ministre anglais prétendait encore tenir la France à l'écart des événements qui se produisaient en même temps dans la péninsule ibérique, et la passion qu'il mit à y combattre notre influence finit par détacher de l'alliance anglaise le roi des Français.

La Cour de Londres, qui n'avait pu empêcher les soldats de Louis XVIII de restaurer en Espagne le gouvernement absolutiste de Ferdinand VII, avait depuis lors accueilli les libéraux espagnols et préparé leur revanche. En 1830, la naissance d'Isabelle obligea le vieux roi à se rapprocher des partis constitutionnels pour écarter du trône don Carlos. En 1833, la régente Christine eut à faire face à l'insurrection carliste.

Le Portugal se trouvait en même temps déchiré par la guerre civile. Don Pedro, après avoir reconnu l'indépendance du Brésil, était même allé s'y établir (1828), laissant sa fille dona Maria régner à Lisbonne, sous la tutelle de son frère don Miguel. Celui-ci s'empressa de s'emparer du trône à la place de sa nièce. Don Pedro, abandonnant alors l'empire du Brésil à

son fils Pedro II, vint en Europe reconquérir, avec l'appui des Anglais, son ancien royaume.

A Madrid et à Lisbonne, les agents anglais travaillèrent efficacement à prévenir une intervention française. En 1834, Palmerston réussit à conclure avec les gouvernements de don Pedro et de la reine Christine une alliance, et, lorsque Talleyrand lui rappela que la France devait en faire partie, il ne consentit à lui donner qu'une place strictement limitée. La quadruple alliance de Londres (22 avril 1834) laissa la flotte anglaise libre d'intervenir dans la péninsule, tandis que l'envoi de troupes françaises resta subordonné à la permission des Anglais. Ce fut, comme le dit Metternich, « l'alliance de l'homme et du cheval ».

Louis-Philippe, néanmoins, en respecta les clauses. En 1835 et en 1836, le gouvernement espagnol, menacé par les progrès des carlistes, lui demanda de le secourir; mais Palmerston ne voulut autoriser que l'envoi de notre légion étrangère. Le roi se soumit à ces exigences et, lorsque son ministre Thiers, rassemblant des troupes à la frontière, lui proposa de passer outre, il exigea sa démission (août 1836).

Les fautes de don Carlos, dont les partisans furent refoulés dans les Pyrénées, mirent l'année suivante le gouvernement de Christine hors de péril, tandis qu'au Portugal don Miguel était aussi vaincu. Mais Louis-Philippe chercha désormais à s'affranchir de l'alliance anglaise. Dès 1834, Talleyrand quittait l'ambassade de Londres, et le roi commençait à se rapprocher de Metternich. Les puissances continentales, qui, après 1830, avaient resserré leur union pour parer au danger d'une nouvelle révolution, avaient été rassurées par la modération du roi des Français. Mais la crise d'Orient allait lui faire perdre tout le terrain gagné, et le rejeter dans les bras des Anglais.

III. — *Les affaires d'Egypte.*

Trois ans ne s'étaient pas écoulés depuis la paix d'Andrinople, que les puissances devaient à nouveau intervenir en Orient. Le sultan Mahmoud, prince énergique, avait entrepris de relever la Turquie par une politique de réformes, mais la révolte de Méhemet Ali, pacha d'Egypte, mit bientôt son empire en danger.

Son ambitieux vassal avait, avec l'aide d'officiers et d'ingénieurs français, organisé l'Egypte à l'européenne. Par la conquête de la Nubie, de l'Arabie, par la fondation de Khartoum, il avait constitué une puissance redoutable. Le sultan avait dû faire appel à lui pour réprimer l'insurrection grecque; mais la flotte égyptienne avait été détruite à Navarin, et la paix n'avait pas donné à Méhémet Ali la Morée que son suzerain lui promettait.

Pour se dédommager, il jeta les yeux sur la Syrie et envoya son fils Ibrahim s'emparer de Saint-Jean-d'Acre. Puis l'armée égyptienne remonta au nord et la bataille de Konieh lui ouvrit la route de l'Asie Mineure. Mahmoud fut alors contraint d'appeler les puissances à son secours. Le tzar s'empressa d'envoyer ses troupes débarquer sur la rive asiatique du Bosphore; mais, effrayée des ambitions russes, la France intervint énergiquement auprès des belligérants et les amena à conclure le traité de Koutaieh, par lequel le Sultan cédait la Syrie à Méhemet Ali.

Elle ne put empêcher néanmoins la Russie de se faire payer le prix de son intervention. Avant de retirer ses troupes, le tzar imposa au sultan le traité d'Unkiar Skelsesi (8 juillet 1833). En s'engageant à fournir à la Porte tous les secours militaires dont elle aurait besoin, il otenait le droit d'intervenir à son gré en Orient. De plus le sultan lui promettait de fermer les Dardanelles à tout navire de guerre étranger.

Cette crise aboutissait ainsi à l'établissement d'un véritable protectorat russe en Orient. L'Angleterre, qui s'était contentée de soutenir faiblement les efforts de la France, ne pouvait l'accepter. Elle prépara dès lors sa revanche, et son ambassadeur Ponsonby excita le sultan à reprendre les armes. La guerre reprit en 1839. Mais elle débuta pour la Turquie par une série de revers accablants. Tandis que son armée était détruite par Ibrahim à Nézil (24 juin), sa flotte, par la trahison de son amiral, allait à Alexandrie se livrer à l'ennemi, et, quelques jours plus tard, la mort de Mahmoud, dont le successeur Abdul-Medjid n'était qu'un enfant, parut annoncer la fin de l'Empire ottoman (30 juin).

Les fautes de la politique française permirent à Palmerston de transformer cet échec en un triomphe éclatant. Décidé à sauver la Turquie, le gouvernement de Louis-Philippe était d'autre part obligé de compter avec l'opinion du public, qui applaudissait au succès des Egyptiens. Leurs victoires, préparées par nos instructeurs, flattaient l'orgueil des Français, qui voyaient en Méhémet Ali l'héritier de Bonaparte. Aussi la France se préoccupa-t-elle moins d'arrêter ses progrès que d'empêcher la Russie d'en profiter.

Elle ne comprit pas que le tzar, satisfait des résultats d'Unkiar-Skelessi, ne désirait pas rentrer en ligne. Pour prévenir son intervention, elle entraîna les puissances à prendre le sultan sous leur protection commune (note du 27 juillet 1739). C'était irriter inutilement la Russie et faire le jeu de Palmerston, qui en profita pour se rapprocher d'elle à notre insu.

Lorsque Louis-Philippe s'aperçut du danger, il s'empressa de modifier sa politique. Abandonnant les « doctrinaires », dont l'hostilité contre la Russie l'avait entraîné à ce faux pas, il rendit le pouvoir à Thiers, et celui-ci tenta secrètement de ménager entre le sultan et son vassal victorieux un accord. La France

espérait, en réponse à la manœuvre anglaise, mettre les puissances en présence d'un fait accompli. Mais le secret fut divulgué, et la colère de Palmerston put dès lors s'exercer à nos dépens. A l'activité séparée de la France, il opposa, par le traité du 15 juillet 1840, le concert des puissances unies contre notre politique ambitieuse et dictant au pacha d'Egypte leurs conditions. Le conflit faillit engendrer une guerre européenne. La France, isolée comme en 1815, parut prête à se lever à l'appel de Thiers, l'historien du grand empereur, pour marcher au Rhin, tandis que l'Allemagne était secouée par un grand mouvement de fièvre patriotique.

Cependant Louis-Philippe, après dix années d'une politique de paix, ne voulut pas s'engager dans une pareille aventure. Il rompit avec Thiers et chargea Guizot de conclure au mieux un accord.

Le nouveau ministre essaya inutilement de conserver à Méhemet Ali le pachalik de Saint-Jean-d'Acre. Palmerston ne consentit à lui laisser que le gouvernement de l'Egypte à titre héréditaire et le contraignit par la force à accepter ses conditions.

Mais l'Angleterre ne se contenta pas d'infliger à la France cet échec. Tout de suite, elle se préoccupa d'enlever à la Russie les avantages retirés du traité d'Unkiar-Skelessi. Elle profita des bonnes dispositions de Guizot pour imposer au tzar la Convention du 13 juillet 1841, qui fermait les Détroits aux navires de guerre de toutes les puissances, enfermant ainsi la flotte russe dans la Mer Noire.

IV. — *L'Entente cordiale.*

Il ne suffisait pas à Guizot d'éviter par sa soumission la guerre qui, en 1840, paraissait imminente, il

voulut encore renouer l'alliance anglaise que Talleyrand avait conclue dix ans plus tôt et qui lui parut encore nécessaire pour contenir les ambitions russes en Orient. L'avènement du ministère de Peel, qui écarta Palmerston du Foreign Office, lui permit d'établir avec son successeur, lord Aberdeen, la première « entente cordiale ».

Guizot ne comprit pas qu'une semblable politique était beaucoup moins justifiée qu'à l'époque où Talleyrand en avait donné l'exemple. La Russie, vaincue en Orient, n'était plus redoutable, et la France n'avait pas besoin comme en 1830, pour maintenir la paix du continent, de s'attacher aux Anglais.

Guizot n'hésita pas à payer très cher leur concours. Il leur permit de modifier les traités qui en 1831 et 1833 avaient limité l'exercice du droit de visite et d'accaparer la police des mers. Il renonça pour leur plaire à conclure avec la Belgique une union douanière. La jalousie des Anglais l'empêcha d'intervenir en faveur des chrétiens de Syrie, dont le sultan voulait supprimer les privilèges.

L'affaire de Tahiti, en 1844, faillit de nouveau engendrer la guerre entre les deux pays. Guizot s'était hâté de désavouer l'amiral Dupetit-Thouars qui, sans instructions, avait déposé la reine Pomaré et annexé ses états. Mais un de ses lieutenants, d'Aubigny, fit arrêter et expulser le consul anglais Pritchard. L'opinion anglaise se souleva à la nouvelle de cet affront. Malgré l'indignation du public français, persuadé que les intrigues de Pritchard justifiaient notre action, Guizot consentit à lui verser une indemnité.

Le ministère eut alors à faire face aux protestations passionnées d'un grand nombre de députés. L'entente cordiale devenait de plus en plus impopulaire aux yeux des Français, irrités des sacrifices que notre gouvernement se laissait entraîner à lui consentir. Quand

la chute du ministère Peel rendit le pouvoir à lord Palmerston, le ministre français lui-même comprit qu'il lui faudrait tenir tête à ce hautain partenaire.

Ce furent cette fois encore les affaires d'Espagne qui amenèrent la brouille entre les deux adversaires. Depuis qu'en 1836 Louis-Philippe avait refusé d'intervenir dans la péninsule, les Anglais avaient eu le champ libre pour y propager leur influence. Elle y fut prédominante pendant la dictature du prince de la Victoire, qui obligea la régente Christine à passer les Pyrénées. Elle faillit s'effondrer lorsque l'avènement d'un nouveau dictateur, Narvaez, permit à Christine de revenir (1843). Mais Guizot ne voulut pas alors en profiter pour conclure le mariage de la jeune reine Isabelle avec un fils du roi des Français. Il se borna à demander aux Anglais la promesse de ne pas soutenir la candidature de Léopold de Cobourg que le prince Albert encourageait.

Les agents anglais continuèrent pourtant à travailler en sa faveur, et Guizot s'aperçut que Palmerston se préparait à terminer l'affaire à notre insu. Il prit alors les devants. En 1846, les Anglais apprirent le double mariage de la reine et de sa sœur avec les ducs de Cadix et de Montpensier. Ils s'indignèrent de cet acte de perfidie, et ce fut la fin de l'entente cordiale.

Louis-Philippe, dans les deux dernières années de son règne, abandonnant le système anglais, se rapprocha de nouveau de l'Autriche. Le réveil des aspirations libérales et nationales en Europe inquiétait également Guizot et Metternich. Ils cherchèrent à s'entendre pour les contenir. Metternich était plus à portée de travailler l'Allemagne, où l'avènement de Frédéric-Guillaume IV donnait au mouvement unitaire une nouvelle impulsion, tandis que Guizot s'efforçait de modérer l'excitation qui grandissait en Italie depuis l'élection de Pie VII (1846).

Palmerston, au contraire, avait pris à tâche d'encourager partout les partis révolutionnaires. Il faisait payer à l'Espagne les mariages français, en soulevant contre les souverains le parti radical et militaire. Il soutenait d'autre part les radicaux suisses, aux prises avec la menace de sécession des cantons catholiques. En convoquant une conférence pour discuter leur sort, il donnait en réalité à l'armée de la Confédération le temps de réduire celle du « Sonderbund » et d'imposer aux cantons le suffrage universel. En Italie, lord Minto excitait à Turin, à Gênes, à Florence les sentiments libéraux, et la flotte anglaise intervenait pour protéger les Siciliens révoltés contre le roi de Naples.

La révolution qui débutait dans le sud de l'Italie allait, on le sait, se répandre en 1848 sur presque tout le continent, et Palmerston ne fut pas sans s'effrayer de son œuvre. Mais aux deux extrémités de l'Europe, la Grande-Bretagne et la Russie n'avaient pas été secouées par l'orage, et Palmerston fut prompt à adapter sa politique à ces conditions.

V. — *La guerre de Crimée.*

Lorsque la réaction reprit partout l'avantage, l'Angleterre eut à résoudre d'abord le problème délicat de ses rapports avec la France. Le coup d'Etat de Louis-Napoléon la mettait en défiance contre le retour d'un Bonaparte et excitait la sympathie des libéraux pour ses victimes. Palmerston pourtant n'hésita pas à reconnaître, à féliciter le vainqueur. Avec les allures autoritaires qu'il avait acquises, il s'y résolut sans consulter ni la reine ni le cabinet. Il se mit ainsi tout le monde à dos, et, devant les protestations de la reine, le premier ministre, lord Russell, exigea sa démission.

Mais Palmerston eut bientôt sa revanche. La défec-

tion de ses partisans mit peu après le ministère en minorité, et le Cabinet tory qui lui succéda, ayant dissous le Parlement, ne réussit pas à conquérir une majorité. Les peelistes et les libéraux se coalisèrent alors pour reprendre sous la présidence de lord Aberdeen le pouvoir. Lord Russell occupa cette fois la Foreign Office, tandis que Palmerston devait se contenter du Home Office. Celui-ci ne devait pas tarder néanmoins à regagner sur la diplomatie britannique son ancienne influence.

Une nouvelle crise en Orient amenait l'Angleterre à se rapprocher encore de la France pour tenir la Russie en échec. Ce ne fut pourtant plus, comme au temps de Guizot, une alliance de deux gouvernements pacifiques; ce fut une alliance belliqueuse scellée sur les champs de bataille de Crimée.

Les origines de la guerre de Crimée n'ont pas été encore entièrement élucidées par les historiens. Personne au début ne prévit que la querelle des Lieux Saints put troubler la paix de l'Europe. Les progrès du parti catholique en France avaient décidé notre gouvernement à se faire confirmer, en 1852, par le Sultan, les privilèges que nos religieux possédaient en Terre Sainte. Mais, depuis plus d'un siècle, nous avions négligé de les défendre et laissé les moines grecs s'emparer des lieux de pélerinage. Aussi Nicolas Ier prit-il leur cause en mains. Il crut que l'occasion serait bonne pour une nouvelle poussée de l'influence russe en Orient. A l'Angleterre il ne cacha pas qu'il pensait à liquider avec elle l'héritage du Sultan qu'il appelait « l'homme malade », et, pour débuter, le 1er mars 1853, un envoyé extraordinaire, le prince Menchikof, vint réclamer pour son maître la protection exclusive des chrétiens de rite grec dans l'Empire ottoman.

Les efforts pacifiques de la France, persuadant au

tzar de réduire ses prétentions, allaient pourtant ménager un accord, quand, à l'instigation de l'ambassadeur anglais, lord Stratford de Redcliffe, le sultan prit un nouveau grand-vizir, Reschid pacha, qui se montra intrasigeant. Menchikof quitta Constantinople en grande colère. Lorsque la France et l'Angleterre décidèrent les puissances à présenter au sultan une note collective qui se bornait à lui demander de confirmer les traités antérieurs garantissant la liberté de la religion grecque, lord Stratford de Redcliffe de nouveau décida la Porte à repousser ces conditions (août 1853).

Alors Nicolas déclara qu'il n'abandonnerait plus rien de ses demandes primitives, et Palmerston, poussant à la guerre, vit ses collègues se rallier à son point de vue. En novembre, la flotte turque fut détruite par les Russes à Sinope, et les flottes anglo-françaises pénétrèrent dans la mer Noire. Au début de 1854, la France et l'Angleterre entrèrent en guerre contre la Russie.

Les troupes russes occupèrent aussitôt les principautés danubiennes, mais un corps expéditionnaire franco-anglais, débarqué à Varna, les contraignit à lever le siège de Silistrie et mit la Turquie à l'abri d'une invasion. Les alliés cherchèrent alors à porter un coup décisif. Une escadre, envoyée dans la Baltique, avait dû se borner à s'emparer des îles d'Aland, sans oser atteindre Cronstadt. On résolut donc de s'attaquer à Sébastopol.

En septembre 1854, une armée de 50.000 hommes, commandée par le maréchal de Saint-Arnaud et par lord Raglan, prenait terre en Crimée et emportait les lignes de l'Alma. Mais elle laissa à l'ennemi le temps de se fortifier, et ne réussit d'ailleurs jamais à encercler entièrement la place, qui garda ses communications au nord avec l'arrière-pays. En octobre, les Russes attaquèrent à Balaklava, où une charge héroï-

que de la cavalerie anglaise les repoussa. Ils surprirent encore les Anglais à Inkermann, où l'arrivée des Français sauva la journée. Avec l'hiver commença la guerre de tranchées. Devant les formidables défenses élevées par Totleben, les alliés mirent en action une immense armée. Leurs lourdes pertes (plus de 100.000 hommes), aggravées par la rigueur du climat, inquiétaient les gouvernements de France et d'Angleterre. Au début de 1855, le cabinet Aberdeen démissionna; mais ce fut Palmerston qui devint premier ministre, et il était résolu à continuer la lutte. Napoléon III, qui avait accueilli sa nomination avec joie, confia le commandement des forces françaises à un général d'une grande énergie, Pélissier. Après de sanglants échecs, les alliés entamèrent enfin, le 7 septembre 1855, un assaut général. Les Anglais furent encore repoussés au Grand Redan, mais les Français emportèrent la tour de Malakof, où Mac-Mahon réussit à se maintenir. Sa prise rendait la ville intenable, et les Russes se résignèrent à l'évacuer.

Le tzar Nicolas était mort au début de l'année, et son fils, Alexandre II, désirait la paix. Les Anglais auraient voulu prolonger la guerre, mais Napoléon trouvait qu'elle avait coûté trop cher pour y consentir.

Un Congrès s'assembla à Paris, où l'Autriche puis la Prusse furent admises à siéger avec les Etats belligérants (février 1856). Notre ministre des Affaires Etrangères, Walewski, la présida. Le traité de Paris, signé le 28 mars, proclama la neutralité de la mer Noire, où aucun Etat ne devait avoir ni arsenal ni marine de guerre. On décida d'ériger la Moldavie et la Valachie en principautés autonomes, et une Commission internationale fut nommée pour réglementer la navigation du Danube. Les puissances renoncèrent à exercer un droit de protection sur les sujets chré-

tiens et se contentèrent d'obtenir du sultan un édit leur accordant les mêmes droits qu'à ses autres sujets. Les puissances déclarèrent enfin garantir l'intégrité de l'Empire ottoman.

VI. — *Napoléon III et la politique des nationalités.*

L'Angleterre avait tout lieu d'être satisfaite et pouvait difficilement prévoir que le règlement de la question orientale serait entièrement détruit au bout de trente ans. La garantie européenne plaçait l'Empire turc à l'abri des ambitions russes. Ecarté du Danube, enfermé dans la mer Noire, le tzar semblait pour longtemps tenu en échec.

Mais la diplomatie de Palmerston, qui devait ses succès à l'alliance française, ne devait pas réussir à tenir de même en bride son allié. Triomphant au Congrès de Paris, Napoléon y préparait déjà les voies à la politique des nationalités qui devait être la grande pensée de son règne, et, sans vouloir abandonner l'alliance anglaise, il commençait à se rapprocher de la Russie.

Perspective menaçante pour les Anglais. La question roumaine leur causa tout de suite de vives inquiétudes. Le traité de Paris, sans régler le sort des principautés, avait seulement stipulé l'élection de deux « divans » chargés d'exprimer les vœux des populations. Quel serait le mode d'élection? La Moldavie et la Valachie resteraient-elles séparées ou formeraient-elles un seul Etat?

Napoléon s'intéressa à la cause de ces latins de l'Orient et se trouva d'accord avec le tzar pour désirer leur union. L'Autriche et l'Angleterre virent dans cette politique une atteinte à l'intégrité de l'Empire ottoman. La Porte crut se tirer d'affaire en faisant élire par un corps électoral dérisoire des divans hostiles à l'unité. La France l'obligea à casser les élec-

tions. Elle obtint le consentement des Anglais à cette mesure en renonçant à demander un prince unique pour les deux principautés. Mais les Moldaves et les Valaques s'arrangèrent pour tourner la difficulté en portant à la fois leurs suffrages sur le nom du prince Alexandre Couza, et l'Europe se résigna à accepter le fait accompli (1859).

La cause de l'unité italienne éveillait par contre en Angleterre des sympathies très vives. Palmerston et Russell avaient, en 1848, soutenu les libéraux italiens, mais ils s'inquiétaient de voir Napoléon III se préparer à intervenir en leur faveur, d'autant plus que la France trouvait dans ses projets italiens un nouveau motif d'entente avec la Russie.

Depuis la guerre de Crimée, Napoléon III était devenu de plus en plus hostile à l'Autriche. Il avait d'abord cru qu'elle joindrait ses troupes à celles des alliés, et en effet François-Joseph, oubliant l'appui que dans la crise de 48 le tzar lui avait prêté, « étonnant le monde par son ingratitude », avait, en 1854, obligé les troupes russes à évacuer les principautés et s'était résolu à entrer en guerre. Il avait été arrêté par l'énergique protestation de la Prusse, fomentant la révolte de la Diète germanique pour empêcher l'Autriche de s'agrandir en Orient. C'est pourtant à l'Autriche plus qu'à la Prusse que Napoléon avait tenu grief de l'abstention allemande. Quand la Cour de Vienne avait ensuite essayé de rétablir la paix entre les belligérants, préparant avec lord Russell et notre ministre Drouyn de Lhuys une note en quatre points qui pouvait être acceptée par la Russie, Napoléon avait désavoué son ministre, l'avait remplacé par Walewski et s'était entendu avec Palmerston pour continuer la guerre. Il comptait ainsi gagner l'appui des Anglais à la politique des nationalités.

La Sardaigne avait au contraire, grâce à l'auda-

cieuse initiative de Cavour, accepté de lier sa cause à celle des alliés (traité de Turin, janvier 1855), et envoyé ses troupes combattre en Crimée à leurs côtés. Aussi, malgré l'irritation de l'Autriche, Napoléon avait-il essayé d'intéresser le Congrès de Paris au sort de l'Italie. On verra comment, en 1858, Cavour réussit à l'entraîner à la guerre, pour chasser les Autrichiens de la péninsule.

La guerre d'Italie allait mettre un terme à la collaboration franco-britannique sur le continent. Dès 1858, un incident montra quels sentiments de défiance séparaient en réalité les deux pays. Dans l'émotion produite par l'attentat d'Orsini, Napoléon demanda avec vivacité que l'Angleterre prît des mesures pour frapper ses complices et prévenir les complots qui se nouaient à l'abri de l'hospitalité britannique. Palmerston consentit à présenter au Parlement un bill à cet effet. Mais l'excitation du public français, les adresses de sympathie envoyées à l'Empereur, qui dénonçaient l'Angleterre comme un « repaire de complots », froissèrent l'orgueil britannique, et le Parlement repoussa le bill, obligeant Palmerston à démissionner.

Un ministère conservateur (Derby-Disraeli) prit le pouvoir, sans réussir plus qu'en 1851 à former une majorité, et, au bout d'un an, Palmerston put rentrer en scène. La guerre d'Italie avait éclaté dans l'intervalle, et l'Angleterre avait en vain tenté de la prévenir par la réunion d'un Congrès. De retour au pouvoir, Palmerston ne se montra pas hostile à la cause des Italiens, mais il n'admettait pas que la France tirât quelque profit de la crise. Quand, après le traité de Zurich (novembre 1859) on apprit que Napoléon III se faisait céder par la Sardaigne le comté de Nice et la Savoie (mars 1860), l'opinion anglaise s'indigna de la duplicité de la France, et demeura convaincue que la politique des nationalités servait en réalité les efforts

ambitieux de l'empereur pour détruire l'œuvre des traités de 1815.

VII. — *Les affaires de Chine et de Syrie.*

En dehors de l'Europe, l'entente franco-anglaise permettait encore aux Anglais d'obtenir en Extrême-Orient de grands avantages. Maîtres de Singapour, ils cherchaient depuis longtemps à développer leur commerce avec la Chine. Ils lui avaient fait une première guerre pour lui imposer le trafic de l'opium et s'étaient fait concéder la possession de Hong-Kong (1839), avec l'ouverture des principaux ports (traité de Nankin, 1842). La France avait de son côté obtenu le droit d'y commercer et avait en outre assumé la protection des missions catholiques (1845).

En 1858, le Cabinet anglais décida Napoléon III à une action commune pour venger les injures dont étaient victimes les missionnaires et les commerçants. Le gouvernement chinois était d'ailleurs affaibli par la révolte contre la dynastie mandchoue des Taïping, qui avaient soulevé la Chine du Sud. Les flottes franco-anglaises, forçant l'entrée du Pei-Ho, imposèrent à l'Empereur le traité de Tien-Tsin, par lequel il promettait d'ouvrir ses ports à leurs navires, de laisser leurs commerçants pénétrer dans le pays et d'assurer la liberté du culte chrétien (1858).

Mais les alliés voulaient en outre faire admettre à Pékin la présence de leurs plénipotentiaires, et l'Empereur ne pouvait pas consentir à ce sacrilège. Lorsque lord Elgin et le baron Gros arrivèrent au Petchili, ils trouvèrent barrée la route de la capitale. Il fallut envoyer un corps expéditionnaire qui, au combat de Palikao, se fraya un passage (1860). L'Empereur s'enfuit et, en juin, les Européens arrivaient devant le Palais d'Eté, qu'ils firent incendier. Le gouvernement

chinois confirma le traité de Tien-Tsin, auquel une convention ajouta des réparations et des indemnités. Des relations régulières se trouvèrent désormais nouées entre la Chine et les puissances européennes, qui y installèrent des représentants. Tandis que la France y encourageait l'œuvre des missions, l'Angleterre y organisa le service des douanes, dont elle fit un véritable ministère financier.

Plus difficile fut la coopération franco-anglaise dans les affaires de Syrie. L'Angleterre s'y montrait jalouse de la protection que la France exerçait sur les Maronites, chrétiens de rite oriental. Elle prétendait protéger de son côté les Druses musulmans. Mais, en 1860, l'Europe apprit que les Druses, encouragés par la complicité du pacha, se livraient à d'horribles massacres. Commencés dans les montagnes, ceux-ci continuèrent dans les villes pour s'achever à Damas, où les Turcs s'en prirent à tous les chrétiens. La France résolut d'intervenir, et l'Angleterre lui permit à contrecœur d'agir en mandataire des intérêts de l'Europe. En août, nos soldats débarquaient en Syrie, accompagnés des Commissaires des puissances, qui n'obtinrent de la Porte que des sanctions illusoires. Cependant Napoléon réunit une conférence à Paris, et, malgré la mauvaise volonté des Anglais, celle-ci établit en Syrie un gouverneur chrétien, nommé par le sultan. Le pays fut divisé en districts, pourvus d'un Conseil électif, d'une police et de tribunaux.

Avec la guerre d'Italie, le temps où la politique agressive de Palmerston pouvait réussir était passé. Dans une alliance française, elle n'aurait plus joué qu'un rôle effacé au service de la politique des nationalités que Napoléon avait adoptée. Aussi l'Angleterre réduisit-elle son intervention dans l'affaire des duchés danois, puis dans la crise polonaise, à de platoniques protestations.

D'ailleurs, la politique extérieure de la Grande Bretagne n'était plus en réalité dirigée par Palmerston. Il resta premier ministre, entouré d'un grand prestige jusqu'à sa mort, en 1865. Mais, dans son dernier ministère la diplomatie passa aux mains de lord Russell, tandis que Gladstone, chancelier de l'Echiquier, conquérait rapidement une influence prépondérante.

Gladstone était un libre-échangiste et un pacifiste. La prospérité des affaires, stimulées par les nouveaux perfectionnements de l'industrie métallurgique, lui fournissait chaque année des excédents budgétaires. Il en profita pour réduire de 13 à 6 pence par livre l'impôt sur le revenu, qu'il aurait bien voulu supprimer, et pour abaisser encore les droits fiscaux (il n'en restait plus de protectionnistes), qui frappaient encore l'entrée de quelques produits.

Le libre-échange triomphant en Angleterre, commençait enfin à se répandre en Europe. Cobden, qui, dans la « Peace Society » n'avait cessé de protester contre la politique de Palmerston, réussit, en 1860, à conclure avec la France un traité de commerce qui établissait entre les deux pays un régime de protectionnisme très léger. Ce succès fut suivi d'autres accords avec la Belgique et le Zollverein. Le principe de non-intervention, suivant les idées de Cobden, semblait devoir mieux réussir que le principe de contre-intervention à maintenir la paix, et l'Angleterre était peu disposée à s'inquiéter des progrès menaçants de la politique bismarckienne.

LIVRE II

L'Empire Britannique

CHAPITRE PREMIER

L'Empire après 1815

Depuis que les Etats-Unis avaient conquis leur indépendance, les principales colonies anglaises de peuplement étaient le Canada et l'Australie. Elles étaient encore peu développées. Les Canadiens, au sortir de la guerre qui les avaient mis aux prises, en 1812, avec les Etats-Unis, restaient presque tous rassemblés sur les rives du Saint-Laurent, et les colonies pénitentiaires établies sur la côte australienne n'avaient encore attiré qu'un faible nombre de colons.

En 1815, la plupart des possessions britanniques se trouvaient situées dans les régions tropicales. Les Indes Occidentales, qui, au XVIIIe siècle, étaient regardées comme le joyau le plus précieux de la Couronne, conservaient encore dans l'Empire une place importante. Aux possessions que l'Angleterre avait déjà acquises dans la mer des Antilles et dont la principale était la Jamaïque, les guerres napoléoniennes lui avaient permis d'ajouter Tabago et Sainte-Lucie, enlevées à la France, Trinidad, cédée par l'Espagne, et la Guyanne par la Hollande. Mais les Indes Orientales étaient maintenant la clef de voûte de l'Empire. C'est de

l'Inde que les « nababs » anglais venaient former en Angleterre une classe de nouveaux riches, disputant le pouvoir à l'ancienne aristocratie. Les conquêtes de Wellesley commençaient, dans les premières années du siècle, à étendre la domination anglaise dans la péninsule. En outre, les acquisitions que l'Angleterre s'était fait confirmer par les traités de paix, avaient manifestement pour but d'assurer ses communications avec l'Inde. Sur la route maritime, elle prenait possession du Cap, de l'île Maurice et de Ceylan. En s'attribuant Malte après avoir pris Gibraltar, elle dominait la Méditerranée, et, en chassant les Français de l'Egypte, elle marquait l'intention de s'emparer, si besoin était, de la seconde route des Indes.

L'Empire britannique restait d'autre part « en façade sur la mer », et l'Angleterre ne cherchait pas encore à l'étendre à l'intérieur des continents. Il lui suffisait d'être maîtresse des voies maritimes qui reliaient à la métropole ses comptoirs commerciaux, de tenir ses colonies asservies par le système du mercantilisme qui en faisait autant de marchés ouverts exclusivement à son exportation et qui réservait leur trafic au monopole de sa flotte commerciale.

Au XIXe siècle, des foyers indépendants de civilisation britannique allaient se fonder, grandir dans les deux hémisphères et faire peu à peu de l'Empire un groupement uni de libres démocraties. Les causes qui expliquent cette transformation sont la double révolution économique et morale qui depuis un demi-siècle se produisait en Angleterre.

L'avènement de la grande industrie entraîna, avec un énorme accroissement de la production, avec le progrès des transports, une augmentation rapide de la population. Après le rétablissement de la paix commença un courant continu d'émigration des Anglais vers les colonies.

En même temps commençait une révolution morale, qui prenait à la fois plusieurs aspects. Dès la fin du XVIIIe siècle, Wilberforce avait entamé une campagne contre l'esclavage, et en 1807 il avait obtenu du Parlement la suppression de la traite. Interrompu pendant la guerre, le mouvement reprit après 1815 et aboutit en 1834 au vote de l'acte d'émancipation.

Les doctrines mercantilistes étaient d'autre part battues en brèche par l'école d'Adam Smith. Le public commençait à comprendre que la balance commerciale n'était pas le seul indice de la prospérité nationale, et qu'en tous cas l'intérêt des consommateurs ne devait pas être sacrifié à celui des producteurs. Les manufacturiers, gagnés aux idées libérales, attaquaient, on l'a vu, les privilèges des agriculteurs, et un mouvement de réforme commencé en 1820 aboutit, au milieu du siècle, à l'abolition des « lois de navigation » et à l'adoption du libre échange.

Le mercantilisme avait longtemps survécu parce que la perte des Etats-Unis avait convaincu les Anglais que les colonies devaient fatalement se détacher l'une après l'autre de la mère-patrie. Celle-ci ne devait alors s'occuper que d'en tirer le plus rapidement possible le maximum d'avantages. Mais, en 1830, une « Société de Colonisation » se mit à propager des idées plus audacieuses. Mettant à nu la mauvaise administration du Colonial Office et de ses gouverneurs incapables, Wakefield, dans son livre « l'Art de la Colonisation », énonça les méthodes de la nouvelle école. Il voulait organiser l'envoi d'émigrants dans les colonies; il recommandait de substituer à la concession gratuite la vente des terres, afin de se procurer ainsi les ressources nécessaires pour payer le transport outre-mer de nouveaux colons. Le prix des terres devait être calculé, en principe, de manière à couvrir les frais de leurs voyages. La Société demandait enfin que l'on

fit confiance aux colonies. Plutôt que d'attendre qu'elles revendiquent leur indépendance, mieux valait prendre l'initiative de leur accorder une large autonomie. En 1837, lord Durham décida le Parlement à inaugurer le nouveau système, en donnant au Canada un gouvernement parlementaire. Le succès de cette expérience allait entraîner les Anglais à créer peu à peu cinq « dominions » indépendants, qui sont devenus, à côté de l'Inde, les pièces maîtresses de leur Empire.

CHAPITRE II

Le Canada

Des cinq dominions britanniques, le Canada n'est pas seulement le plus grand par l'étendue de son territoire; il est aussi le plus ancien, et il a servi aux Anglais de champ d'expérience.

Les colonies conquises pendant la guerre de Sept Ans comprenaient, en dehors des provinces maritimes de la Nouvelle-Ecosse et de l'île du Prince Edouard, une population de 70.000 Français : agriculteurs établis sur les rives du Saint-Laurent, autour de Québec et de Montréal, chasseurs et commerçants dispersés dans les territoires des Indiens. Ces colons, bien différents des Anglais de la côte atlantique, n'étaient en rien préparés à s'administrer eux-mêmes. Ils étaient restés soumis à un régime féodal et à l'influence toute puissante de l'Eglise romaine. L'Angleterre, par le « Québec Act » de 1774, décida, en introduisant la justice pénale anglaise, de conserver la juridiction française en matière civile. L'Eglise conserva ses propriétés et continua à lever ses dîmes.

La guerre de l'indépendance américaine mit bientôt le Canada à rude épreuve. Les colons révoltés tentèrent de l'envahir. Deux armées s'avancèrent sur Québec et Montréal. Mais les Canadiens ne cherchèrent pas à profiter de la crise pour se libérer. L'offensive des Américains fut repoussée, et la guerre eut pour

seul effet d'attirer un grand nombre de « loyalistes », qui quittèrent les Etats-Unis pour rester sujets britanniques. Ils formèrent, à l'est, la colonie du Nouveau-Brunswick, et 25.000 d'entre eux s'établirent d'autre part sur le cours supérieur du Saint-Laurent, où grandit la ville d'Ottawa.

Leur arrivée posait à l'Angleterre un problème difficile, car les loyalistes ne pouvaient admettre d'être privés des libertés qu'ils possédaient dans leurs anciennes colonies; ils réclamaient l'établissement d'institutions représentatives et pensaient que leur conduite méritait quelque récompense.

Pour que les Canadiens français et anglais pussent vivre en paix côte à côte, Pitt prit le parti de diviser les rives du Saint-Laurent en deux provinces : le Haut Canada (Ottawa) et le Bas Canada (Montréal). L'acte de 1791 établit dans chacune d'elles un lieutenant-gouverneur, assisté d'un Conseil exécutif, d'un Conseil législatif nommé, et d'une Assemblée élue. Sa population fut donc appelée à participer au gouvernement et au contrôle des finances provinciales.

Ce régime présentait de graves inconvénients. Il mettait le gouverneur général, chargé de sauvegarder l'unité de la colonie, dans une position difficile. De plus le Saint-Laurent, l'artère vitale des deux provinces, ne leur permettait pas de s'ignorer. On avait maintenu entre elles l'unité douanière, mais le Haut Canada, en se développant, réclamait une part toujours plus grande des droits d'entrée, et se plaignait d'être étranglé par son voisin.

La guerre qui, en 1812, mit encore aux prises les Etats-Unis et l'Angleterre, unit de nouveau les Canadiens. Français et Anglais repoussèrent ensemble les envahisseurs, et les projets d'annexions formés par les Etats-Unis furent définitivement brisés à Landy's-Lane, près du Niagara. Mais, après la conclusion du

traité de Gand (1814), le régime de 1791 souleva en même temps dans les deux provinces une irritation grandissante.

Dans le Bas Canada, l'inexpérience des colons français les entraîna à soutenir de leurs votes des politiciens démagogues. L'assemblée entra en lutte continuelles avec le gouverneur. Elle demanda une extension de ses privilèges, l'application du principe électif aux autres organes du gouvernement, le contrôle absolu des fonctionnaires royaux. En 1834, l'assemblée, sur l'initiative de son président, Papineau, vota une série de « résolutions » énumérant ses griefs. L'envoi d'un nouveau gouverneur chargé d'entreprendre une enquête fut accueilli par un vote de défiance, et Papineau commença dès lors à préparer un coup de force.

Dans le Haut Canada, le pouvoir était aux mains des familles « loyalistes » qui regardaient comme des intrus les nouveaux arrivants. Elles étaient soutenues par le gouverneur. Mais un parti libéral, fondé par un journaliste de Toronto, Mckenzie, protestait contre leurs privilèges. Il demandait l'institution d'un ministère responsable devant le peuple; il réclamait le moyen d'acquérir les terres distribuées aux anciens soldats loyalistes, qui souvent les revendaient à des spéculateurs, ou données à l'Eglise anglicane, qui refusait d'en céder une part aux églises dissidentes. Au lieu d'écouter leurs revendications, le gouverneur préféra traiter les libéraux en mauvais patriotes et, s'il réussit ainsi à les faire battre aux élections de 1836, il les poussa lui-même à la rébellion.

En 1837, l'agitation politique aboutit, dans les deux provinces à la fois, à une tentative de révolte. Elle fut aisément réprimée. Papineau et Mckenzie prirent la fuite, mais le gouvernement britannique eut la clairvoyance de comprendre qu'il ne suffisait pas de réta-

blir l'ordre et qu'une étude approfondie de cette crise était indispensable.

Lord Durham, l'un des principaux membres de la Société de Colonisation, en fut chargé, et le célèbre rapport où il exposa ses vues marque une étape nouvelle dans la politique coloniale de l'Angleterre.

Pour résoudre à la fois les rivalités de races et les difficultés constitutionnelles, il pensait qu'il fallait faire du Canada une nation et il recommandait de réunir les deux provinces, en leur accordant le « self government ». L'Angleterre se réservait seulement la direction des négociations diplomatiques et, les lois de navigation étant encore en vigueur, la réglementation du commerce extérieur de la colonie. Lord John Russell décida le Parlement à suivre les conseils de Durham. L'acte de 1840 réunit le Haut et le Bas Canada sous l'autorité d'un gouverneur général, résidant à Québec, assisté d'un Conseil législatif de 20 membres à vie nommés par lui, et d'une Assemblée de 84 députés (42 pour chaque province) élus d'après un suffrage étendu.

L'acte n'obligeait pas le gouverneur à prendre ses ministres dans la majorité de l'assemblée, mais, pour les Canadiens, la responsabilité ministérielle était le corollaire indispensable de la réforme. Ils s'indignèrent que le ministère Peel ne voulut pas l'admettre, et, après la conversion de Peel au libre-échange, lord Elgin, nommé gouverneur, convainquit aussi les Anglais d'adopter à cet égard une politique libérale. Lord Elgin, choisissant à la fois son ministère dans les rangs des Canadiens français et anglais, sut avec tact faire l'éducation parlementaire de ses administrés.

Une expérience de quelques années montra cependant que la constitution établie en 1840 n'était pas encore satisfaisante. Si elle avait l'avantage d'instituer un régime de liberté, elle avait le tort de vouloir

maintenir entre les deux provinces une complète égalité. Or, après 1840, l'affluence des immigrants — particulièrement des Irlandais pendant la grande famine — donna bientôt au Haut Canada une prépondérance grandissante, et cette province se mit dès lors à réclamer un plus grand nombre de représentants. Plutôt que d'y consentir, le Bas Canada était décidé à suivre l'exemple que donnaient aux Etats-Unis les « confédérés », et à faire sécession. Mais les Canadiens ne pouvaient-ils se tirer d'embarras en adoptant, comme leurs voisins, un régime fédératif?

Les trois provinces maritimes, qui menaient une vie entièrement séparée de celle du Saint-Laurent, avaient comme elles adopté le régime parlementaire. Mais elles n'étaient divisées par aucune rivalité de races et comprirent les premières qu'elles gagneraient à se grouper. En 1864, elles réunirent une convention pour étudier un projet de fédération.

Leur initiative décida la même année les chefs des partis conservateurs et libéraux à l'assemblée de Québec, sir John Macdonald et John Brown, à interrompre leurs querelles pour entrer dans un ministère de coalition. Celui-ci réunit une Convention, à laquelle il invita les provinces maritimes à prendre part. Elles y consentirent, en posant comme condition que la construction d'une voie ferrée reliant Halifax au Saint-Laurent serait immédiatement entreprise. Des délibérations de la Convention sortit le projet que le gouvernement britannique ratifia en 1867 par le « *British North America Act* », qui donna le nom de « Dominion » à la fédération des provinces canadiennes.

Le gouvernement fédéral, établi à Ottawa, comprit avec le gouverneur général représentant de la Couronne, un Cabinet responsable devant une législature de deux Chambres : un Sénat dont les membres étaient pris en nombre égal dans chaque province par

le gouverneur général, et une Chambre élue où chaque province était représentée au prorata de sa population. Le lien fédéral était, au Canada, plus étroit qu'aux Etats-Unis. Tandis que les pouvoirs du gouvernement de Washington avaient été définis par la constitution des Etats-Unis, c'était la compétence des gouvernements provinciaux que la constitution canadienne délimitait, abandonnant à l'autorité fédérale tout ce qu'elle ne leur avait pas expressément accordé. En outre, l'exécutif était, au Canada, organisé à l'anglaise, sous la forme d'un Cabinet responsable devant le Parlement et par suite influencé davantage par celles des provinces auxquelles leur population permettait d'y occuper un plus grand nombre de sièges.

L'acte de 1867 avait surtout le mérite de rendre facile l'extension du Canada sans bouleversements constitutionnels.

En 1867, le dominion ne s'étendait pas au-delà des grands lacs. Le nord et l'ouest du continent avaient été réservés à la compagnie de la Baie d'Hudson par sa charte primitive (1670). Au XVIIIe siècle, une Société nouvelle, la « North-West Fur C° », s'était fondée, et l'un de ses membres, Mackenzie, avait conduit ses explorations jusqu'à l'Océan Arctique et jusqu'à la côte du Pacifique. Mais, en 1821, la vieille compagnie avait réussi à absorber sa rivale. Les colons établis sur la côte du Pacifique et dans l'île à laquelle le capitaine Vancouver, à la fin du XVIIIe siècle, avait donné son nom, furent placés sous son contrôle. En 1856, la découverte de l'or amena le brusque développement de ces régions, où une « colonie de la Couronne», la Colombie britannique, fut instituée.

La compagnie continuait à étendre son autorité sur les plaines situées entre les Rocheuses et les grands lacs. Elle y avait commencé la colonisation du Manitoba, mais, préoccupée avant tout du commerce des

fourrures, elle était incapable de mettre leurs richesses agricoles en valeur.

Le premier soin du nouveau Parlement canadien fut de négocier avec la compagnie le rachat de ces territoires. Il craignait que les Etats-Unis, sortis de la guerre civile, ne fussent tentés de les envahir. Le gouvernement de Washington avait assisté à la naissance du dominion canadien avec une vive irritation. En 1869, la compagnie, tout en continuant son commerce, accepta de céder au dominion ses privilèges pour la somme de 300.000 livres. Dès 1870, la province du Manitoba fut admise dans la fédération. L'année suivante, la Colombie britannique accepta à son tour d'entrer dans le dominion, qui désormais embrassa, de l'ouest à l'est, toute l'étendue du continent. Avant d'y consentir elle avait exigé que le gouvernement fédéral entreprît la construction d'un chemin de fer transcontinental. Il fallut, pour y parvenir, vaincre la difficile traversée des Rocheuses. L'œuvre ne fut achevée qu'en 1886, où la ligne du « Canadian Pacific » relia la ville de Vancouver au Saint-Laurent.

L'ouverture de la voie ferrée provoqua l'essor rapide de l'ouest canadien. Ses forêts et les mines d'or de la Colombie britannique y avaient fixé, à la fin du siècle, une population de 178.000 habitants (dont 19.000 Chinois et Japonais). Vancouver, qui en comptait alors 40.000, devenait un grand port, en relations directes avec l'Australie. Depuis 1885, la découverte des gisements aurifères du Klondyke avait fait surgir à Dawson City un nouveau centre à l'extrême nord; mais la région côtière qui en était le débouché était revendiquée à la fois par le Canada et les Etats-Unis, devenus depuis 1894 propriétaires de l'Alaska. Une commission mixte d'arbitrage, où le représentant britannique donna tort aux Canadiens, trancha le litige en faveur des Etats-Unis (1903).

En même temps, la région des prairies, à l'ouest des grands lacs, se peuplait des deux côtés de la voie ferrée. Avec l'élevage, la culture du blé y progressait rapidement. La capitale du Manitoba, Winnipeg, devenait un grand marché de céréales, et, en 1905, deux nouvelles provinces, l'Alberta et le Saskatchevan, complétèrent le groupe des provinces centrales.

Le dominion canadien constituait dès lors une fédération de neuf provinces, occupant un immense territoire de près de 9 millions de kilomètres carrés. Il est vrai que son climat rigoureux en rendait la plus grande partie impropre à la culture. L'hiver arrête chaque année la navigation du Saint-Laurent pendant plusieurs mois et, dans la plaine centrale, la colonisation est limitée à un large couloir reliant les anciennes provinces aux Rocheuses. On ne pouvait attendre du Canada une expansion comparable à celle des Etats-Unis. Ses ressources étaient pourtant assez vastes pour attirer un grand nombre d'immigrants.

Le chiffre annuel des arrivées, qui était de 38.000 entre 1844 et 1854, de 80.000 en 1885 avant l'achèvement du Canadian Pacific, allait monter à 200.000 dans les premières années du XX[e] siècle. La population, qui comptait 3 millions et demi en 1871, était de près de 5 millions déjà en 1891, et en dépassait 7 vingt ans plus tard.

Plus de la moitié des immigrants étaient d'origine britannique, et leur arrivée, jointe à celle des nombreux colons américains, aurait submergé les Canadiens français si ceux-ci ne s'étaient pas montrés prodigieusement prolifiques et tenaces. Mais les 60.000 colons que la France abandonna, en 1763, aux Anglais, ont donné naissance à une population de près de 2 millions d'habitants qui ont conservé l'usage de leur langue, et sur lesquels l'emprise de l'Eglise catholique reste aussi forte qu'autrefois.

Cela ne les empêche point d'être sujets loyaux de l'Empire. A la fin du XIXe siècle, l'expérience colonisatrice faite par l'Angleterre dans le dominion canadien avait entièrement réussi et pouvait être appliquée à ses autres colonies de peuplement. Le Canada restait il est vrai menacé de tomber dans la dépendance des Etats-Unis, dont les colons, les capitaux et les marchandises commençaient à l'envahir. La proportion des produits d'origine américaine dans les importations du Canada avait passé de 36 % en 1868 à 60 % en 1902. Mais ce péril, qui en 1867 avait décidé les Canadiens à s'unir, les engageait maintenant à se rapprocher de la mère-patrie.

Terre-Neuve

Les Anglais s'étaient établis dès le XVIe siècle dans l'île de Terre-Neuve. Mais la France, en cédant au traité d'Utrecht l'Acadie, s'était réservé le droit exclusif de la pêche sur la côte de Terre-Neuve, entre le cap Ray et le cap Saint-Jean. Nos prétentions ont été le sujet d'un débat qui s'est prolongé pendant tout le XXe siècle jusqu'au moment où la conclusion de l'Entente Cordiale nous décida à les abandonner (1904).

Par sa position surveillant l'embouchure du Saint-Laurent, Terre-Neuve semblait devoir suivre le sort des provinces maritimes du Canada, et l'Angleterre lui avait permis en même temps qu'à elles de former un gouvernement responsable devant la législature coloniale. Mais, au moment où se constitua la fédération canadienne, Terre-Neuve refusa d'en faire partie; aussi la colonie, dotée d'un gouverneur, d'un cabinet res-

ponsable et d'une législature de deux chambres, forme-t-elle aujourd'hui un petit dominion indépendant.

CHAPITRE III

L'Australie

Beaucoup plus jeunes que le Canada les dominions d'Australie, de la Nouvelle-Zélande et de l'Afrique australe ont à peine un quart de siècle d'existence, et tous ont adopté une organisation constitutionnelle semblable à celle qui avait assuré le succès de leur grand aîné. Mais chacun d'eux conserve les caractères originaux qu'il tient, pour une grande part, de sa situation géographique.

Ceux de l'Australie dérivent de sa position insulaire qui, la mettant jusqu'à nos jours à l'abri de tout péril extérieur, lui a permis de poursuivre en champ clos ses expériences colonisatrices. En outre, les premiers colons ont été libres de s'emparer à leur guise d'un immense territoire. On a pu dire que là ils s'étaient trouvés brusquement en contact avec la civilisation de l'âge de pierre. Les indigènes ne tiennent aucune place dans l'histoire de la colonisation australienne. Celle-ci se résume dans la fondation sur le pourtour d'une île gigantesque d'une série d'établissements qui restent jaloux de leur indépendance et ne prennent que très lentement conscience de leurs intérêts communs.

Malgré les voyages de Tasman et de Dampier au XVIIe siècle, les explorations de Cook et de Bass à la fin du XVIIe siècle, l'Australie était à peu près inconnue lorsqu'en 1798 le capitaine Phillip vint débarquer à

Botany bay, et fonda non loin de là le port de Sydney.

Le Français La Pérouse, arrivant une semaine après, dut abandonner aux anglais leur conquête, et peut-être le gouvernement de Pitt en faisant partir Phillipp avait-il voulu devancer nos marins; mais la principale raison qui le décidait à cette entreprise était qu'après la perte des Etats-Unis il lui fallait trouver ailleurs une colonie de déportation. Parmi les onze cents compagnons de Phillip les trois quarts étaient des forçats. Leur présence fut, dans les débuts de la colonie qui reçut le nom de Nouvelle Galles du sud, une cause de difficultés constantes. Les premiers gouverneurs durent reléguer les plus turbulents d'entre eux dans les îles Norfolk, puis fonder un nouveau bagne en Tasmanie. Le colonel Macquarie, gouverneur de 1829 à 1830, s'attira par contre le ressentiment des colons en essayant de se concilier les forçats qui formaient alors la moitié de la population.

Plus difficile avait été encore pour les premiers venus de s'assurer dans ce pays perdu les plus indispensables moyens d'existence. Nourriture, vêtements, tout était à créer, et les indigènes ne pouvaient être d'aucun secours. Toutefois, dès 1801, le capitaine Mac Carthus vint de l'Afrique du Sud tenter l'élevage des moutons, et le succès de ses expériences permit à la colonie de se développer. La fin des guerres napoléoniennes fit ensuite grossir le flot des émigrants, et en 1823 les progrès de la nouvelle colonie parurent assez grands pour que la métropole consentît à lui donner un embryon d'autonomie. Le gouverneur militaire vit instituer à ses côtés un conseil consultatif où les colons furent représentés, et le jury fut d'autre part introduit dans la juridiction civile.

Les immigrants, qui jusqu'alors étaient restés rassemblés aux alentours de Sydney commencèrent, vers ce moment, à fonder ailleurs des foyers de vie indépen-

dante, suivant les traces des explorateurs qui marchaient à la découverte du continent nouveau. En 1824, Howell et Hume, après avoir franchi les Montagnes Bleues, tournaient au sud et rejoignaient la mer à Port Phillip dans la région où allait se développer la colonie de Victoria. Deux ans plus tard Cunningham, faisant un circuit semblable vers le nord, découvrait la contrée attrayante des Darling Downs et aboutissait au port de Brisbane.

Les cours d'eaux rencontrés par les voyageurs donnèrent à penser qu'ils devaient se déverser dans quelque lac central, et nombreux furent ceux qui partirent sa recherche. Pourtant Charles Strut, en 1830, découvrit que la Murray se jetait dans la mer par une embouchure dissimulée dans les roseaux, et, dix ans après, E.-J. Eyre montra que le déversoir intérieur se réduisait à quelques lacs salés dans une contrée désertique. Du moins, la poursuite de ce mirage avait-elle servi à reconnaître les régions du Queensland et de Victoria qui, après celle de Sydney, prirent bientôt leur essor.

Grâce à l'élevage des moutons la Nouvelle Galles du sud faisait de rapides progrès, mais ses colons trouvaient d'autant plus pénible la présence au milieu d'eux des forçats. On avait essayé d'utiliser leur main-d'œuvre dans les exploitations agricoles, mais il en était résulté un développement insupportable de la criminalité. De là des plaintes répétées qui finirent par émouvoir le Parlement. En 1840, celui-ci résolut d'arrêter l'envoi des déportés.

La Nouvelle Galles avait eu, d'autre part, à résoudre le problème vital de la distribution des terres. On avait d'abord proclamé le principe que les terres inoccupées étaient propriété de la Couronne. Elles étaient alors distribuées ou vendues à bas prix. Mais s'il était trop aisé de devenir propriétaire comment pourrait-on

recruter une main-d'œuvre suffisante? Le gouverneur décida, en 1831, de ne vendre les terres qu'au prix minimum de 5 shillings l'acre; en 1842, ce prix fut porté à 1 livre (62 fr. 50 par hectare). Comme les immigrants pauvres ne pouvaient pas en acquérir, on leur accorda des licences temporaires comportant une option de rachat au prix d'origine, et beaucoup d'éleveurs purent ensuite profiter de la prospérité des années suivantes pour faire ainsi fortune. Un fonds spécial, alimenté par les ventes de terres, servit d'autre part à encourager l'immigration de la main-d'œuvre, en même temps qu'à entreprendre des travaux d'utilité publique.

Le régime politique établi en 1823 devenait insuffisant pour une colonie si prospère. C'était d'ailleurs le moment où le rapport Durham apprenait aux Anglais que mieux valait faire de bonne grâce des concessions inévitables. L'expérience canadienne servit les Australiens. En 1842, le Parlement remplaça leur Conseil consultatif par une assemblée qui, avec 12 membres désignés par le gouverneur, en comprenait 24 élus par les colons. On introduisit dans la colonie le système de franchise électorale existant en Angleterre. Le gouverneur continuait à ne dépendre que de la Couronne. Il se réservait les opérations de vente des terres et la disposition du fonds qu'elles alimentaient. Il conservait enfin un droit de veto sur les décisions de l'assemblée. Celle-ci n'en obtenait pas moins une compétence législative et financière.

Importante par elle-même, la réforme de 1842 allait surtout devenir la première étape d'une série rapides de transformations. Etait-il encore possible de maintenir sous un gouvernement unique tous les Australiens? Les colons de Sydney, fiers de leur privilège d'ancienneté, voulaient s'en convaincre, et la métropole, trop éloignée, pouvait encore le croire. Mais,

c'était ignorer qu'à côté de Sydney existaient désormais des centres vivaces de colonisation, échelonnés au long d'une côte immense, acculés à des montagnes pratiquement infranchissables, et ne communiquant entre elles que par de longues traversées maritimes.

Au nord Brisbane, le port du Queensland, fermé tant qu'il avait été le siège d'une colonie pénitentiaire, s'était ouvert au commerce en 1840. Au sud, John Batman, colon de Tasmanie, était venu, en 1835, s'établir dans la région de Victoria et s'y était fait concéder par les indigènes un immense territoire. Le gouverneur de Sydney, après de vaines protestations, avait pris le parti de couvrir cette initiative et de venir lui-même fonder, en 1837, la ville de Melbourne.

La loi de 1842 avait tenu compte de ces faits nouveaux en divisant la Nouvelle Galles du sud en trois circonscriptions administratives. Concession insuffisante puisqu'elle les avait subordonnées au gouverneur de Sydney et à l'assemblée qui siégeait dans la capitale. Les colons de Victoria ne voulaient plus dépendre d'une autorité si lointaine et, pour le faire comprendre à la métropole, ils ne trouvèrent rien de mieux que de mettre en tête des six députés qu'ils devaient déléguer à l'assemblée le nom du secrétaire d'Etat des colonies lord Grey. Il ne devait pas être plus difficile pour lui que pour eux d'entreprendre le voyage de Sydney. En 1850 ils obtinrent satisfaction et Victoria devint une colonie indépendante. Neuf ans plus tard, il en fut de même pour le Queensland.

Au milieu du siècle, l'Australie avait déjà 430.000 colons. L'agriculture sur la côte, et surtout l'élevage lui assuraient un brillant avenir. C'est à ce moment que la découverte de l'or vint lui donner une prodigieuse impulsion. Les premiers filons en furent aperçus dans la Nouvelle Galles par des prospecteurs qui

rentraient de Californie, mais bientôt Ballarat, puis Bendigo, en Victoria, devinrent les principaux centres miniers qui, dès 1852, produisirent 275 millions de francs. Comme en Amérique on vit accourir une foule d'aventuriers à la poursuite de la fortune. L'afflux des immigrants à Victoria fit monter la population en cinq ans de 70.000 à 330.000 habitants. Celle de l'Australie atteignit en dix ans 1.250.000 habitants; sa progression fut relativement beaucoup plus rapide que celle des Etats-Unis : « Il y a des villes champignons en Amérique; c'est l'Australie toute entière qui est champignon. » (Pierre Leroy Beaulieu).

La colonie de Victoria avait d'abord voulu faire payer un droit de prospection, mais beaucoup de nouveaux venus furent incapables de s'en acquitter. Des protestations violentes se produisirent et, à Ballarat, il y eut des troubles qui dégénérèrent en bataille. L'ordre rétabli, le gouvernement eut la sagesse d'abaisser le prix des licences à un taux purement nominal.

La foule des nouveaux immigrants n'était pas non plus disposée à vivre dans une passive soumission. Elle voulait être admise dans le corps des citoyens. Sa présence introduisit un ferment d'indépendance dans les colonies qui, d'un mouvement parallèle, entreprirent la réforme de leurs institutions.

Comme la loi de 1840 leur avait reconnu le droit de proposer des amendements elles en usèrent pour préparer des constitutions nouvelles, et l'Angleterre eut l'intelligence de ne pas s'opposer à leurs désirs. Par les lois de 1855 le régime parlementaire fit ainsi son apparition dans les colonies. Chacune d'elles eut une législature de deux Chambres : Chambre basse élue avec une franchise très étendue, Chambre haute nommée par le gouverneur en Nouvelle Galles, ailleurs élue au suffrage restreint. Les gouverneurs anglais,

représentants de la Couronne, eurent désormais à côté d'eux un Cabinet responsable.

Les colonies dont nous avons retracé l'histoire n'occupaient qu'une étroite bande côtière au sud-est du continent. Mais d'autres établissements avaient entre temps commencé à se développer dans l'ouest et dans le sud de l'Australie. Tous deux venaient de traverser, quoique pour des raisons opposées, une ère de grandes difficultés, et n'étaient parvenus que vers le milieu du siècle à les surmonter.

Dès 1827, le gouvernement britannique avait prêté l'oreille aux projets du capitaine Stirling, qui lui proposait de fonder une nouvelle colonie sur la côte occidentale. On pouvait y craindre l'arrivée des Français ou des Américains, et il fallait les devancer. Le gouvernement autorisa un groupe de capitalistes à tenter l'aventure et accepta de lui concéder des terres sur la base de 40 acres pour 3 livres de capital. Stirling y débarqua en 1829, et dès l'année suivante 4.000 colons l'avaient suivi. Mais leur déception fut grande. Ils s'étaient dispersés sur une étendue beaucoup trop vaste rendant impossible tout effort commun. Une partie des terres se révéla infertile; il fallut importer la nourriture, et tout ce qui leur était indispensable pour vivre, des lointaines colonies du sud-est. Le capital primitif fut vite dissipé et les trois quarts des immigrants se décidèrent à repartir. Ce qui permit aux autres après bien des misères de se tirer enfin de peine ce fut, par une étrange contradiction, la main-d'œuvre des déportés. Au moment où la Nouvelle Galles se fermait à l'immigration des forçats, l'Australie occidentale réclama et obtint au contraire cette main-d'œuvre. Elle devait continuer à la recevoir jusqu'en 1865 où, cédant enfin aux menaces des autres colonies qui se préparaient même à la boycotter, elle consentit à y renoncer. Du

moins la colonie était-elle alors assurée de survivre. En 1870, la métropole lui accorda une constitution semblable à celles qui étaient en vigueur depuis 1855 dans le reste du continent.

Les désillusions de l'Australie occidentale n'étaient point passées inaperçues en Angleterre où la « Société de colonisation » ne manqua point d'en tirer profit. On sait que Wakefield, son principal représentant, soutenait que dans les colonies nouvelles il ne fallait pas accorder de concession gratuite, mais vendre les terres pour y fixer les immigrants et se procurer ainsi les ressources qui serviraient à en attirer de nouveaux. Non content de condamner l'expérience faite en Australie occidentale, Wakefield voulut une contre-épreuve et décida de tenter ailleurs l'essai de son propre système.

Lorsque le voyage de Sturt eut fait connaître l'embouchure du Murray, Wakefield fonda une compagnie destinée à coloniser l'Australie méridionale. Il vint à bout des résistances du ministère qui, en 1834, autorisa la « South Australian Association » à envoyer dans ce pays des émigrants et à leur distribuer des terres qui leur seraient vendues au prix de 12 shillings par acre. Un emprunt garanti sur le produit des ventes devait permettre à la colonie de s'organiser.

En 1836, le port d'Adélaïde était fondé. Les débuts furent brillants, mais bientôt les colons les moins heureux essayèrent de revendre leurs lots à bas prix. Concurrence désastreuse pour la compagnie qui voyait, d'autre part, refluer sur la ville les colons découragés.

Elle dut, pour subvenir à leur misère, engager sur une grande échelle des travaux publics qui, en cinq ans, épuisèrent ses ressources.

Le gouvernement reprit alors la haute main sur la colonie, et l'envoi en qualité de gouverneur de sir George Grey, dont nous verrons en Nouvelle-Zélande et dans l'Afrique australe les éminents services, fut

pour la colonie un gage de salut. Grâce à son énergie les travaux publics furent peu à peu supprimés; la foule des travailleurs urbains retourna coloniser la terre. Au milieu du siècle, l'Australie méridionale comptait plus de 50.000 habitants et la métropole la jugea digne de recevoir à son tour une constitution.

Les colons anglais se trouvaient ainsi répartis en cinq colonies distinctes sur le pourtour de l'Australie, et ceux de la Tasmanie en formait une sixième. Chacune se gouvernait en pleine indépendance à l'image de la mère patrie, et il n'est pas surprenant qu'elles aient été beaucoup plus lentes que les colonies canadiennes à prendre conscience de leurs intérêts communs.

Elles restaient, en effet, séparées par les vastes contrées désertiques qui s'étendent à l'intérieur de l'Australie. Ce n'est qu'en 1861 que Burke et Wells avaient réussi à les franchir de Melbourne au golfe de Carpentarie, et ce fut seulement en 1874 que John Forrest réussit la première traversée de l'ouest à l'est du continent. On avait établi les années précédentes une ligne télégraphique qui, partant d'Adélaïde, allait rejoindre la côte du nord, mais les colonies ne communiquaient pratiquement entre elles que par la voie maritime.

Pour qu'elles consentissent à abdiquer une partie de leur indépendance entre les mains d'un gouvernement fédéral il fallut, dans les vingt dernières années du siècle, le sentiment grandissant d'une menace étrangère.

Elles s'étaient habituées à croire qu'elles pourraient rester à l'écart des luttes coloniales, et déjà l'établissement de la France en Nouvelle Calédonie (1858) leur était apparue comme une agression. Elles virent ensuite la France se lancer à nouveau dans les expéditions colonisatrices par la conquête du Tonkin. Et en 1893, la rivalité franco-anglaise au Siam fut sur le

point d'engendrer un conflit. L'Allemagne, d'autre part, plantait son drapeau aux îles Marshall, aux Carolines, et venait s'établir en Nouvelle Guinée. Quelques années après, l'impérialisme américain allait entraîner les Etats-Unis à s'emparer des Philippines, et le siècle finissant voyait l'Angleterre isolée, toutes ses ressources absorbées dans la guerre sud-africaine, incapable de protéger ses lointaines colonies. Les succès du Japon allaient enfin inspirer aux Australiens de nouvelles et plus vives inquiétudes.

En 1883, une conférence avait assemblé les délégués des diverses législatures. Elle s'était contentée d'étudier une unification de la procédure, et n'avait pas voulu envisager l'adoption d'un tarif douanier commun. La Nouvelle Galles s'était d'ailleurs abstenue d'y participer. Elle ne voulait pas encore regarder les autres colonies comme ses égales et, seule colonie libre échangiste, elle n'était pas disposée à se sacrifier à ses sœurs qui avaient adopté des tarifs protecteurs. Mais, en 1888, une délégation australienne appelée à Londres accepta d'entreprendre en commun la construction de vaisseaux de guerre et, l'année suivante, le Premier Ministre de Nouvelle Galles, si Henry Parkes, eut le mérite de comprendre que l'établissement d'une Fédération était devenu nécessaire. Sur son initiative une conférence nouvelle se tint à Melbourne, en 1890, et une Convention élue par le peuple s'assembla, en 1891, pour préparer une constitution.

Une crise ministérielle en Nouvelle Galles, puis la mort de sir Henry Parkes en retardèrent de quelques années l'adoption. Mais au moment de la guerre hispano-américaine, en 1898, un nouvelle Convention réussit à voter un texte constitutionnel qui fut alors soumis au referendum populaire. Les électeurs de Nouvelle Galles l'acceptèrent; mais les gouvernements du Queensland et de l'Australie occidentale ne voulurent

pas prendre part au vote. Les jours sombres de la guerre du Transvaal ne devaient pas tarder à briser leur résistance. Une conférce nce des Premiers australiens, en 1899, décida de procéder à un second referendum qui aboutit, cette fois, à l'adoption unanime de la constitution.

Le Parlement britannique, le 8 juillet 1900, en ratifia le texte.

Les Australiens n'ont pas été aussi loin que le Canada dans le chemin de l'union, et ont tenu à limiter par leur constitution les matières que chacun des Etats abandonne à la compétence du pouvoir fédéral. Mais la liste en est plus longue qu'aux Etats-Unis; elle contient, avec les affaires diplomatiques et militaires, les lois d'émigration, le commerce, les chemins de fer, les postes, les monnaies. Les finances fédérales ne sont pas alimentées par des contributions des Etats; c'est le gouvernement fédéral qui lève les impôts et verse ensuite à chacun d'eux une somme de 25 shillings par habitant.

Les autorités fédérales comprennent, comme au Canada, un gouverneur général, représentant de la Couronne, et un Cabinet responsable devant la Législature. Celle-ci est formée d'un Sénat où six membres sont élus dans chaque Etat par le peuple, et d'une Chambre deux fois plus nombreuse, dans laquelle chaque Etat possède un nombre de sièges proportionné à sa population. En cas de conflit, la Législature est dissoute, et, si le désaccord persiste, la question est tranchée par les sénateurs et les députés confondus en une seule assemblée. La Chambre, grâce au nombre de ses représentants fait donc prévaloir sa volonté. Cette procédure, et surtout l'adoption du régime parlementaire anglais qui conduit inévitablement à la prépondérance de la Chambre basse, donnent au gouvernement fédéral une autorité plus grande qu'aux Etats-Unis.

En 1900, l'Australie comptait une population de 3.800.000 habitants, presque tous d'origine britannique. Elle venait de traverser, dans les dix dernières années du siècle, une crise financière due aux spéculations imprudentes que les banques avaient engagées sur les ventes des terres. Les départs avaient alors dépassé le nombre des arrivées. Mais les ressources de son sol lui assuraient un brillant avenir. Elle en avait déjà tiré onze milliards de francs d'or, et, si les gisements de Victoria s'épuisaient, ceux de l'Australie occidentale commençaient à peine à être exploités. D'ailleurs l'agriculture restait la principale richesse. Plus de cent millions de moutons étaient distribués entre des exploitations qui souvent dépassaient dix mille hectares. A l'exportation des laines étaient venues s'ajouter celle des viandes frigorifiées, et plus récemment celle des viandes simplement refroidies (chilled). L'Australie avait le moyen de retenir et d'absorber la foule des prospecteurs qui échouaient dans leurs rêves de fortune.

Son développement risquait pourtant d'être entravé par la politique d'isolement adoptée par les gouvernements des diverses colonies. Si celles-ci avaient consenti à s'unir entre elles, elles restaient encore trop jalousement fermées aux immigrants. La rareté de la main-d'œuvre avait permis aux ouvriers agricoles comme à ceux des villes d'exiger de hauts salaires et de former de puissants syndicats qui les défendaient contre la concurrence étrangère. Sous leur influence les gouvernements s'engageaient plus loin que l'Europe dans la voie des expériences socialistes. Ils adoptaient une législation des terres qui substituait aux ventes des baux à long terme permettant à l'Etat de rester propriétaire et de soumettre les locataires à une stricte surveillance. Les anciens colons voyaient limiter par l'expropriation l'étendue des terres qu'ils

avaient le droit de posséder. Une nouvelle législation du travail instituait, en même temps, la journée de huit heures, l'arbitrage oblgiatoire et, avec des impôts progressifs, un salaire minimum. Cette politique socialiste s'accordait, d'ailleurs, avec le nationalisme vivace d'une population purement britannique, décidée à défendre son territoire contre l'envahissement des étrangers.

CHAPITRE IV

La Nouvelle-Zélande

C'est en 1839 que le gouvernement britannique résolut de fonder une colonie dans les deux îles de Nouvelle-Zélande, mais depuis la fin du XVIII[e] siècle beaucoup d'aventuriers avaient tenté d'y prendre pied. Bien des forçats échappés des bagnes d'Australie y avaient trouvé un refuge. Des marins avaient établi un point de relâche à la baie des Iles, et les efforts des missionnaires ne réussissaient pas à protéger les indigènes, Maoris, contre l'avidité d'Européens qui profitaient de leur ignorance pour se faire céder à bas prix des terres.

L'un des plus entreprenants, un Français, Charles de Thierry, n'hésita pas à se proclamer souverain de la Nouvelle-Zélande; son compatriote, Langlois, parut plus dangereux aux Anglais qui le crurent soutenu par la France. Ils décidèrent d'intervenir.

Les disciples de Wakefield demandaient, d'ailleurs, à tourner aussi leur activité de ce côté. En 1839, le Parlement autorisa une compagnie fondée par eux, la « New-Zealand C° », à faire partir 1.200 colons, et le gouverneur de Sydney envoya le capitaine Hobson dans les Iles.

Celui-ci ayant fondé à Auckland un premier établissement, conclut avec les Maoris le traîté de Waitangi par lequel ils reconnaissaient l'autorité de la reine,

qui leur garantissait en retour leurs possessions. En 1840, la Nouvelle-Zélande fut érigée en colonie indépendante.

La compagnie, établie à Wellington, ne voulut pas respecter le traité. Pour appliquer le système de Wakefield il lui fallait disposer de terres qu'elle pût revendre aux colons. Elle se hâta de s'en procurer en négociant avec les chefs indigènes. Mais comme les Maoris ne connaissaient que le régime communal des propriétés, ils ne voulurent pas admettre que leurs chefs pussent s'en dessaisir en leur nom. Ils prirent les armes et la compagnie s'indigna de voir le gouverneur leur donner raison.

Pour rétablir une situation si compromise l'Angleterre fit appel à sir George Grey qui venait de tirer de peine l'Australie méridionale. Sa fermeté ne fut pas moins utile à la Nouvelle-Zélande. Il arrêta le trafic des armes et réprima la révolte des Maoris; mais il resta fidèle au traité de Waitangi. En vain la compagnie réussit-elle à gagner l'appui de la métropole; Grey refusa d'opérer une réforme agraire qui eut lésé et irrité les Maoris. Comme ceux-ci n'étaient qu'un petit nombre dans l'île du sud il la leur acheta toute entière et les transplanta dans l'île du nord. La compagnie put ainsi trouver, autour de Canterbury, un nouveau champ d'activité.

La crise une fois surmontée, Grey obtint du Parlement la dissolution de la compagnie. La Nouvelle-Zélande comptait alors 25.000 colons et le moment était venu de les associer au gouvernement. En 1853, une législature de deux chambres, l'une nommée, l'autre élue, fut instituée; mais le gouverneur qui ne relevait encore que de la métropole, se réserva la direction des affaires indigènes.

Grey se retira, croyant son œuvre terminée. Pourtant les Maoris reprirent deux fois les armes. En 1860,

il fallut que Grey revint, en personne, rétablir l'ordre et, en 1868, une nouvelle insurrection éclata qui dura deux années.

Mais ces troubles n'empêchèrent pas la colonie de se développer. Dès 1856 elle avait été autorisée à pratiquer le régime parlementaire avec un Cabinet responsable. L'afflux constant des immigrants portait la population blanche à 160.000 habitants en 1860. A la fin du siècle elle dépassait 700.000. Sur ce nombre 20.000 seulement étaient d'origine étrangère; 440.000 étaient nés dans la colonie et 240.000 venaient de la mère patrie. Comme les Australiens les Néo-Zélandais sont des britanniques.

A leur côté les Maoris, qui ne sont guère plus de 40.000, sont maintenant devenus pacifiques. Ils sont chrétiens, parlent pour la plupart l'anglais et s'habillent à l'européenne. On leur a reconnu la possession de vastes territoires où s'est conservé le régime de la propriété collective. Au Parlement siègent quatre députés Maoris, élus au suffrage universel, et les colons n'éprouvent pas à leur égard de préjugé de couleur.

La Nouvelle-Zélande a, comme l'Australie, donné le pouvoir au parti socialiste qui, à la fin du siècle, y a entrepris les mêmes expériences de réformes sociales. Mais ses habitants ont toujours refusé de s'unir à leurs voisins. Ils n'ont pas voulu se laisser englober dans le « Commonwealth » australien et, en 1907, l'Angleterre a décidé d'ériger la Nouvelle-Zélande en dominion indépendant.

CHAPITRE V

L'Afrique Australe

Lorsque l'Angleterre, en 1814, décida de garder la colonie du Cap dont elle s'était emparée au cours des guerres napoléoniennes, celle-ci comptait une vingtaine de mille hollandais, les Boers, qui l'occupaient depuis le milieu du XVIIe siècle. Le problème que le Colonial Office avait à résoudre était donc en un sens analogue à celui que la présence des Canadiens français posait dans l'Amérique du Nord. Mais à côté des Boers, en partie soumise par eux à l'esclavage, existait encore une population de deux millions d'indigènes de races et de conditions très diverses. Les « Hottentots » menaient l'existence pacifique de pasteurs nomades, mêlés au « Boshimans », peuplades inoffensives et dégradées, qu'ils avaient réduites en servage. Les « Caffres » étaient par contre une race guerrière venue du nord, et, parmi eux, les « Zoulous » surtout étaient dangereux.

Les gouverneurs anglais comprirent tout de suite qu'il leur fallait se protéger de ce côté. En 1819, 5.000 colons débarqués dans la baie d'Algoa fondèrent la province d'Albany à l'est de la colonie du Cap. Mais, à Londres, le gouvernement prêtait l'oreille aux conseils des missionnaires qui étaient tout à fait hostiles à une politique de conquête. Il fallait, à leur sens, gagner les indigènes par la douceur et les traiter en

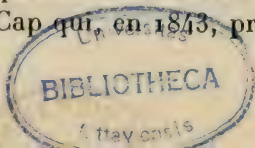
frères. Ils n'eûrent de cesse qu'ils n'eûssent arraché les Caffres aux « persécutions » des Anglais, et décidé le ministère à évacuer l'Adélaïde.

Les missionnaires ne jugeaient pas avec moins de sévérité la conduite des Boers à l'égard de leurs esclaves. Ils poussaient ceux-ci à se révolter, et finalement ils obtinrent, en 1833, l'abolition de l'esclavage. L'Angleterre devait indemniser les propriétaires, mais, outre que les sommes promises couvraient à peine la moitié de leur perte, la procédure instituée était si compliquée que la plupart des Boers ne réussirent pas à les obtenir.

Alors se produisit le « Grand Trek », l'exode des Boers qui, plutôt que de continuer à vivre sous les lois britanniques, préféraient fonder ailleurs de nouveaux foyers. On vit dix mille d'entre eux s'éloigner, la pipe aux lèvres et le fusil en bandouillère, marchant à côté des charriots qui traînaient leurs familles et leurs biens. Les uns s'arrêtèrent sur les rives de l'Orange; d'autres voulurent s'établir au Natal. Bientôt le roi des Zoulous y attira leur chef dans une embuscade; mais les Boers vengèrent sa mort en battant les Zoulous qui finirent eux-mêmes par assassiner leur roi, et le boer Pretorius fonda, en 1838, une république dont la capitale était Pietermaritzburg.

Son initiative déplut fort aux colons anglais qui avaient déjà pris pied sur la côte du Natal à Durban (Port Natal). Ils décidèrent la mère patrie à y envoyer des renforts. Après avoir essayé en vain de déloger les Anglais de cette position, une partie des Boers se résolut aussitôt à transporter ailleurs ses pénates. Les autres, avec Pretorius, firent leur soumission; mais une courte expérience les convainquit qu'il leur était impossible de vivre sous le joug des Anglais, et Pretorius, à son tour, reprit sa marche vers le nord.

Le gouverneur du Cap qui, en 1843, prononça l'an-



nexion du Natal, ne se tint pas encore pour satisfait. En 1848, il décida aussi d'étendre son autorité aux rives de l'Orange. Mais lord Grey, qui dirigeait à ce moment le Colonial Office comprît qu'une telle politique ne pourrait jamais mener à la paix. Sur son initiative des négociations s'ouvrirent avec Pretorius. Elles aboutirent, en 1852, à la convention de la Sand River, qui reconnaissait aux Boers la libre possession des territoires du Transvaal. Deux années plus tard, les Anglais qui au contact des Caffres et des Banditos de l'Orange n'avaient recueilli que des déceptions, se décidèrent par la convention de Bloemfontein à reconnaître l'indépendance de l'Etat d'Orange.

Au milieu du siècle, l'Afrique australe paraissait avoir achevé sa croissance. Entre les deux républiques boers du Transvaal et de l'Orange et les deux colonies anglaises du Cap et du Natal (car, en 1856, le Natal fut érigé en colonie distincte) un équlibre stable aurait peut-être pu s'établir. Les colonies bénéficièrent au moins d'une période de tranquillité.

Au Cap, de nouveaux arrivants avaient en peu de temps comblé le vide créé par le Grand Trek. Au Natal, où les Zoulous vaincus par Pretorius n'essayaient pas de reprendre les armes, l'afflux des immigrants fut tel que les colons y furent bientôt plus nombreux qu'au Cap, et l'emploi d'ouvriers hindous, remplaçant la main-d'œuvre insuffisante des indigènes, fit prospérer les plantations de sucre. Aussi l'Angleterre jugea-t-elle le moment venu d'établir dans les deux colonies un gouvernement représentatif, comprenant pour chacune d'elles un Conseil et une Assemblée, tous deux élus par le peuple. Le droit de vote était attaché à un cens électoral très modéré, sans distinction entre blancs et noirs (1853-1856).

L'Angleterre aurait voulu aller plus loin et donner déjà aux colonies des gouvernements responsables;

mais elle ne pouvait le faire aussi longtemps que, pour les protéger, elle devait y maintenir des troupes impériales. N'était-il pas possible de ménager avec les Boers une réconciliation complète qui lui permettrait de rappeler ses soldats?

Ce fut à sir George Grey, qui avait ses preuves en Australie et en Nouvelle-Zélande, qu'elle fit appel pour réaliser ce programme. Mais celui-ci proposa un plan plus audacieux qu'elle ne l'avait prévu. Grey comprit, dès ce moment, qu'il faudrait en venir à englober républiques et colonies dans une même fédération où chaque Etat jouirait d'une large autonomie.

Peut-être était-il trop tôt pour s'engager dans cette voie? Les Boers y étaient mal préparés; l'Angleterre pacifique ne voulait plus se mêler de leurs affaires, et les colons ne rêvaient au contraire que conquêtes à leurs dépens. En 1859, Grey découragé se retira. Mais quelques années plus tard, l'Angleterre, à bout de patience, annonça qu'elle allait retirer ses troupes et ne laisserait plus les colonies annexer de nouveaux territoires tant qu'elles n'auraient pas adopté le régime de gouvernements responsables. Les colons cédèrent et, en 1872, acceptèrent à contre cœur leur liberté.

Le ministère Gladstone, qui leur imposait cette réforme, aurait pu prévoir qu'après vingt années de paix une ère de troubles approchait. Les colonies trouvaient la prospérité de l'Orange dangereuse pour ses voisins, et l'anarchie qui régnait au Transvaal les inquiétait également. Dans les deux Etats elles pensaient qu'il était temps d'intervenir.

En 1871, à l'appel des Bassoutos que l'Orange menaçait, les Anglais avaient étendu sur ce pays leur protectorat. La même année on découvrait à Kimberley des mines de diamants dont l'Orange et le peuple des Grikhas revendiquaient à la fois la possession. Le gouvernement du Cap prit aussitôt parti pour ces derniers,

mais s'empressa d'étendre la suzeraineté britannique à leur territoire.

Entre temps les Boers du Transvaal semblaient de moins en moins capables de résister aux agressions de leurs voisins. Parmi eux les Zoulous, qui, sous un nouveau roi, redevenaient belliqueux, étaient les plus redoutables. Les colonies jugèrent que la faiblesse du Transvaal était un danger pour toute l'Afrique australe, et lord Beaconsfield, premier ministre, entra dans leurs vues.

Par son ordre un commissaire anglais vint s'établir au Transvaal sous le prétexte d'y mener une enquête, et brusquement il en décréta l'annexion (1877). Les troupes britanniques après une dure campagne réduisirent les Zoulous à l'obéissance et leur imposèrent un protectorat, mais elles eurent moins de succès en essayant d'administrer militairement le Transvaal. En 1880, Paul Krüger, patriote ardent et paysan adroit, prit les armes, et à Majuba Hill il infligea aux Anglais un sanglant échec (1881). Gladstone, qui venait de reprendre le pouvoir ne jugea pas devoir le venger; fidèle à ses convictions pacifiques il décida d'évacuer le territoire des Boers, et la convention de Pretoria reconnut leur indépendance (1881).

La décision de Gladstone était-elle sage? Au dire des Anglais, le Transvaal y vit un aveu de faiblesse, et l'incohérence de la politique britannique le poussa à étendre autour de lui sa puissance. Mais les colonies, d'autre part, prirent à tâche de refouler ses ambitions, et leur activité convainquit les Boers qu'elles suivaient un plan méthodique dont le but était de les étouffer.

En 1883, les Boers envahissaient le Bechunaland où depuis longtemps les missionnaires travaillaient à exciter contre eux les indigènes. Mais les Anglais ripostèrent en annexant une partie du pays et en étendant leur protectorat sur le reste. Les Boers tournèrent

alors les yeux vers le pays des Zoulous où ils entreprirent de former un république nouvelle. L'Angleterre s'y opposa de nouveau et transforma le Zoulouland en protectorat (1886).

A ce moment parut sur la scène l'énergique personnalité de sir Cecil Rhodes. Le « Napoléon du Cap » était condamné comme phtysique quand, à dix-huit ans, il arriva dans la colonie avec les premiers chercheurs de diamants. Devenu, en 1888, agent britannique dans le pays des Matabélés il obtint de leur roi l'engagement de ne pas céder de territoire à une puissance étrangère. L'année suivante il fondait une compagnie destinée à coloniser et exploiter la région s'étendant au nord du Transvaal. Le gouvernement britannique lui accordait une charte qui donnait le nom de Rhodésia à ce nouveau territoire.

L'avance anglaise vers le nord pouvait encore être arrêtée par les Portugais établis sur les côtes du Mozambique et de l'Angola. Mais le traité de 1891, en délimitant les frontières des deux colonies, obligea le Portugal à céder aux Anglais l'intérieur du continent. Les Matabélés, essayant trop tard d'échapper à la conquête, furent réduits à l'obéissance, et la compagnie se mit à pousser rapidement la voie ferrée jusqu'au Zambèze.

Les Boers se trouvaient dès lors encerclés, et, au même moment, la découverte de riches gisements d'or dans le Witwaterland, près de Prétoria, faisait pénétrer dans la république un flot d'aventuriers (1888). Une ville de plus de 150.000 habitants s'édifia rapidement à Johannesburg. En peu de temps les nouveaux venus, les « Uitlanders », devinrent plus nombreux que les Boers. Beaucoup plus riches, ils payaient les neuf dixièmes des impôts.

Sous le gouvernement patriarcal du président Krüger, le Transvaal refusa obstinément de leur accorder

les droits de citoyens. Les Boers ne voulaient pas être submergés par les immigrants. Mais ceux-ci se préparèrent à obtenir satisfaction par la force.

Ils y furent encouragés par Cecil Rhodes qui, continuant sa brillante carrière, était alors devenu premier ministre de la colonie du Cap. Il avait réussi à désarmer l'hostilité de la population d'origine hollandaise qui formait encore la moitié des habitants du Cap. Mais Rhodes avait en tête d'autres ambitions. Grand homme d'affaires, il présidait également la compagnie de Beers qui avait rapidement accaparé toutes les mines de diamants de Kimberley, et il avait encore acquis une place prépondérante dans l'exploitation du Witwaterland. L'homme d'Etat, pacifique et modéré au Cap, poursuivait en Rhodésia ses projets de conquête. Il avait formé le rêve grandiose d'ouvrir du Cap au Caire une voie aux soldats et aux commercants anglais.

A son instigation, le docteur Jameson, avec une petite troupe, franchit la frontière du Transvaal, comptant que les Uitlanders prendraient les armes à son appel. Son raid échoua piteusement. Capturé par les Boers, il fut remis entre les mains de la justice britannique (1896).

Le Gouvernement royal n'avait eu aucune part à ce complot, mais Chamberlain, qui occupait le ministère des colonies, voulut néanmoins obtenir pour les Uitlanders satisfaction. Il chargea sir Alfred Milner, en qualité de haut commissaire, de négocier avec Krüger. Le président offrit de reconnaître aux étrangers après sept ans de séjour la qualité de citoyen. Mais il ne croyait plus un compromis possible. L'Angleterre était alors entraînée par une vague d'impérialisme et ses troupes étaient déjà en route pour le Cap. En octobre 1899 Krüger prit l'initiative de lui déclarer la guerre,

et Steyn, président de la république d'Orange, fit cause commune avec lui.

La lutte fut beaucoup plus dure que les Anglais ne l'avaient prévu. Elle débuta pour eux par de sanglants échecs. Les Boers avaient pris l'offensive au Natal; sir Revers Buller tenta pour débloquer Ladysmith une offensive désastreuse. Près de l'Orange, les Boers étaient venus assiéger Kimberley, et lord Methuen, marchant à son secours, se fit battre à Magersfontein. L'Angleterre comprit alors qu'elle n'aurait pas la victoire sans y consacrer toutes ses ressources. Les volontaires s'offrirent en masse. Plus de 200.000 hommes s'embarquèrent, et lord Roberts, ayant Kitchener pour chef d'état-major, prit leur commandement.

En février 1900 le sort tourna. La cavalerie anglaise, conduite par sir John French, obligea par un mouvement tournant l'ennemi à lâcher Kimberley, tandis que Buller finissait à grand prix par dégager Ladysmith. En mai, l'Orange était conquise, et Roberts, pénétrant au Transvaal, occupait Johannesburg puis Prétoria, la capitale. L'avance de l'armée du Natal acheva la victoire. Le 1er septembre 1900, l'Angleterre proclamait l'annexion du Transvaal.

Les Boers n'avaient pu résister aux effectifs et surtout aux armements des Anglais; mais ils prolongèrent encore longtemps une guerre de surprises, de raids et d'embuscades. L'Europe se passionna pour les aventures de Cronje, l'un de leurs chefs, qui finit par être encerclé et contraint sous un déluge de fer de capituler à Paardeburg. Pour venir à bout des « commandos » ennemis, Kitchener couvrit le pays de blockhaus reliés par des fils de fer barbelés. Il enferma les femmes et les enfants dans des camps de concentration où beaucoup périrent. Les Boers furent enfin obligés de se soumettre.

Krüger s'était décidé à partir pour l'Europe où le

vieillard chercha inutilement à entraîner la France et l'Allemagne à le secourir. Ce fut donc avec les généraux boers que l'Angleterre finit par traiter. Le 31 mai 1902, ils signèrent la paix qui faisait d'eux des sujets britanniques.

Pendant ces sombres années, les Anglais avaient eu le temps de songer à l'avenir. Impitoyables jusqu'à la victoire, ils étaient prêts au jour de la paix à se montrer généreux. Le traité accorda aux Boers pour relever leurs fermes une somme de trois millions de livres. On leur facilita des emprunts. Leurs républiques devinrent des colonies de la Couronne, mais, au bout de cinq ans, elles eurent, comme les colonies anglaises, des législatures et des ministères responsables, et l'on vit le général Botha, l'un des héros de la résistance, diriger le Cabinet du Transvaal.

Il ne devait pas tarder à devenir même Premier Ministre de l'Afrique australe toute entière, car le dernier effet de la guerre sud-africaine fut de décider les colonies à former entre elles une « Union ».

Lord Milner en fut le principal artisan. Il obtint, en 1903, la conclusion d'une union douanière, et contribua beaucoup ainsi à gagner le Transvaal qui, pratiquant seul le libre échange, se voyait encerclé de voisins protectionnistes. En 1909, une Convention de délégués des colonies s'assembla au Cap, et l'acte créant l'Union sud-africaine, voté la même année, fut mis en vigueur en 1910.

L'Union se distingue des Fédérations établies dans les autres Dominions en ce que l'autorité suprême ne réside pas dans son texte constitutionnel, mais reste dans les mains de son Parlement; celui-ci peut annuler les décisions prises par les conseils des colonies et, à la majorité des deux tiers, amender la constitution commune.

L'Union, d'autre part, jouit d'une pleine indépen-

dance à l'égard de la mère patrie. Le gouverneur général qui la représente n'agit que par l'intermédiaire d'un Cabinet responsable devant deux Assemblées. Ces institutions libérales permettent aux Boers et aux Anglais de vivre côte à côte dans l'Union Fédérale. A l'égard des noirs, il n'existe pas de préjugé de couleur. Les 3 millions et demi de noirs et les 700.000 blancs qui, à la fin du XIX[e] siècle, habitaient l'Afrique australe, étaient égaux devant la loi; mais les conditions de fortune et d'instruction auxquelles était attaché le droit de suffrage, assurait encore aux blancs une grande majorité parmi les électeurs.

CHAPITRE VI

Les Possessions Anglaises en Afrique

L'EGYPTE

En dehors de leur domaine d'Afrique australe les Anglais ont pris pied en beaucoup de points de la côte africaine.

Ils avaient, dès le XVIIe siècle, établi des forts sur la Gambie (1662) et la Côte d'Ivoire (1661) pour alimenter le commerce de la traite. A la fin du XVIIIe siècle la colonie de Sierra Leone avait été, au contraire, fondée par une société philanthropique pour y recueillir des esclaves libérés (1787). La suppression de la traite (1807) et l'affranchissement des esclaves (1834) ont enlevé toute importance à ces établissements. Mais des missionnaires anglais entreprenaient, d'autre part, la colonisation du Lagos (1861), tandis que des marchands s'installaient aux bouches du Niger. La conférence qui réunit à Berlin (1885) les représentants des puissances intéressées dans le partage de l'Afrique, reconnut comme zone d'influence britannique le cours inférieur du fleuve, et, l'année suivante, le gouvernement accordait une charte à une société de capitalistes, la compagnie de la Nigéria, qui prit possession du delta. En concluant des traités avec une multitude de chefs indigènes elle étendit peu à peu sa domination jusqu'au Tchad. Le gouvernement jugea dès lors né-

cessaire de prendre sous sa protection un si vaste territoire. En 1900, la charte de la compagnie ne fut pas renouvelée, et son domaine fut partagé entre une colonie occupant la Nigéria du sud et un protectorat s'étendant sur la Nigéria du nord.

Si avantageuse que put être cette acquisition, l'Angleterre ne pouvait pas espérer faire de nouveaux progrès dans l'Afrique occidentale.

L'accord franco-anglais de 1899 qui avait écarté la France du Soudan égyptien, avait attribué à l'influence française le Soudan occidental. La France qui occupait le Sénégal, la Guinée, la Côte d'Ivoire et le Dahomey, étendait maintenant son autorité à l'intérieur du pays et venait d'unir ses diverses colonies en fondant le gouvernement général de l'Afrique occidentale (1895). Les possessions britanniques comme les colonies allemandes du Togo et du Cameroun se trouvaient désormais enclavées dans la grande colonie française.

Sur la côte de l'Afrique orientale, l'île de Zanzibar surveille l'une des principales voies de pénétration utilisées par les Arabes vers l'intérieur du continent. Aussi quand l'Allemagne jeta les yeux sur cette région, l'Angleterre intervint. Un traité attribua à l'Allemagne la partie sud de la côte où elle organisa la colonie de l'Afrique orientale allemande, mais réserva à l'Angleterre la partie nord avec l'île de Zanzibar. Une compagnie à charte, l'Ibea (Imperial British East African C°), s'était formée dès 1888 pour exploiter ce territoire. En 1895, elle avait poussé la ligne de ses établissements jusqu'aux rives du lac Victoria. Mais une gestion trop dispendieuse ne lui permit pas de faire les frais de la voie ferrée qu'elle se proposait de continuer. Le gouvernement reprit alors à son compte l'entreprise, et le chemin de fer partant de Monbaza aboutit, en 1901, à Port Florence sur le lac Victoria.

L'Angleterre atteignait ainsi le Haut Nil au moment

même où ses troupes remontant le fleuve venaient d'achever la conquête du Soudan égyptien.

C'est en 1882 que les Anglais avaient pris pied à Alexandrie, mais depuis le début du XIXe siècle ils avaient compris l'importance qu'avait pour eux l'Egypte comme étape avancée sur la route des Indes.

Après avoir expulsé l'armée française amenée par Bonaparte (1800), l'Angleterre avait assisté avec inquiétude aux progrès accomplis par Méhemet Ali. Le pacha qui gouvernait cette province de l'Empire ottoman, avait entrepris d'en faire le centre d'un nouvel empire. On a déjà vu l'histoire mouvementée de ses conflits avec le sultan et l'Europe. L'Angleterre l'empêcha d'étendre sa domination en Syrie, mais dut se résigner à lui voir fonder en Egypte une dynastie héréditaire. Avec l'aide d'officiers français il avait constitué une armée organisée à l'européenne. Il avait réussi, d'autre part, à rendre à la vallée du Nil son ancienne prospérité. Depuis la conquête musulmane les travaux d'irrigation étaient tombés dans l'abandon, et la population des fellahs acceptait avec inertie la servitude et la misère. Méhemet en profita pour accaparer à son profit l'exploitation du pays. Il s'empara de tous les titres de propriété, se chargea seul de produire et de vendre la récolte. Il introduisit la culture du coton et, tout en accumulant entre ses mains une énorme fortune, il s'occupa aussi de relever et d'instruire ses sujets. Des conseillers français l'aidèrent à organiser toute une hiérarchie d'écoles populaires et supérieures, tandis qu'une mission accueillait à Paris l'élite des jeunes égyptiens.

Son œuvre fut continuée par son fils Saïd et son petit-fils Ismaïl, et celui-ci adopta le projet audacieux du consul de France, Ferdinand de Lesseps : la percée sur 157 kilom. de l'isthme de Suez. Ce fut une entreprise française. Les capitaux furent fournis par la

France et l'appui tenace de Napoléon III déjoua les intrigues de l'Angleterre qui mit tout en œuvre pour arrêter les travaux. Le canal commencé en 1859 put être inauguré en 1869 par l'impératrice Eugénie.

L'Angleterre voyait ainsi s'ouvrir une nouvelle route menant aux Indes, de moitié plus courte que l'ancienne. L'Egypte, qui en tenait la clef, semblait en passe de conquérir son indépendance tout en restant largement ouverte à l'influence française. Ismaïl avait renoncé au monopole établi par son aïeul et rendu aux propriétaires leurs terres. Il recevait du sultan le titre de Khédive avec le droit d'entretenir des relations directes avec les puissances étrangères. Celles-ci consentaient à supprimer les tribunaux consulaires établis par les Capitulations.

Mais, orgueilleux de son succès, Ismaïl menait d'autre part une existence de luxe effréné et, malgré sa richesse, ses finances se trouvèrent vite embarassées. Des emprunts successifs, émis en France et en Angleterre, ne réussirent pas même à subvenir à ses prodigalités. Le khédive se décida, en 1875, à vendre les 176.000 actions de la Compagnie de Suez qu'il possédait. On a vu que Disraéli s'empressa de les acheter. L'année suivante les rentes de la dette égyptienne cessèrent d'être payées. La France et l'Angleterre, pour sauvegarder les intérêts de leurs nationaux, instituèrent alors une « Commission de la Dette » qui prit la direction des finances égyptiennes, et le pays se trouva soumis à un condominium franco-anglais.

L'établissement d'un contrôle étranger suscita un mouvement nationaliste de protestation dont le chef fut le colonel Arabi. En 1882, l'effervescence aboutit au pillage et au massacre des Européens d'Alexandrie. Une intervention franco-anglaise paraissait inévitable. Mais la politique coloniale de J. Ferry était en France très impopulaire et, plutôt que d'engager nos forces

au loin, le Parlement voulait les garder en Europe où une attaque allemande restait à craindre. Le ministère Freycinet n'osa pas prendre part à l'expédition que le gouvernement britannique préparait. La France laissa les Anglais bombarder Alexandrie, écraser l'armée d'Arabi à Tell-et-Kébir et occuper le Caire (1882).

La cour de Londres avait déclaré qu'elle n'envisageait qu'une occupation provisoire, mais elle restait seule juge de sa durée, et, depuis lors, la France essaya vainement de la décider à y mettre fin. Elle chercha enfin à rouvrir la question d'Egypte par l'envoi de la mission du capitaine Marchand qui, partie du Congo, vint, en 1899, occuper Fachoda sur le Haut-Nil. Mais l'Angleterre exigea sa retraite et se montra résolue à la guerre pour l'obtenir. La France céda. Marchand fut rappelé, et l'accord qui nous permit d'étendre notre activité en Afrique occidentale, laissa l'Angleterre maîtresse de la vallée du Nil. L'influence financière et morale de la France restait grande en Egypte où elle détenait plus de la moitié des titres et continuait à entretenir de nombreuses écoles. Mais, en concluant l'entente cordiale (1904), elle se résigna à l'abandon définitif de ses prétentions sur le pays.

L'Angleterre y avait rapidement institué un régime de protectorat dont le promoteur et le chef fut pendant vingt-cinq ans sir Evelyn Baring (lord Cromer). Une constitution, établie en 1883, organisa à côté du khédive un ministère, un conseil législatif nommé par lui et une assemblée élue par la population. Mais une armée de fellahs, encadrés d'officiers britanniques, fut placée sous le commandement d'un général anglais portant le titre de sirdar. Des agents anglais s'emparèrent de la direction des services administratifs. Ils remirent les finances en ordre et, dès 1893, commencèrent l'amortissement de la Dette. Ils déve-

loppèrent la fertilité du sol par de grands travaux dont le plus notable fut le barrage d'Assouan sur le Haut-Nil (1899).

Après avoir occupé l'Egypte, les Anglais furent entraînés à remonter le fleuve. Déjà Méhemet Ali avait conquis le Soudan et pris Khartoum au confluent du Nil blanc et du Nil bleu. Mais, à l'époque de la faillite d'Ismaïl, les Derviches du Soudan se soulevèrent à l'appel d'un prophète nègre qui se disait le « Madhi » (l'envoyé de Dieu). Il prêcha la guerre sainte contre les Anglais. Le colonel Gordon, assiégé dans Khartoum, ne put pas être secouru à temps. La ville fut prise d'assaut et ses défenseurs massacrés (1885). Pendant dix ans, l'Angleterre se tint alors sur la défensive. Puis, l'armée égyptienne commandée par le sirdar Kitchener reprit l'offensive. Elle s'avança lentement, assurant sa marche par la construction de routes et de voies ferrées. La défaite des Derviches à Omdurmam, en face de Khartoum, acheva, en 1898, la soumission du Soudan. Le pays fut placé sous l'autorité commune de l'Angleterre et de l'Egypte, et la conquête du Soudan « anglo-égyptien » ne permit plus de douter que les Anglais resteraient maîtres de la vallée du Nil.

A la fin du siècle le rêve du « Cap au Caire » était presque réalisé et seule la colonie de l'Afrique orientale allemande empêchait l'Angleterre d'unir ses possessions du sud et du nord de l'Afrique. Elle tenait d'autre part solidement la nouvelle route des Indes.

CHAPITRE VII

L'Inde

Avec la naissance des dominions l'extension de l'autorité britannique aux 277 millions d'habitants qui peuplaient, en 1901, la péninsule de l'Inde est le fait le plus important de l'histoire de l'Empire au XIXe siècle. Depuis le tratié de Paris (1763) la compagnie anglaise des Indes orientales avait pris son essor sous les gouvernements de R. Clive et de W. Hastings. Mais à la fin du XVIIIe siècle, en dehors de la province de Bengale, elle n'avait encore fondé des établissements que sur la côte des Circars, à Madras et à Bombay. L'île de Ceylan, enlevée en 1795 aux Portugais, formait une colonie de la Couronne qui jusqu'à nos jours est restée séparée du gouvernement de l'Inde.

La vraie conquête commença pendant les guerres napoléoniennes pour combattre la propagande française, et le marquis de Wellesley en fut le promoteur. Il obligea le roi, du Deccan à licencier son armée, battit le souverain du Mysore, Tippu Sahib, qui fut tué en défendant sa capitale et remplacé par une dynastie obéissante. Avec ces deux états, le Tanjore et le Cranatic, les Anglais s'établirent solidement dans la Présidence de Madras.

Wellesley intervint, d'autre part, dans les querelles qui mirent aux prises entre eux les Mahrattes, féodalité militaire dont les membres avaient formé

dans le centre de l'Inde un groupe de petits états. La compagnie qu'inquiétait l'activité conquérante de son gouverneur décida son rappel, mais le marquis de Hastings, son successeur, acheva son œuvre. Un soulèvement général des Mahrattes l'amena, en 1818, à leur imposer le protectorat angais, que leurs voisins du Radjputana prirent alors l'initiative de demander aussi. Le chef de la confédération des Mahrattes, le Peshva, fut déposé et l'annexion de Poona, son territoire, suivant celle de Surat opérée par Wellesley, fortifia la domination anglaise au nord de Bombay.

Mais le principal centre de la compagnie était encore au Bengale. Ses gouverneurs ne se proposèrent, d'abord, que d'en protéger les frontières. Le sultan d'Oudh, ami des Anglais, avait par une administration déplorable laissé tomber son royaume dans une dangereuse anarchie. Wellesley décida d'annexer une partie de son territoire et d'imposer dans le reste une politique de réformes. Une invasion des Gurkas du Népal, pénétrant jusqu'aux rives du Gange, amena lord Hastings à s'emparer de Simla. Enfin, lord Amhurst eut à s'occuper des Birmans qui, depuis qu'ils avaient conquis l'Assam, étaient devenus menaçants. Une longue campagne leur enleva, en 1828, cette province.

Douze années de paix séparèrent alors les débuts de la conquête d'une nouvelle période d'expansion. Ce fut, cette fois, dans la région de l'Indus que l'Angleterre étendit son influence. Si l'autorité du Grand Mogol y était devenue négligeable, les Sikhs avaient formé dans le Pendjab une puissance redoutable, et dans le Sind existait une féodalité vassale de l'émir d'Afghanistan. Celui-ci, Dost Mohammed, semblait disposé à servir les ambitions de la Perse et de la Russie qui venaient de conclure avec lui une alliance (1837).

Le gouverneur de la compagnie, lord Auckland, estima qu'une prompte riposte était nécessaire. Il fit occuper à Kahel et Kandahar les passages de la montagne. Dost Mohammed fait prisonnier, fut remplacé par un émir docile aux Anglais. Mais cette politique suscita une révolte des Afghans. Le conseiller anglais qui avait été placé près du nouvel émir fut assassiné, et lord Auckland, découvrant trop tard que ses troupes étaient en péril, ordonna la retraite. Elle s'acheva en désastre. Une colonne anglaise de 5.000 soldats qui avait quitté Kahel en décembre 1841, périt toute entière. Il fallut évacuer aussi Kandahar et se résigner à laisser Dost Mohammed reprendre le pouvoir.

Une courte expédition libéra les Anglais qui avaient été retenus en otages, mais ne suffit pas à relever le prestige de la compagnie auprès des peuples de l'Indus. La promptitude de sir Charles Napier réussit à prévenir la révolte du Sind dont les chefs se reconnurent vassaux de la compagnie; mais pour réduire le Pendjab il fallut deux guerres sanglantes. Les Sikhs y avaient mis sur pied, avec l'aide d'officiers européens, une armée de 60.000 hommes qui, en 1845, prit l'offensive. Le général Gough dut livrer trois batailles très dures avant de pouvoir arrêter les envahisseurs. Un dernier combat les décida à la retraite et même à accepter le protectorat anglais. Mais ils ne se tenaient pas pour battus et, en 1848, renouvelèrent leur attaque. Gough, d'abord vaincu, obtint finalement un succès décisif à Gujerat où l'artillerie anglaise écrasa l'armée ennemie. En 1849, lord Dalhousie proclama l'annexion du Pendjab. Sir Henry Lawrence et son frère John allaient en peu de temps réussir à pacifier le pays et à transformer les Sikhs en sujets loyaux de la compagnie.

Lord Dalhousie sortit de cette lutte persuadé qu'il fallait pratiquer une politique rigoureuse de conquêtes

Il eut tout de suite l'occasion de l'appliquer en Birmanie où les marchands anglais étaient exposés à de continuelles vexations. En 1851-52, une campagne ouvrit au commerce le cours de l'Irawaddi et conquit la province du Pegu où le port de Rangoon allait prendre un rapide essor.

Plus critiquable fut la décision par laquelle Dalhousie, voulant mettre fin à l'anarchie qui persistait dans l'Oudh, en décréta brusquement l'annexion (1856). Le sultan de Lucknow était un souverain cruel et corrompu, mais s'était toujours montré l'allié des Anglais, et sa déposition brutale inquiéta les autres princes qui avaient de même fidèlement servi la compagnie.

Lord Dalhousie les irrita davantage en déclarant que l'héritage de toutes les dynasties qui viendraient à s'éteindre échoirait à la compagnie. C'était méconnaître la pratique courante des adoptions. D'après ce principe lord Dalhousie mit la main sur plusieurs états mahrattes, et osa même annoncer que le vieil empereur mogol n'aurait pas de successeur.

Cette politique contribua à provoquer la crise violente dans laquelle, un an après son départ (1856), tout l'édifice de la colonisation britannique faillit s'écrouler. Les causes de la révolte de 1857 sont pourtant nombreuses et complexes. Ce fut une explosion de fanatisme indigène contre l'envahissement d'une civilisation étrangère, la construction de voies ferrées, la mise en vigueur d'une législation contraire aux usages consacrés, contre la propagande parfois indiscrète des missionnaires chrétiens. Peut-être la Russie qui sortait de la guerre de Crimée n'y fut-elle pas non plus étrangère. En tout cas l'incident qui fit éclater la révolte fut la distribution aux soldats de cartouches enduites de graisses de porc et de vache,

animaux sacrés pour les brahmanes comme pour les musulmans.

Le mécontentement des Hindous n'aurait pas été dangereux s'il ne s'était propagé dans les rangs des soldats. Les troupes qui occupaient l'Inde étaient en grande majorité recrutées dans le pays. L'armée comptait plus de 300.000 soldats indigènes, les « cipayes », et seulement 30.000 européens. Les officiers britanniques dont beaucoup étaient âgés et routiniers, vivaient à l'écart de leurs hommes. De nombreux actes d'indiscipline ne suffirent pas à leur ouvrir les yeux. Aucune mesure de précaution n'avait été prise lorsque, le 10 mai 1857, les régiments casernés à Meerut se soulevèrent, massacrant leurs chefs, et, sans être poursuivis, allèrent s'emparer de Delhi où ils se fortifièrent.

L'insurrection se répandit presque aussitôt dans la plaine du Gange. Le Pendjab que gouvernait sir John Lawrence ne bougea point. Dans le sud, le Nizam resta loyal; Madras et Bombay ne furent pas inquiétés. Mais l'Oudh devint la proie des révoltés, et le Bengale, qui se trouvait démuni de troupes anglaises, fut en grand péril.

Le gouverneur, lord Canning, qui s'était laissé surprendre, ne perdit point son sang-froid. Evitant les violences inutiles il se hâta de rassembler des renforts. Mais l'énormité des distances ne permit pas une prompte répression.

Entre temps, à Cawnpore, la garnison anglaise assiégée par Nana Sahib, le fils adoptif du Peshva, capitula sur la promesse qu'elle pourrait s'embarquer pour rentrer au Bengale. Mais les soldats furent massacrés; les femmes et les enfants enfermés dans une étroite prison, y furent ensuite mis à mort.

A Lucknow, sir Henry Lawrence périt en défendant la résidence au milieu de la ville en révolte, et ses

compagnons y soutinrent un long siège jusqu'à l'arrivée de Havelock qui, au prix d'efforts héroïques, parvint en novembre à les secourir. La petite armée restée devant Delhi s'y maintint dans des retranchements improvisés, et l'arrivée de troupes venues du Pendjab lui permit, en septembre, d'attaquer la ville. Elle y pénétra par trois brèches et, rues par rues, réussit à s'avancer jusqu'aux palais du Mogol.

Après la prise de Delhi et la délivrance de Lucknow une résistance sporadique se prolongea encore pendant plus de six mois. Nana Sahib fut enfin traqué dans les montagnes du Népal où il disparut mystérieusement. Dans le sud, les soldats de Madras et de Bombay vinrent à bout de la Rhani du Yhansi, l'un des états mahrattes dont Dalhousie avait prononcé l'annexion. La princesse fut tuée en chargeant à la tête de ses dernières troupes (juin 1858).

De cette crise, les Anglais tirèrent la leçon qu'un si vaste empire ne pouvait plus être gouverné par une compagnie de commerçants. Le Parlement par l'acte de 1858 transféra les possessions et les privilèges de la compagnie à la Couronne. Les affaires de l'Inde furent confiées à un secrétaire d'état, membre du Cabinet, et une proclamation de la Reine annonça aux Hindous qu'ils seraient désormais gouvernés en son nom par un vice-roi. Elle promettait d'observer tous les engagements pris par la compagnie, de ne pas porter atteinte aux honneurs et privilèges des princes hindous et de respecter les croyances religieuses de ses sujets.

L'Angleterre avait alors la ferme intention de ne pas étendre davantage ses possessions dans la péninsule. Elle se trouva pourtant entraînée dans le dernier quart du siècle à reprendre une politique de conquêtes. Malgré les conseils de sir John Lawrence qui fut l'un des premier vice-rois, malgré l'opposition de

Gladstone, elle se rangea à l'avis de lord Beaconsfield qui recommandait de donner à l'Inde une frontière scientifique. Les progrès de la colonisation russe l'y décidèrent.

En Afghanistan Sher Ali, fils de Dost Mohammed, s'était d'abord montré favorable aux Anglais. Il attendait d'eux qu'ils le protègent contre les ambitions des Russes. Mais l'Angleterre refusa longtemps de s'engager à le soutenir et découragea ses avances. Ce fut seulement lorsque Beaconsfield eut repris le pouvoir et qu'une crise balkanique l'eut mise aux prises avec la Russie que l'Angleterre à son tour rechercha son alliance. Il était trop tard. L'émir avait désormais tourné ses regards du côté russe et refusa de laisser s'établir une mission britannique à Caboul. Le vice-roi, lord Lytton, qui partageait les vues impérialistes du Premier Ministre, décida de l'y contraindre. Ses troupes envahirent l'Afghanistan, et Sher Ali s'enfuit au Turkestan. Il y mourut bientôt sans avoir pu décider la Russie, devenue pacifique après le Congrès de Berlin, à embrasser sa cause. Les Anglais installèrent auprès de son fils Jakub Khan un conseiller politique.

L'opposition parlementaire avait prédit que cette expédition aurait le même sort que la précédente, et la suite des événements lui donna raison. Bientôt les Afghans se soulevèrent, et le conseiller anglais fut tué sans que Jakub Khan eût cherché à le protéger. Il fallut que les troupes anglo-hindoues reprennent le chemin de Caboul. Une dure campagne où l'habileté du général Roberts évita seule un désastre, aboutit à la punition des assassins et à l'envoi de Jakub Khan, prisonnier, aux Indes. Mais Gladstone, reprenant à ce moment le pouvoir, ne voulut pas ratifier cette politique de conquête. Il évacua l'Afghanistan et se contenta d'établir le protectorat anglais sur le Bélouchis-

tan, en maintenant des troupes dans le passage de Bolan qui conduit à Kandahar.

Un neveu de Sher Ali, Abdur Rahman, s'établit alors sur le trône de Caboul; son astuce et son énergie en décourageant les ambitions de ses voisins, servit la politique d'abstention de Gladstone. Mais à la fin de son ministère une nouvelle avance des Russes faillit obliger le vieillard pacifique à la guerre. Après s'être emparés de Khiva (1873), les Russes s'avançèrent, en 1884, jusqu'à Merv sur la frontière nord de l'Afghanistan. Les protestations de l'Angleterre décidèrent heureusement le tzar à conclure un accord qui délimita la frontière (1885-87).

La colonisation russe en Turkestan restait pourtant une menace pour l'Inde. Le chemin de fer transcaspien s'avançait jusqu'à Merv et, par Samarkand et Tachkent, se rattachait au réseau européen. En 1892, les troupes russes occupaient le Haut-Pamir. L'Angleterre riposta en étendant son protectorat sur le Petit-Pamir et en occupant la passe de Tchitral qui mène du Pamir au Pendjab (1895). Elle surveillait en même temps l'effort des Russes au Thibet où une expédition anglaise allait, en 1904, pénétrer jusqu'à Lhassa. La mort d'Abdur Rahman décidait d'autre part le vice-roi, lord Curzon, à créer une « province frontière de l'ouest » destinée à couvrir la région de l'Indus.

A la fin du siècle, l'Angleterre avait réussi à écarter l'influence russe de l'Afghanistan. Il n'en était pas de même en Perse où les agents du tzar étaient en train de mettre la main sur les finances, les douanes et l'armée. Mais la formation de la Triple Entente permit, en 1907, de mettre fin à la rivalité anglo-russe en Asie par un accord qui divisa la Perse en deux zones d'influence. L'Angleterre abandonna à sa rivale la plus grande partie du royaume, mais se réserva la ré-

gion qui commande le détroit d'Ormuz, nécessaire pour assurer la sécurité de l'Inde.

L'établissement de la France au Tonkin avait, entre temps, décidé l'Angleterre à achever la conquête de la Birmanie. En 1886, le roi de Birmanie fut déposé, et l'annexion de ses territoires étendit les possessions britanniques jusqu'au Mékong.

L'Angleterre était ainsi parvenue à écarter toute menace d'invasion de l'immense empire qu'elle s'était réservé. Il lui fallait, en outre ,développer ses ressources et transformer les princes et les peuples qui l'habitaient en sujets loyaux de la Couronne.

Depuis 1853 la voie ferrée avait fait son apparition dans la péninsule et, un demi-siècle plus tard, elle s'y étendait sur près de 50.000 kilomètres, traversant toute la plaine du Gange pour pénétrer jusqu'à Kandahar. De vastes travaux d'irrigation avaient fertilisé la région du nord-est où les pluies sont insuffisantes. L'Angleterre n'avait pu maîtriser le fléau de la famine qui, en 1899, fit encore quatre millions de victimes. Par l'irrigation, les progrès des transports, la fondation d'une caisse de secours elle en avait au moins atténué les ravages.

L'agriculture se développait, faisant de l'Inde, en dehors des périodes de crises, l'un des grands pays fournisseurs de riz, de blé, de jute et de coton; en outre l'industrie textile avait commencé à prospérer dans la région de Bombay.

L'Angleterre avait, dès 1854, entrepris d'instruire la population par l'organisation d'un enseignement primaire. Cependant, à la fin du siècle, les écoles n'attiraient encore qu'une petite partie de la population et l'instruction donnée à l'élite dans les Universités resta insuffisante jusqu'à la réforme de lord Curzon en 1904.

Aussi l'Angleterre n'osait-elle pas encore associer les

indigènes à l'œuvre du gouvernement. Le régime institué après la suppression de la compagnie fut à peine modifié jusqu'à la fin du siècle. Si, en 1876, la reine Victoria fut proclamée Impératrice des Indes, elle ne devint pas souveraine d'un empire indépendant. Le gouvernement resta entre les mains de fonctionnaires anglais. Le vice-roi qui le dirigeait était assisté d'un conseil exécutif de cinq ministres et d'un conseil législatif qui ne comprenait qu'un petit nombre de membres, tous dirigés par lui. Celui-ci n'avait d'ailleurs qu'une compétence consultative. Les cinq provinces (Bengale, Madras, Bombay, Pendjab et Nord-Ouest) avaient une organisation analogue.

Les hindous n'intervenaient qu'aux premiers échelons de l'administration locale. L'Angleterre avait respecté le groupement de la population, en grande majorité rurale, en villages en organisant des conseils de canton et d'arrondissement en partie élus. Si les indigènes avaient accès aux postes inférieurs de l'administration, tous les hauts fonctionnaires étaient recrutés par un concours qui avait lieu en Angleterre. Ils étaient anglais et vivaient à l'écart de la population.

Celle-ci commençait à réclamer le droit de se gouverner elle-même. Ses vœux s'exprimaient par la presse et par un Congrès national qui, depuis 1884, réunissait chaque année l'élite de ses représentants. Elle demandait, d'une part, des libertés politiques. De l'autre, elle estimait que l'Angleterre était moins occupée de l'enrichir que de l'exploiter. C'est l'Inde qui faisait les frais de l'armée et des expéditions entreprises pour consolider ses frontières. L'Angleterre, enfin, se montrait jalouse de ses progrès industriels et ne voulait pas lui permettre d'opposer une barrière douanière à l'invasion des cotonnades du Lancashire.

La naissance de ce mouvement nationaliste indiquait que le problème de la colonisation de l'Inde

était encore loin d'être résolu. Les 80.000 Anglais qui l'occupaient ne maintenaient leur autorité sur une population de 277 millions d'indigènes qu'en opposant les musulmans aux hindous, en profitant des divisions de races et de religions. Ils ne pouvaient, cependant, éviter plus longtemps de les faire participer au gouvernement de leur empire.

CHAPITRE VIII

Le lien de l'Empire

Au début du xxe siècle, l'empire britannique occupant 29 millions de kilomètres carrés, groupait environ 320 millions d'habitants. L'Inde et la Birmanie en avaient à elles seules près de 280. La population d'origine européenne était d'une dizaine de millions. Aux races et aux types de civilisation les plus variés la Grande-Bretagne avait appliqué des méthodes de colonisation différentes. Les cinq dominions avaient obtenu une entière indépendance. L'Inde formait un empire dans l'Empire, dépendant d'un ministère particulier et prenant lui-même à sa charge l'administration des postes militaires d'Aden et de Périm. L'île de l'Ascension et le port de Wei-Hai-Wei relevaient directement de l'amirauté britannique. Certains protectorats comme celui de la côte des Somalis dépendaient du Foreign Office. L'Angleterre avait eu recours à des compagnies à charte pour s'emparer de la Nigéria, de la Rhodésia, de l'Afrique orientale, et une société semblable subsistait à Bornéo. L'autorité du ministère des colonies s'étendait aux « colonies de la Couronne »; mais toutes n'avaient pas la même organisation. Dans trois d'entre elles le gouverneur exerçait seul le pouvoir législatif (Gibraltar, Saint-Hélène et l'île Labouan). D'autres avaient un conseil législatif entièrement nommé par la Couronne (la Nouvelle-Guinée, Ceylan, les îles Falkland, Fidji, les

Seychelles, Hong-Kong, les colonies de la côte ouest de l'Afrique, la plupart des Antilles et le Honduras). Ailleurs, il y avait un conseil législatif en partie élu par la population (Malte, la Guyane, l'île Maurice, les îles Bahamas, les îles Bermudes, la Jamaïque, la Barbade et les îles Sous-le-Vent).

Dans le développement de cet empire au XIXe siècle l'un des traits les plus frappants avait été le rayonnement des libertés anglaises répandues par les six millions d'émigrants qui quittèrent les Iles Britanniques. Leur nombre fut surtout considérable vers 1820 et après 1870. Dans le premier cas, ce furent le rétablissement de la paix et la baisse des céréales, dans le second, l'attrait des mines d'or et la concurrence agricole des pays neufs qui précipitèrent les départs. Non moins remarquable est l'effort fait par la Grande-Bretagne pour maintenir et resserrer l'unité de l'Empire. Il apparaît dans les stations navales, dépôts de charbon et points d'attache pour leurs câbles, que les Anglais ont établis sur les routes maritimes du monde.

Sur la route des Indes on les trouve au promontoire rocheux de Gibraltar et à l'île de Malte, à l'endroit où la Méditerranée se resserre entre la Sicile et l'Afrique. Chypre, qu'ils ont occupée depuis le traité de Berlin (1878), surveille les côtes voisines du canal de Suez, tandis qu'à la sortie de la mer Rouge ils tiennent la baie d'Aden (1838) et l'îlot de Périm (1857).

Par Zanzibar, les Seychelles, l'île Maurice, leurs vaisseaux sillonnent l'Océan Indien jusqu'au Cap. Dès 1819, ils se sont rendus maîtres du détroit de Malacca en fondant un grand port et l'un des principaux entrepôts du monde à Singapour. Pour plus de sûreté, ils se sont fait céder par la Holande Malacca, et ils ont groupé sous leur protectorat les états malais de la péninsule (1875).

Après s'être établis, en 1846, à l'île Labouan, ils ont, en 1878, organisé une compagnie à charte qui a pris possession du nord de Bornéo.

En Extrême-Orient, ils ne se sont pas contentés d'imposer à la Chine l'ouverture de ses ports, ce qui leur a permis de fonder à Changhaï une importante « concession ». Ils se sont fait attribuer l'île de Hong-Kong (1842) dans une position merveilleuse en face de Canton. Sa rade est devenue la porte de sortie de la Chine du sud, le port de transit le plus important du monde, et Victoria, ville de 300.000 habitants, est le centre des principales sociétés financières qui exploitent les ressources de la Chine.

Dans le nord du Pacifique, les Anglais ne possèdent pas de stations navales, sauf Weï-Haï-Weï. Ce sont les Etats-Unis qui occupent les Hawaï, et le canal de Panama est la voie maritime qui échappe à l'emprise anglaise. Mais l'Angleterre domine le Pacifique méridional où par la Nouvelle-Guinée, par Thursday-Island dans le détroit de Torres, elles commande la route entre l'Australie et l'Europe, tandis que les îles Fidji et Tonga servent de relais entre l'Australie et le Canada.

Dans l'Océan Atlantique, les îles Falkland surveillent la route du cap Horn; l'Ascension et Sainte-Hélène la route directe du Cap; Walfish-bay et les possessions britanniques de la côte de Guinée la bordure occidentale du continent africain. L'Angleterre a conservé les anciennes lignes de communication entre les Indes occidentales et l'Amérique du nord. Ses vaisseaux y trouvent un abri dans les eaux tranquilles qu'entourent les récifs coralligènes des Bermudes.

Toutes les possessions de la Couronne ont été reliées entre elles par un réseau de câbles télégraphiques. Les Anglais ont voulu que ceux-ci ne touchent que des terres britanniques, et au début du XIX[e] siècle

ils avaient presque achevé leur œuvre. De Valentia (Irlande) douze lignes s'élancent vers le Canada. A travers le Pacifique une « all British line » unit, depuis 1902, Vancouver à la Nouvelle-Zélande et à l'Australie. De l'Angleterre au Cap les Anglais n'ont voulu se fier qu'à leur fidèles alliés les Portugais. A la ligne qui suit la côte d'Afrique, ils en ont ajouté une autre qui, de Lisbonne, franchit l'Océan par l'Ascension et Sainte-Hélène (1901). Les communications directes avec l'Inde traversent l'Europe et la Turquie d'Asie; mais, dès 1870, une ligne méditerranéenne a été établie, dont tous les relais sont entre les mains des Anglais. Avec l'Australie, le câble britannique doit passer en teritoire hollandais à Java, mais, depuis 1901, un câble joint aussi l'Australie à l'Afrique australe.

En même temps, la voie ferrée perçait de part en part les masses continentales de l'Empire. Celle de l'Afrique australe s'avançait, en 1902, du Cap, par Salisbury, jusqu'à Bénia à 3.400 kilomètres au nord. Celle de l'Afrique orientale reliait le Haut-Nil à Mombana, tandis que la voie égyptienne suivait l'avance du sirdar Kitchener au Soudan. Du Saint-Laurent à Vancouver la ligne du Canadian Pacific (1880-1886) traçait à travers le continent américain « la route la plus courte autour du monde ».

L'établissement de communications rapides a beaucoup fait pour aider les Anglais à prendre conscience de l'unité de l'Empire. Vers 1860, les libéraux étaient encore résignés à voir leurs colonies se détacher peu à peu de la mère-patrie comme tombe de l'arbre un fruit mûr. Mais, aux partisans de la « petite Angleterre » sir Charles Dilke montra, en 1868, le rêve d'une « greater Britain ». Les livres de Seeley (The expansion of England, 1884), et de Froude (Oceana,

1886), les vers de Kipling le propagèrent, et Chamberlain entreprit de le réaliser.

La doctrine impérialiste prenait aux yeux des Anglais trois aspects distincts : militaire, politique et économique.

La nécessité d'une défense commune pouvait resserer les liens de l'Epmire. La mère-patrie qui en avait assumé tous les frais, désirait que les colonies en prennent maintenant une part à leur charge. Celles-ci avaient alors, on l'a vu, grand besoin de sa protection. La puissante expansion des Etats-Unis inquiétait le Canada; l'Afrique australe avait besoin des Anglais pour dominer les Boers, et l'Australie ne se sentait plus en sécurité dans le Pacifique. Aussi les dominions envoyèrent-ils volontiers leurs contingents combattre avec les Anglais au Soudan et au Transvaal. Ils se refusèrent pourtant à promettre une contribution régulière aux dépenses de la flotte impériale, se réservant de créer eux-mêmes leurs forces militaires, et consentirent seulement à laisser l'état-major britannique préparer des plans pour coordonner leurs efforts.

A Londres, en 1887, puis de nouveau en 1897 et 1902, se réunissaient des conférences impériales. Etait-ce le début d'un gouvernement impérial? Verrait-on se former un Parlement où les députés des dominions siégeraient à côté de ceux de la Grande Bretagne? et serait-il possible d'instituer un Cabinet de l'Empire? Les dominions n'étaient nullement disposés à abdiquer entre ses mains une partie de leur indépendance. Ils obtinrent, au contraire, que les conférences impériales, au lieu d'être présidées par le ministre britannique des colonies, le fussent par le Premier ministre, et devinssent une réunion des différents « Premiers » délibérant entre eux en égaux et restant soumis au contrôle de leurs divers Parlements. Ils sup-

portaient même avec impatience de n'avoir pas de diplomates accrédités dans les pays étrangers et de laisser le « Foreign Office » parler au nom de l'Empire. Le seul lien constitutionnel qu'ils acceptassent sans restriction était celui de la Couronne, qui se faisait représenter dans chacun d'eux par un gouverneur général.

Au début du xxe siècle, c'est un impérialisme économique qui paraissait avoir le plus de chances de succès. Le libre échange avait maintenant perdu de sa force d'expansion. Depuis 1870 la France (1877), l'Allemagne (1878), l'Autriche (1882), l'Italie (1887) y avaient renoncé, tandis que les Etats-Unis haussaient les murailles de leur tarif douanier. Les dominions eux-mêmes qui étaient devenus maîtres de leurs tarifs, avaient imposé des droits prohibitifs (40 %) à beaucoup de produits anglais. Le règne de l'industrie britannique était passé. Elle luttait en tous cas difficilement contre les outillages perfectionnés dont disposaient l'Allemagne et l'Amérique. Les exportations britanniques qui, en 1872, étaient de 6.400 millions de francs baissaient à 4.800 millions en 1879, et jusqu'à la fin du siècle ne regagnaient pas le terrain perdu. Le prestige du libre échange était trop grand pour qu'on osât d'abord le combattre ouvertement. Mais, vers 1881, s'était dessiné un mouvement en faveur d'un « fair trade », d'un régime qui n'accorderait le bénéfice du libre échange qu'aux seuls pays dont le marché resterait ouvert aux Anglais.

Son promoteur, Ecroyd, demandait en outre d'accorder un régime de faveur aux colonies. Les échanges de la Grande-Bretagne avec ses colonies formaient, en effet, une part prédominante de son commerce. En 1881, elles lui fournissaient 22 % de ses importations et absorbaient 33 % de ses exportations. Les dominions se montrèrent favorables à ce projet d'un tarif impé-

rial. A la conférence de 1887 le délégué du Cap en recommandait l'adoption. En 1897 le Canada, rejeté vers l'Angleterre par la politique protectionniste des Etats-Unis, accordait aux produits anglais un dégrèvement de 33 % ,et son exemple allait être partiellement suivi par les autres dominions. L'augmentation des dépenses militaires favorisait en Angleterre les progrès du protectionnisme. Chamberlain se convainquit qu'une réforme du tarif était nécessaire pour subvenir aux frais de la défense impériale et aux réformes sociales que les unionistes devaient réaliser. Mais on verra plus loin que la campagne qu'il entreprit brisa l'unité de son parti et provoqua sa défaite. L'Angleterre, en 1905, se déclara fidèle au libre échange, et l'avènement des libéraux mit l'impérialisme en recul. Non que les Anglais voulussent revenir à la doctrine de la « petite Angleterre ». Les libéraux avaient même plus de confiance que leurs adversaires dans la solidité de l'Empire, mais ils croyaient que la complète autonomie de ses parties était le fondement de son unité, qu'il ne fallait pas établir entre elles d'autres liens que les liens spirituels d'une commune civilisation et que « le meilleur moyen de détruire ce puissant Empire c'était de s'occuper de sa Constitution ».

LIVRE III

Démocratie et Impérialisme

(1855 - 1900)

1. — *Gladstone et Disraeli (1865-1886).*

La disparition de Palmerston marqua la fin d'une époque. Le vieil homme d'état whig restait hostile à toute réforme démocratique et l'ère de prospérité que l'Angleterre traversait lui permit de s'y opposer jusqu'à sa mort. Mais dès l'année suivante le Cabinet, reconstitué sous la présidence de lord Russell avec Gladstone pour leader des Communes, proposa un léger abaissement de la franchise électorale. Une grande partie des libéraux se joignit encore aux tories pour la rejeter et le ministère démissionna.

Le parti libéral allait cependant être bientôt gagné aux réformes populaires et réclamer une large extension du suffrage, avec la réforme de l'éducation qui en était l'inévitable conséquence. Malgré le prestige de la doctrine du laissez-faire un groupe de radicaux devait peu à peu lui faire admettre que l'Etat pouvait intervenir pour améliorer le sort du peuple. La chute du cabinet Russell, qui décida le vieux lord à abandonner la politique, mit Gladstone à la tête du parti

libéral. Par ses origines Gladstone, de riche famille bourgeoise, d'éducation aristocratique, de tradition anglicane, appartenait au parti conservateur. Il s'en était séparé avec Peel pour entrer ensuite dans un ministère libéral. Sa gestion des finances publiques l'avait amené, en suivant les doctrines libre-échangistes, à évoluer vers les idées démocratiques; et surtout l'appel irrésistible d'une conscience toujours en éveil allait l'entraîner à entreprendre une œuvre de réformes qui détruisit les privilèges de l'aristocratie. Orateur persuasif par sa clarté et sa douceur, il ne tolérait pourtant pas la résistance. Il imposa à son parti une autorité sans limite et gagna sur le public un incomparable prestige.

Lord Derby qui remplaça lord Russell au ministère, comme lui se retira bientôt de la lutte, laissant Disraeli à la tête du parti conservateur.

Pour le jeune romancier juif c'était une revanche inouïe. Son éloquence théâtrale, sa sensibilité maladive, ses allures de snob excentrique avaient d'abord fait scandale. On a vu comment ses attaques contre Peel commencèrent sa fortune. Son ardeur combative, son adresse, la puissance de son ironie, l'acuité de ses observations sociales firent peu à peu de lui le meilleur défenseur aux Communes du parti conservateur. Mais, appelé à le diriger, il lui infusa un esprit nouveau. Mieux que les libéraux il avait compris que la classe riche ne pourrait pas défendre ses privilèges contre l'assaut de la misère. Le néo-torysme fit appel aux ouvriers et réclama pour eux des réformes. La Couronne aussi ne pouvait garder son prestige, si elle ne s'appuyait pas sur le peuple. La reine, depuis la mort subite du prince Albert, s'était enfermée dans son deuil. L'admiration passionnée de Disraeli lui persuada de remonter sur la scène. D'ailleurs Disraeli faisait pour elle un rêve de puissance et de

gloire. Il avait vite discerné que la politique extérieure était le point faible des libéraux. Il ne croyait pas que le principe du « laissez-faire » put conserver à la Grande-Brteagne sa place dans le monde et surtout dans l'Empire, et il devint le promoteur d'un impérialisme destiné à resserrer les liens de l'Empire et à l'agrandir encore.

Dès 1867 Disraeli se décida à faire « un saut dans l'inconnu » et, malgré la révolte d'une partie de son Cabinet, à proposer une large extension des suffrages. Le public protestait avec vivacité contre le système introduit en 1832, et à la tête du mouvement figuraient les chefs des organisations ouvrières. Disraeli voulut leur donner satisfaction tout en multipliant au profit des conservateurs les cas entraînant un double vote. L'opposition libérale l'entraîna plus loin qu'il ne l'avait prévu. La réforme électorale de 1867 attribua la franchise dans les comtés à quiconque occupait une maison de 12 livres de revenu, dans les bourgs à tout habitant inscrit au rôle de la loi des pauvres ou locataire d'un loyer de 10 livres. Elle opéra, d'autre part, une redistribution des sièges. 11 bourgs perdirent leur représentation et 35 ne conservèrent qu'un député; 22 sièges furent, par contre, distribués entre les bourgs (Manchester, Liverpool, Birmingham eurent trois députés), 27 entre les comtés et 3 attribués aux universités.

La réforme laissait subsister une inégalité choquante entre les comtés et les bourgs. Les premiers, plus peuplés, avaient 50 % de moins d'électeurs. L'Angleterre du sud était encore favorisée, et les petits bourgs ruraux conservaient une prépondérance injustifiée. Mais la loi, en rendant électeurs les ouvriers, mettait le pays en marche vers la démocratie. Il ne devait pas s'arrêter.

Car la réforme de 1867 opéra, en quelques années,

une transformation profonde des anciens partis. Les conservateurs se préoccupèrent, désormais, de gagner les voix ouvrières, tandis que les libéraux, voyant venir à eux les comtés, réclamèrent à leur profit une nouvelle extension du suffrage. Surtout l'accroissement du nombre des électeurs obligea les partis à compléter leur organisation. Il ne leur suffit plus de se grouper derrière leurs leaders à l'intérieur du Parlement; ils durent fonder dans le pays des comités locaux dirigés par un comité central permanent. L'exemple vint de Birmingham où J. Chamberlain fonda une Association libérale qui, en 1877, réunit en conférence les Associations libérales établies dans tout le pays. Les conservateurs en même temps confièrent à une Union nationale le soin de diriger leur propagande. Ainsi un contact permanent s'établit entre les électeurs et leurs représentants.

Les élections faites d'après le nouveau régime déjouèrent les calculs de Disraeli et donnèrent aux libéraux une forte majorité. Gladstone forma son premier ministère qui accomplit en quelques années un grand nombre de réformes.

Toute la carrière de Gladstone allait être dominée par la question d'Irlande, et il est curieux de constater que c'est à elle qu'il s'attaqua en premier lieu.

Après la famine et l'émigration de 1848 l'Irlande avait traversé une longue période de dépression. Puis apparut le nouveau parti des *Fenians* qui se proposait d'établir une république indépendante, avec l'appui des Irlandais émigrés en Amérique. Ils ne réussirent pas à soulever l'Irlande, mais ils effrayèrent l'Angleterre en y provoquant plusieurs attentats. Un tenta de s'emparer de l'arsenal de Chester. D'autres essayèrent de faire sauter la prison de Londres où un de leurs compagnons était détenu. Gladstone se convainquit qu'une répression brutale ne suffirait pas

à rétablir l'ordre. Il fallait gagner la masse des paysans irlandais et le clergé qui les dirigeait. En 1870 il fit voter deux lois à cet effet. La première supprimait les privilèges de l'Eglise anglicane en Irlande. Organisée désormais en corporation libre, elle perdait le droit de lever des dîmes; après lui avoir restitué une part importante de ses domaines, la loi répartissait le reste entre les autres Eglises et des œuvres d'assistance. Une seconde réforme protégea le paysan contre les évictions en lui assurant une indemnité pour les améliorations qu'il avait faites à sa terre.

En Angleterre Gladstone accomplit plusieurs des réformes réclamées par la fraction radicale de son parti. Le « ballot act » substitua au vote oral le scrutin secret. La loi de 1870 réorganisa l'enseignement primaire, en instituant des comités scolaires (school boards) élus avec le pouvoir de lever une taxe et d'établir des écoles publiques partout où il n'en existait pas de suffisantes. Les parents seraient tenus d'y envoyer leurs enfants, mais les pauvres étaient dispensés des frais d'études. Le comité central d'enseignement (Board of education) qui n'avait jusqu'alors qu'à distribuer des subventions aux écoles libres, devint un vrai ministère dirigeant les écoles publiques où l'on ne donna qu'un enseignement non-confessionnel.

Les ouvriers qui avaient obtenu le droit de vote, s'en servirent pour réclamer la suppression des restrictions législatives qui entravaient le droit de grève et les mettaient vis-à-vis des patrons dans des conditions inégales. La loi de 1825 qui avait autorisé les coalitions, punissait toute tentative pour engager les ouvriers à faire grève; elle était sévèrement appliquée. La loi dite du « maître et de l'employé » condamnait à la prison l'ouvrier qui rompait le contrat de travail, alors que le patron pouvait le faire en payant une

indemnité, et les tribunaux n'admettaient pas le témoignage de l'ouvrier.

L'effet de ces mesures était d'exciter les ouvriers à la violence, et l'opinion en rendait les trade-unions responsables. Mais une commission d'enquête reconnut qu'il n'en était rien. Le mouvement trade-unioniste avait pris depuis un demi-siècle une grande extension. Les trade-unions de métiers s'étaient groupées en Fédérations nationales. Leurs secrétaires formaient une état-major ouvrier qui avait créé un organe central : le Conseil des Unions. Ces groupements constituaient pour les ouvriers des sociétés de secours mutuel chargées de défendre à l'égard des patrons les intérêts de leurs membres; mais ils évitaient le plus possible le recours à la violence.

La loi de 1871 reconnut aux trade-unions la personnalité juridique, mais le gouvernement libéral confirma et même aggrava les mesures qui interdisaient toute propagande de grève, et il irrita les ouvriers qui se préparèrent à porter leurs votes au parti conservateur.

Le ministère de Gladstone s'était de même aliéné beaucoup de dissidents par sa réforme scolaire, et il avait fatigué le pays par l'excès de son activité. Son inaction à l'extérieur formait d'ailleurs avec elle un fâcheux contraste. Il avait assisté en spectateur à la crise européenne de 1870, et laissé la Russie en profiter pour relever sa marine de guerre dans la mer Noire. Sa politique pacifique semblait relâcher le lien de l'Empire et l'avait amené dans l'affaire de l' « Alabama » à consentir aux Etats-Unis une lourde indemnité. (Voir plus loin.)

Lorsque Gladstone, voyant son autorité diminuer au Parlement, eut en 1874 recours à une dissolution, les électeurs, pour la première fois depuis l'époque

de Peel, donnèrent une majorité au parti conservateur.

Disraeli, qui, en 1876, devint lord Beaconsfield, gouverna pendant plus de six ans l'Angleterre. Il donna satisfaction aux ouvriers par le bill de 1875 qui rendit patrons et ouvriers égaux devant la loi et posa le principe qu'un acte licite pour un individu ne pourrait donner lieu à une poursuite contre une collectivité, ouvrant un champ d'activité pacifique aux trade-unions.

Mais le ministère tory mit délibérément au premier plan les problèmes extérieurs. Pour consolider les frontières de l'Empire il eut recours à une politique de conquête dont on a déjà vu les principaux épisodes. En Afrique australe il fit la guerre aux Zoulous et décida l'annexion des républiques boers. La reine Victoria fut proclamée « Impératrice des Indes » et, pour prévenir la menace d'invasion que l'avance russe en Asie faisait maintenant planer à l'horizon, l'Angleterre entreprit de soumettre à son protectorat l'émir d'Afghanistan. Une heureuse initiative lui fit acquérir les actions de Compagnie de Suez que possédait le khédive d'Egypte, assurant ainsi la domination anglaise sur le canal. En même temps une nouvelle offensive russe dans les Balkans fut le signal d'une crise européenne dont on lira ailleurs le récit, et l'entente de lord Beaconsfield avec Bismarck permit à l'Angleterre de remporter au Congrès de Berlin de grands avantages (1878).

Lorsque Beaconsfield revint à Londres, il y fut reçu en triomphe. Le public avait refusé de se laisser émouvoir par une campagne de Gladstone qui décrivait les « atrocités » commises par les Turcs en Bulgarie et accusait le ministère de s'en faire le complice. Les résultats de la politique impériale flattaient les An-

glais. Aussi Beaconsfield crut-il le moment favorable pour procéder à des élections.

Il s'aperçut que les Anglais, satisfaits de ses services, désiraient pourtant reprendre une politique de réformes intérieures. Gladstone obtint, à son tour, une forte majorité et reprit le pouvoir. Le groupe radical dont Chamberlain était le chef, l'entraîna à opérer une nouvelle réforme électorale qui, pour la première fois, établit en Angleterre un système rationnel de suffrages (1884). La franchise des bourgs fut étendue aux comtés et fut désormais la même dans tout le pays. On ne se contenta pas de procéder à une redistribution des sièges; on en créa de nouveaux de manière à attribuer un siège aux bourgs ayant de 15.000 à 50.000 habitants, puis un siège de plus par fraction de 50.000 habitants. Les comtés, comme les grandes villes, furent divisés en circonscriptions et, sauf quelques bourgs qui conservèrent leurs deux représentants, on établit partout le scrutin uninominal.

L'Angleterre n'adoptait pas encore le suffrage universel. Pour y voter il fallait occuper une maison inscrite au rôle de l'impôt (house-holder) ou payer un loyer de 250 francs (lodger). Près de 2 millions d'Anglais, fils de famille, gens logés en garni, domestiques, etc..., ne remplissaient pas ces conditions. D'autre part, 300.000 électeurs, qui avaient plusieurs domiciles, purent voter plusieurs fois, d'autant plus facilement que le scrutin n'avait pas lieu le même jour dans tout le pays. Néanmoins la réforme corrigea en partie l'injustice qui donnait à l'Angleterre du sud une représentation plus forte que celle du nord et de l'ouest. Le nombre des électeurs passa de 2 à 4 millions, et le régime de 1884 fit vraiment de l'Angleterre une libre démocratie.

Son développement allait pourtant être entravé par la question d'Irlande qui absorba peu à peu toutes les

pensées de Gladstone. C'est, d'ailleurs ce que voulaient les Irlandais. Lassés de voir les Anglais ne s'occuper du problème irlandais que par intermittence, ils avaient décidé de les obliger coûte que coûte à le résoudre.

Ils venaient de trouver un nouveau défenseur en Parnell, protestant d'origine anglaise, mais élevé en Irlande et révolté par les injustices dont il avait été le témoin. Parnell mit à leur service ses dons remarquables d'organisateur. Leader des députés irlandais à Westminster, il leur enseigna l'emploi d'un système d'obstruction d'autant plus efficace que la Chambre des Communes n'avait adopté aucune règle de clôture. En prononçant d'interminables discours, en exigeant des votes incessants, son groupe arrêta bientôt tout le travail parlementaire.

En Irlande où l'agitation agraire avait pris la forme de crimes isolés commis par des sociétés secrètes, Parnell réorganisa une Ligue qui, soutenue par des souscriptions recueillies en Amérique, dressa un programme de revendications. Les fermages seraient équitablement fixés par une autorité impartiale, et les tenanciers ne pourraient plus être expulsés sans indemnité par les land-lords. L'arme de la Ligue fut le « bocoyttage », la mise en quarantaine des propriétaires récalcitrants.

Gladstone fit alors voter une loi agraire qui instituait une commission chargée de fixer les fermages, sans pouvoir cependant contraindre les propriétaires à accepter ses estimations; il eut, en même temps, recours pour rétablir l'ordre à une loi répressive. Contre celle-ci Parnell se défendit par l'obstruction, et le Parlement dut adopter le régime de la clôture en refusant aux Irlandais la parole. Au vote de la loi agraire Parnell répondit en réclamant le « home rule », non pas l'indépendance, mais un gouverne-

ment autonome contrôlé par un Parlement irlandais.

Gladstone, à bout de patience, le fit arrêter. Mais la Ligue qu'il essaya inutilement de dissoudre, riposta par la grève des fermages. Ses membres reçurent défense de les payer. Le ministère en fut réduit à engager avec Parnell des pourparlers. Il lui promit une loi agraire plus favorable aux tenanciers et le relâcha. Mais quelques révolutionnaires, décidés à faire échouer toute tentative de réconciliation, assassinèrent le secrétaire d'état d'Irlande dans le *Phœnix park* de Dublin, ce qui obligea Gladstone à établir, en Irlande, l'état de siège.

Cette lutte pénible, les échecs extérieurs du ministère qui, en Afrique australe, en Afghanistan avait liquidé sans gloire les entreprises de conquête de son prédécesseur, tandis qu'en Egypte éclatait la révolte du madhisme, avaient ébranlé l'autorité de Gladstone. En 1885, il préféra se retirer, laissant au nouveau leader tory, lord Salisbury, le soin d'opérer des élections selon le régime voté en 1884. Le parti libéral, sur un programme hardi de réformes démocratiques, y conquit 333 sièges. Victoire suffisante car, à côté des 251 conservateurs, Parnell réussit à faire élire 86 « home rulers » et devint ainsi l'arbitre du pouvoir.

Devant ce résultat le vieux leader libéral, à la tête d'un nouveau ministère, prit enfin le parti audacieux d'accorder aux Irlandais le « home rule ». Sa conscience lui disait que leur cause était juste, et il fallait délivrer les Communes de leur insupportable tyrannie. En 1886, il proposa de créer en Irlande un gouvrenement et une législature de deux chambres, ne réservant au Parlement de Westminster que la direction des affaires militaires ou diplomatiques.

Mais l'initiative de Gladstone eut pour effet de briser le parti libéral. Une centaine de ses membres se révol-

tèrent — les uns, whigs de l'ancienne école (Hartington), les autres radicaux (Chamberlain) — tous résolus au maintien de l'Union.

Gladstone, battu aux Communes, fit appel au pays, mais, bien que la majorité des libéraux le suivît, la masse des électeurs se prononça contre le home rule. La Chambre nouvelle comprit 317 conservateurs, 191 gladstoniens, 75 libéraux unionistes et 86 irlandais.

2. — *Le gouvernement des unionistes* (1886-1902).

Lord Salisbury redevint premier ministre et le resta presque sans interruption jusqu'à la fin du siècle. Les libéraux dissidents se joignirent à la majorité; et le terme « d'unioniste » finit par s'appliquer à l'ensemble du parti conservateur. Il s'appuyait sur les votes de l'Angleterre et sur l'influence de l'Eglise anglicane, tandis que les libéraux, qui comprenaient un grand nombre de dissidents, recrutaient surtout leurs partisans en Ecosse et dans le pays de Galles.

Parnell était au Parlement l'allié de Gladstone, tandis qu'en Irlande il recommençait l'agitation agraire. Dès 1886, la Ligue adopta un « plan de campagne », d'après lequel les tenanciers dont les propriétaires n'acceptaient pas les évaluations établies par la commission, formaient entre eux un syndicat et versaient à sa caisse leurs fermages. La Ligue régnait par la terreur et, quand on expulsait un fermier, personne n'osait prendre sa place.

Le ministère essaya de résoudre la question agraire en offrant aux tenanciers le moyen, par des avances de l'Etat, de racheter peu à peu leurs tenures. Mais, ce n'était qu'une solution à longue échéance et, entre

temps, le gouvernement essaya de combattre la Ligue par une répression sévère.

Il fut grandement aidé par le Pape qui, en 1888, publia une encyclique condamnant le plan de campagne. Le clergé catholique qui encourageait ouvertement les Irlandais fut, dès lors, réduit au silence. En 1890, le prestige de Parnell fut atteint par le scandale d'un procès en adultère. Gladstone exigea sa retraite. Le groupe des députés irlandais se divisa en deux fractions qui se firent une guerre acharnée, et la mort de Parnell, l'année suivante, laissa les Irlandais affaiblis par leur désunion.

Pourtant, en 1892, les élections générales donnèrent à la coalition des libéraux et des Irlandais une faible majorité. Malgré son âge Gladstone n'hésita pas à reformer un Cabinet. Il reprit son projet de home rule et réussit à le faire adopter par les Communes. Mais, les Lords le condamnèrent et le vieux ministre se retira de la politique sur une dernière déception. Il mourut en 1898.

Après son départ le gouvernement libéral, de plus en plus entraîné vers une politique démocratique, entama une campagne pour briser les privilèges de la Chambre des Lords. Mais le leader qui avait succédé à Gladstone, lord Rosebery, n'avait pas son ardeur. Plus intelligent qu'actif il était en outre un impérialiste convaincu et craignait que les revendications de son parti n'eussent pour effet un affaiblissement de l'Empire. Il conduisit ses troupes à la défaite. Les unionistes sortirent vainqueurs des élections de 1895.

Le danger du home rule était désormais écarté pour longtemps, mais le public avait d'autres raisons de faire confiance aux unionistes. Il y était décidé à la fois par le mouvement ouvrier et le mouvement impérialiste.

Les unionistes se conformaient à la tradition du

parti conservateur qui lui interdisait toute entreprise de réaction. Sous l'influence de Chamberlain, ils avaient même accompli une importante réforme administrative. La loi de 1888 créa dans les comtés, comme celle de 1835 l'avait fait dans les villes, des conseils (*County Councils*) élus par tous les contribuables, qui héritèrent de la plupart des attributions des juges de paix. Le pays fut divisé en 60 comtés, et les 61 bourgs qui conservaient leur administration distincte étaient organisés sur les mêmes bases. La métropole, jusqu'alors morcelée entre des autorités diverses, forma le comté de Londres. Dans les paroisses la loi de 1894 remplaça les anciennes « *vestries* » par des conseils également élus par tous les contribuables. Ainsi l'administration du pays échappa à l'emprise séculaire de l'aristocratie.

Cependant la majorité unioniste observait avec inquiétude l'évolution de la classe ouvrière. Les travailleurs étaient peu à peu gagnés aux doctrines socialistes. Une Ligue pour la restitution de la terre (1880) demandait, selon les idées de Henry George, la confiscation du sol au profit de la nation. Une Fédération sociale démocratique (1880), fondée par Hyndman, propageait les principes du marxisme. La « Société Fabienne », société d'études groupant de jeunes intellectuels (1883) préparait l'application pratique des méthodes socialistes aux problèmes administratifs et réussissait à les faire pénétrer peu à peu dans les municipalités.

Plus grave était l'entrée dans les trade-unions de la masse des ouvriers non-qualifiés (*unskilled*). Le moument syndical jusqu'alors limité aux techniciens ayant subi un apprentissage, engloba désormais toute la foule des travailleurs. Les dockers, les marins, les ouvriers du gaz créèrent des « unions » plus pauvres que leurs aînées et par conséquent plus impa-

tientes. Les débuts du « nouvel unionisme » sont signalés par une série de grèves.

Le pays s'inquiète de voir les Congrès annuels des trade-unions adopter peu à peu les doctrines socialistes. Les ouvriers ne vont-ils pas entreprendre aussi la conquête du pouvoir politique? Les trade-unions ne cherchent pas encore à présenter des candidats aux élections parlementaires, mais un petit groupe se forme, « L'Independant Labour Party » (1893), qui, en 1895, lance un premier appel aux électeurs.

Pour ne pas perdre les suffrages des ouvriers les libéraux commencent à soutenir une politique d'action révolutionnaire et la masse du pays ne voit, dès lors, de sécurité qu'entre les bras vigoureux des conservateurs.

Elle subit, d'autre part, l'attraction des doctrines impérialistes qui s'élaborent et se propagent après la mort de Disraeli. La « Primrose League » (1883), « L'Imperial Federation League » (1884) les répandent. En 1887 le jubilé des cinquante années de règne, en 1897 celui des soixante années resserrent les liens qui unissent tous les sujets de la Couronne. Les ministres des Dominions participent en ces deux occasions à des « Conférences Impériales ».

Les colonies, on le verra, se rapprochaient à ce moment de la mère-patrie. L'Inde, menacée par l'avance russe en Asie, l'Australie, inquiète de l'expansion européenne dans le Pacifique, éprouvaient le besoin de se placer sous la protection de l'Angleterre. Le Canada se tournait vers elle pour résister à l'attraction des Etats-Unis. En Afrique australe Cecil Rhodes préparait l'encerclement et l'invasion des républiques boers.

Chamberlain, entré en 1895 au ministère des colonies, entraîna son pays dans la voie d'une politique

de force et de conquête, et la guerre du Transvaal détermina une crise d'ardent nationalisme.

Mais le début du xxe siècle posa devant les Anglais de nouveaux problèmes. La mort de la reine Victoria (1901) allait permettre à l'influence bienfaisante d'Edouard VII de s'exercer en Europe. L'année 1902 s'ouvrit sur la conclusion de la guerre sud-africaine. Celle-ci fut suivie par la retraite de lord Salisbury qui transmit la direction du ministère à son neveu A. J. Balfour.

Les conservateurs n'avaient pas voulu que Chamberlain devint leur leader, et d'ailleurs les jours de l'impérialisme militaire étaient passés. Mais, en 1903, Chamberlain se prononçant pour un programme d'impérialisme économique, demanda le retour au protectionnisme et le resserrement de l'Empire par l'adoption d'un « tarif impérial ». Son initiative eut pour effet de rompre l'unité du parti unioniste et, en 1906, les libéraux, fortifiés par l'entrée d'un parti travailliste au Parlement, s'emparèrent du pouvoir.

LIVRE IV

Les Etats-Unis au XIXe siècle

La république américaine, qui venait dans les dernières années du XVIIIe siècle de conquérir son indépendance, ne comptait encore en 1800 qu'une population de 5.300.000 habitants, pour les deux tiers établis sur la côte atlantique. Elle avait à peine pris pied au delà des Aléghanies. Le Kentucky n'avait guère plus de 200.000 habitants et le Tennessee plus de 100.000. Le pays, tirant de l'agriculture presque toutes ses ressources, ne possédait que cinq villes de quelque importance : Philadelphie, la plus élégante (70.000 h.), New-York (60.000), Boston, Baltimore et le port du riz, Charleston. En dehors de la route postale menant du Maine à la Géorgie, la circulation était très difficile, et Washington se trouvait alors plus éloigné de New-York que ne l'est aujourd'hui San Francisco.

Le XIXe siècle allait assister au prodigieux effort qui devait étendre le territoire des Etats-Unis jusqu'au Pacifique, y rassembler une population de cent millions d'hommes, transformer le petit groupe des treize colonies primitives en une vaste fédération de 48 états, y développer l'agriculture dans des proportions in-

soupçonnées et y créer, en même temps, la plus puissante industrie du globe.

Mais, plus remarquable encore que l'étendue de ces progrès, est peut-être le fait qu'ils aient pu se produire sans briser l'unité de la république. Du flot continu d'immigrants de toutes provenances les Etats-Unis réussirent à faire des citoyens attachés au gouvernement de Washington. Les dernières années du siècle ont même vu grandir la force du sentiment national.

Les statistiques de la population américaine permettent de comprendre comment a été possible ce phénomène d'assimilation. Elles montrent que les grands courants d'immigration n'ont en réalité commencé que vers 1830; et, à cette date, les Etats-Unis avaient déjà fixé sur leur sol dix millions de blancs. Si rapide qu'ait été dans la suite l'augmentation du nombre des habitants, il ne l'a pas été autant qu'en Australie où la population a triplé ou au moins doublé dans la série de décades s'étendant entre 1831 et 1861. La proportion des immigrants arrivés durant une décade à la population à la fin de cette décade n'a jamais été aux Etats-Unis de plus de 8 %, et c'est ce qui a permis à la société américaine d'absorber les arrivants.

De plus les immigrants sont longtemps venus des pays du nord et de l'ouest de l'Europe. Les Irlandais ont été les plus nombreux jusqu'en 1850, les Allemands de 1850 à 1890, tandis que les Anglo-Saxons fournissaient toujours un très fort contingent.

IMMIGRANTS (*par milliers de personnes*).

Pays de provenance :	1830-50	1850-60	1860-70	1870-80	1880-90
Irlande................	988	914	441	437	655
Allemagne............	587	952	787	718	1.453
Grande-Bretagne......	342	424	607	548	807
Canada................	55	59	154	383	392
Pays Scandinaves.....	17	25	126	243	656

C'est seulement dans les vingt dernières années du siècle que des populations beaucoup plus difficiles à absorber — Italiens, Russes, Austro-Hongrois — commencent à débarquer en foule dans les ports américains :

	1880-90	1890-1900
	—	—
Italiens	307	656
Austro-Hongrois........	354	597
Russes et Polonais	265	586

Dans l'histoire des Etats-Unis on ne voit pas intervenir le facteur qui a le plus contribué à la formation des nations de l'Europe continentale : la menace de voisins dangereux obligeant les peuples à s'unir pour repousser leurs attaques. Les Etats-Unis ont grandi dans la solitude, mais ils ont trouvé dans la liberté que leur isolement rendait possible une raison puissante de rester unis : liberté d'expansion qui permettait aux mécontents de s'établir sur de nouveaux territoires sans rompre les liens qui les rattachaient au gouvernement fédéral; liberté de gouvernement, d'autre part, que les colonies primitives avaient héritée de la mère-patrie et qu'elles ont étendue à tous leurs citoyens en adoptant peu à peu des institutions démocratiques.

Et si l'existence d'un danger commun était indispensable au maintien de l'union nationale, les Etats-Unis, à l'abri de périls extérieurs, ont trouvé ce stimulant en eux-mêmes, dans la crainte même de se diviser. Le XIX[e] siècle les voit sans cesse menacés d'un morcellement et occupés à l'éviter. C'est le long conflit entre Sud et Nord, qui commence dès 1820 pour aboutir à la guerre civile; c'est ensuite la rivalité persistante entre les vieux Etats de la côte atlantique et leurs jeunes frères du « Far West »; c'est enfin la jalousie toujours en éveil avec laquelle chaque Etat s'oppose aux envahissements du gouvernement fédéral.

CHAPITRE PREMIER

1800-1850

1. — 1800-1828. *Le gouvernement des républicains.*

On en vit un premier exemple en 1800, quand l'élection de Jefferson à la présidence écarta du pouvoir le parti fédéraliste qui l'occupait depuis Washington. Pour fonder la nouvelle république il avait dû retirer aux gouvernements des Etats une partie de leurs privilèges. L'état-major des fédéralistes composé de propriétaires virginiens formait, d'autre part, une classe aristocratique qui n'était pas restée en contact avec le peuple. De là l'avènement du parti républicain, de tendances plus démocratiques, et le succès de Jefferson, l'auteur réputé des « Résolutions du Kentucky et de la Virginie » (1798) qui avaient formulé les droits imprescriptibles des Etats.

Les républicains allaient se maintenir en place pendant un quart de siècle, non sans évoluer et sans relâcher sous la pression des évènement la rigueur de leurs principes.

Ils se hâtèrent de réduire les armements et d'abolir les taxes intérieures levées par le gouvernement fédéral. A celui-ci ils ne voulaient accorder d'autres ressources que celles provenant des droits d'importa-

tion; mais les guerres napoléoniennes obligèrent bientôt Jefferson lui-même à outrepasser ses pouvoirs. Lorsqu'il apprit que l'Espagne venait de céder la Louisiane à la France, il comprit aussitôt que les Etats-Unis avaient un intérêt vital à nous faire lâcher prise, dussent-ils pour y parvenir « se marier au gouvernement britannique ». Les dispositions de Bonaparte lui permirent heureusement d'atteindre son but pacifiquement, et il n'hésita pas alors à se passer de l'assentiment du Congrès pour payer quinze millions de dollars la cession de la Louisiane par la France (1803).

Les Etats-Unis ne devaient pourtant pas réussir à rester à l'écart du conflit européen. Au blocus continental et aux « Ordres du Conseil » anglais, Jefferson riposta d'abord en proclamant un embargo qui arrêtait tout commerce avec l'Europe (1807). Madison, son successeur, tenta d'y substituer un « non intercourse act » qui laissait se poursuivre le commerce avec les neutres (1809). Mais les Etats-Unis élevèrent des protestations de plus en plus vives contre le droit de visite que les Anglais exerçaient à leurs dépens, contre l'activité des Canadiens qui ambitionnaient d'étendre les frontières de leur colonie et poussaient les Indiens à se révolter. De longues négociations aboutirent en 1812 à une rupture.

La guerre anglo-américaine se poursuivit pendant deux années sur un théâtre très étendu. Les Etats-Unis essayèrent inutilement à plusieurs reprises d'envahir la vallée du Saint-Laurent, et les Anglais ripostèrent en venant débarquer près de Washington et brûler la capitale. Un coup de main semblable sur la Nouvelle-Orléans échoua grâce à l'énergique résistance d'Andrew Jackson. Dans la guerre navale les Américains eurent l'avantage et s'enorgueillirent de prises nombreuses portant un coup sensible au com-

merce ennemi. En 1814, l'Angleterre, dont la guerre européenne absorbait toutes les ressources, se résigna à conclure le traité de Gand, qui d'ailleurs laissait toujours ouverte la question du droit de visite et se bornait à fixer un nouveau traité de la frontière canadienne.

Cette courte guerre devait exercer sur le développement des Américains une influence durable. Elle les habitua à regarder désormais d'un point de vue exclusivement national les affaires d'Europe, dans lesquelles jusqu'alors beaucoup d'entre eux étaient enclins à prendre parti au gré de leurs sympathies anglaises ou françaises. Elle obligea aussi les républicains à doter le gouvernement fédéral de pouvoirs qu'eux-mêmes auparavant refusaient de lui concéder. Il leur fallut rétablir les taxes intérieures qu'ils avaient abolies, réclamer pour la défense commune le concours des milices des Etats et braver les résistances très vives que ces demandes suscitaient dans la Nouvelle-Angleterre.

L'arrêt du commerce eut encore pour résultat de provoquer dans les Etats du Nord un brusque essor industriel. Le nombre des métiers cotonniers passa de 8.000 en 1808 à 50.000 en 1815. Sitôt la paix conclue la jeune industrie exigea d'être défendue contre la concurrence étrangère, et, en 1816, fut voté un tarif protecteur. La même année était fondée à Philadelphie une banque des Etats-Unis dont les billets étaient acceptés par le gouvernement, qui d'autre part lui confiait des dépôts.

Ces mesures centralisatrices recevant l'approbation générale précipitèrent la décadence du parti fédéraliste auquel les républicains empruntaient désormais son programme. Les Etats-Unis connurent une ère de « bonne entente » pendant les présidences de James Monroe. Elu en 1816 à une forte majorité, il aurait

en 1820 obtenu tous les suffrages sans le geste d'un électeur qui annula son vote pour que Washington restat seul à posséder l'honneur d'une élection unanime.

Cette situation donnait à Monroe une autorité exceptionnelle pour résoudre les graves problèmes extérieurs qui se posèrent pendant sa présidence. A la frontière mal défendue de la Louisiane se produisaient des incursions d'Indiens. Le colonel Jackson en les repoussant les poursuivit jusque sur le territoire de Floride, et, malgré les ordres de son gouvernement, s'empara de quelques forts espagnols. Mais la crise qu'il avait suscitée fut heureusement terminée quand l'Espagne accepta en 1819 de vendre la Floride aux Etats-Unis. Obligé de ménager pour cette raison la Cour de Madrid, Monroe s'était d'abord refusé à prendre parti pour les colonies espagnoles révoltées. Mais, en 1822, il notifia au Congrès son intention d'y envoyer des représentants diplomatiques. Il écarta l'offre de Canning qui aurait voulu que les Etats-Unis s'unissent à la Grande-Bretagne pour prendre sous leur protection les nouvelles républiques. Suivant les conseils de son secrétaire d'état, John Quincy Adams, il décida d'affirmer par son message du 2 décembre 1823 la célèbre doctrine à laquelle s'est attachée son nom (v. *infra*).

Les prétentions hautaines énoncées par les Etats-Unis semblaient d'ailleurs justifiées par la rapidité de leur progrès. Les vingt premières années du siècle avaient vu la création de six nouveaux Etats (Ohio, 1803; Louisiane, 1812; Indiana, 1816; Mississipi, 1817; Illinois, 1818; Alabama, 1819). En 1820, deux territoires réclamaient en outre leur admission dans l'Union fédérale.

Mais cette rapide extension allait avoir pour effet de mettre aux prises les intérêts opposés des Etats du

Sud et de ceux du Nord. Dans les premiers la culture du coton était devenue depuis quelques années la principale ressource. Leur prospérité exigeait la libre exportation du coton et dépendait de l'emploi de la main-d'œuvre noire. Les deux Caroline, la Géorgie, la Floride, l'Alabama, le Mississipi, la Louisiane formaient dès lors un groupe étroitement uni, le « Solid South », pour la défense de leurs intérêts communs.

Les Etats du Nord étaient encore loin de posséder un semblable cohésion. Les fermiers n'y voyaient pas sans jalousie les progrès des industriels; mais la conquête de l'Ouest ouvrait devant eux de brillantes perspectives, et le Sud surveillait jalousement leur essor.

L'admission de nouveaux Etats devait modifier à bref délai l'équilibre politique parce que, malgré leur faible population, la constitution leur permettait d'envoyer deux représentants au Sénat de Washington. Le Sud prévoyait qu'ils n'introduiraient pas chez eux la pratique de l'esclavage et pourraient même en demander au Congrès l'abolition. Aussi les planteurs du Sud avaient-ils entrepris d'envoyer des colons dans le territoire du Missouri pour y préparer l'éclosion d'un Etat esclavagiste. Lorsque, en 1820, le Maine demanda son entrée dans l'Union, le Sud répliqua en réclamant aussi l'entrée du Missouri. L'un des principaux hommes d'état républicains, Henry Clay, dont la longue carrière allait être consacrée presque entièrement à maintenir l'Union fédérale, persuada au Congrès de se montrer conciliant. *Le compromis de 1820* décida l'admission simultanée du Maine et du Missouri, sans exiger que le second renonçât à l'esclavage; mais il fut entendu que désormais aucun Etat esclavagiste ne pourrait être formé au nord du 36'3o de latitude.

Cet accord ne suffisait pas cependant à calmer les appréhensions des Etats du Sud. Ils comprenaient que l'avance des Etats-Unis vers l'ouest ne pouvait s'opé-

rer qu'à leur détriment. Ils s'efforcèrent de la retarder ou du moins d'empêcher la création de relations plus étroites entre le Nord et la région du Mississipi.

Depuis 1816, se posait au Congrès la question des « améliorations intérieures » (Internal improvements), c'est-à-dire des travaux publics et spécialement des voies de communications que le gouvernement fédéral devait prendre à sa charge. Le brillant tribun de Caroline, Calhoun, avait d'abord énergiquement défendu ce projet; mais, par la suite, les hommes du Sud en vinrent à soutenir l'opposition systématique de ceux qui ne voulaient pas agrandir aux dépens des Etats les pouvoirs et l'activité du gouvernement de Washington.

Les intérêts du Nord et du Sud se heurtaient d'autre part sur le terrain du tarif douanier, où le Sud voyait avec inquiétude le Nord réclamer des droits protecteurs de plus en plus élevés. En 1824, celui-ci obtenait du Congrès une hausse des tarifs établis en 1816. Quatre ans plus tard il déclarait indispensable une augmentation nouvelle. Jusqu'alors une partie des populations du Nord — les fermiers — avaient combattu les demandes de l'industrie, mais, en 1828, leur résistance semblait brisée, et le Nord tout entier se prononçait en faveur du protectionisme. Les hommes du Sud pensèrent lui faire échec en introduisant dans le projet de loi des amendements destinés à gagner les voix du Kentucky et de quelques Etats du Centre. Ils croyaient pouvoir compter sur les votes des agriculteurs de l'Ouest qui n'avaient aucun intérêt à élever le tarif. L'Ouest, persuadé que son expansion agricole ne pouvait en tout cas pas être menacée, désireux surtout de hâter les travaux publics se prononça, à l'appel de Henry Clay, en faveur d'un « système américain » qui rendrait le pays indépendant des industries étrangères. L'appoint de ses

suffrages rendit possible le vote du tarif protecteur. La désillusion du Sud se traduisit par une explosion de colère. Sur l'initiative de Calhoun, la Caroline du Sud releva le drapeau qu'arborait autrefois la Virginie. « L'Exposition » qu'elle publia en 1828 affirma, à l'exemple des « Résolutions » de 1798, le droit que possédait chacun des Etats de juger si la Constitution fédérale était respectée et d'annuler les décisions du Congrès qu'il estimerait la violer. Ce fut la « doctrine de l'annulation ».

Mais la crise menaçante fut cette fois conjurée par l'élection présidentielle de 1828 qui enleva le pouvoir aux républicains. Leur parti, tout puissant à l'époque de Monroe, s'était divisé lorsqu'il avait dû lui donner un successeur. Aux élections de 1824 trois candidats républicains s'étaient présentés. Le général Jackson, que ses exploits en Louisiane avaient rendu très populaire, en profita pour offrir un programme plus démocratique qui rallia le plus grand nombre de suffrages. Mais, comme aucun des candidats n'avait obtenu la majorité, le Congrès, auquel la Constitution réservait ne ce cas la décision finale, désigna pour la présidence l'ancien secrétaire d'état, John Quincy Adams. En 1828, Jackson revint à la charge, secondé par Calhoun, qui se contentant de briguer la vice-présidence apporta l'appui du Sud au nouveau *parti démocrate*. Il obtint, cette fois, un succès triomphal.

2. — *Les Présidences de Jackson* 1828-1836.

L'avènement du parti démocrate fut accueilli par de grandes démonstrations de joie, et l'installation de Jackson à la Maison Blanche fut l'occasion de manifestations turbulentes. Le peuple se réjouissait d'avoir secoué le joug de politiciens égoïstes qui servaient sans scrupule les intérêts des industriels et des finan-

ciers. Les démocrates n'eurent de cesse qu'ils ne se fussent emparés de tous les emplois administratifs. A tous les degrés de l'échelle les fonctionnaires furent remplacés. « Aux vainqueurs, disait-on, appartiennent les dépouilles », et le « système des dépouilles » s'implanta désormais dans la vie politique.

L'élection de Jackson devait, semble-t-il, assurer le succès des défenseurs de l'indépendance des Etats, de Calhoun, l'auteur de « l'Exposition de Caroline », qui incarnait leurs principes. Lorsque le Congrès fut saisi d'un projet tendant à empêcher les Etats de procéder sans restriction à la vente de leurs terres, les hommes du Sud en profitèrent pour poser à nouveau le problème constitutionnel. N'était-ce pas l'occasion de gagner à leur cause les Etats de l'Ouest, jaloux de conserver à cet égard toute liberté? Une controverse retentissante s'engagea entre un orateur de Caroline, Mayne, qui protesta contre les usurpations du pouvoir fédéral, et Webster, leader républicain du Massachusetts, qui, opposant aux privilèges des Etats les droits du peuple souverain, dénonça dans ses adversaires des fauteurs de guerre civile et soutint que la Constitution avait remis au pouvoir judiciaire le soin d'arbitrer les conflits.

Il était impossible que le Président continuât à soutenir les idées des hommes du Sud. Comment le chef du gouvernement fédéral eut-il pu se rallier à la doctrine de l'annulation? Il était, d'ailleurs, trop autoritaire pour accepter de vivre dans la dépendance de la puissante personnalité de Calhoun. Son parti comptait aussi dans le Nord beaucoup d'électeurs et il écouta les avis de l'un d'eux, Van Buren, de New-York, qu'il avait fait entrer dans son cabinet. Dans un banquet donné en souvenir de Jefferson le toast présidentiel : « A l'union fédérale qui doit être maintenue », fut pour Calhoun un premier avertissement. On en vint bien-

tôt aux récriminations réciproques, et Van Buren eut l'art de mettre en posture délicate son redoutable antagoniste qui, aux jours de Monroe, avait lui-même travaillé au développement du pouvoir fédéral, et, lors du raid de Jackson en Floride, avait sévèrement condamné l'initiative du général. La publication d'une correspondance entre Jackson et Calhoun précipita la rupture, et Jackson se décida à faire sortir de son cabinet tous les partisans du vice-président.

Celui-ci riposta en lançant un « Appel au peuple de la Caroline » où, bravant ses adversaires, il levait de nouveau l'étendard de la révolte. L'élection de Jackson s'était faite, on s'en souvient, en grande partie sur la question du tarif, et deuis lors une loi de 1832 n'avait donné qu'une satisfaction très insuffisante aux adversaires du tarif de 1828. Calhoun entraîna la législature de la Caroline du Sud à proclamer l'annulation des tarifs de 1828 et 1832, annonçant que les droits d'importation ne seraient plus perçus dans cet Etat.

Mais l'exemple de la Caroline ne fut pas suivi par les autres Etats du Sud. La Virginie, qui avait été le berceau de l'indépendance, ne voulut pas s'aliéner le concours du Président qui lui était nécessaire pour mettre à la raison les Indiens établis sur son territoire. Voyant son adversaire isolé, Jackson résolut de l'abattre et demanda au Congrès le vote d'un « Force bill » qui l'autoriserait à lever des soldats et armer des vaisseaux. On en serait sans doute venu aux mains si, une fois de plus, Henry Clay n'était parvenu à ménager un accord. Le Congrès décida d'abaisser le tarif de 20 % par réductions progressives pendant dix années, et Calhoun se laissa convaincre d'accepter ce compromis.

Tandis qu'il se débarrassait ainsi de son allié encombrant, Jackson menait d'autre part contre les ré-

publicains une vigoureuse offensive. La banque fédérale, établie en 1816, demandait au Congrès le renouvellement de sa charte. Jackson résolut de s'y opposer. A l'entendre la banque faisait aux dépens du public des profits excessifs et un président soucieux de défendre les intérêts du peuple ne pouvait pas lui conserver ses privilèges. Il annonça donc l'intention de lui retirer les dépôts du gouvernement qui resteraient, désormais, entre les mains des fonctionnaires fédéraux. Cette politique eut pour effet de provoquer une crise de crédit, car la banque inquiète se mit à faire rentrer ses créances et à restreindre l'escompte. Le Congrès prit peur et, sur la proposition de Clay, émit un vote de censure à l'adresse du Président. Mais Jackson n'en fut pas intimidé. Il déclara que la crise n'était de la part de la banque qu'une manœuvre scandaleuse de chantage, et sa propagande fit sur le public une si forte impression que le Congrès finit par revenir sur son vote.

La politique audacieuse du vieux général avait partout réussi. Il rejetait dans l'ombre les politiciens des deux partis. Calhoun, mis à l'écart et tenu pour un révolté, avait perdu son prestige. Les républicains, Clay, Webster, en étaient réduits à regrouper leurs troupes sous le nom de « whigs » pour la défense d'un programme conservateur en s'appuyant sur les États qui n'avaient pas encore adopté le suffrage universel. La popularité de Jackson lui avait permis en 1832 de faire élire à ses côtés Van Buren à la vice-présidence. Lorsqu'il se retira, en 1836, elle fut assez forte pour installer Van Buren à la Maison Blanche.

3. — 1836-1848. *Le Texas et le Mexique.*

Dans l'héritage de Jackson figurait cependant le germe d'une crise financière dangereuse. La fièvre de

spéculation qui régnait dans l'Ouest la rendait inévitable, mais la politique de Jackson n'y fut pas non plus étrangère. Dans sa lutte contre la banque fédérale il avait fait distribuer aux banques des Etats l'excédent produit par les droits de douane qu'on ne pouvait réduire au delà des limites fixées en 1832. Il avait ordonné, d'autre part, que dans les achats de terres, les paiements fussent opérés en monnaie métallique. Mesures imprudentes qui, en 1837, précipitèrent la panique. Van Buren y fit face avec énergie sans vouloir rendre à la banque fédérale les privilèges que Jackson lui avait enlevés. Mais son autorité en sortit diminuée et, en 1840, il ne put se faire renouveler son mandat.

L'élection de Harrison donnait le pouvoir aux whigs qui se hâtèrent d'appliquer à leur profit le système des dépouilles. Henry Clay comptait diriger sans peine le vieux général que son parti lui avait préféré comme candidat parce que, moins connu, il avait moins d'adversaires. Mais Harrison ne put résister à l'assaut de ses amis quémandeurs de places. Il mourut au bout de quelques mois. Avec l'avènement du vice-président Tyler, nouvel espoir et nouvelle désillusion. Clay fit voter par le Congrès un bill rétablissant la banque fédérale; un veto présidentiel l'arrêta. Tyler secouait le joug. Tous les membres du cabinet whig donnèrent leur démission et une Convention du parti déclara rompre toutes relations avec Tyler. Le Président tint le coup et fit appel aux partisans de Jackson pour reformer son cabinet. Les whigs se trouvèrent confinés dans un rôle de critiques impuissants, car l'œuvre de Jackson était encore trop populaire pour qu'on pût la détruire. Mais les Etats-Unis allaient se trouver entraînés à une nouvelle avance vers l'ouest qui devait réagir sur la situation des partis en mettant en conflit les Etats du Sud et du Nord.

Depuis 1835 les habitants du Texas s'étaient insurgés contre la domination du Mexique. Battant les troupes envoyées pour les soumettre, faisant leur chef Santa Anna prisonnier, ils lui avaient imposé un traité (à San Jacinto, 1836) qui reconnaissait l'indépendance du Texas jusqu'au Rio-Grande. Les insurgés étaient tout disposés à entrer dans l'Union fédérale et leur cause éveillait aux Etats-Unis de vives sympathies. Le Sud était naturellement en faveur d'une extension qui, cette fois, s'opérait à son profit. Le nouvel Etat serait esclavagiste et, pour cette raison, le Nord envisageait avec méfiance son admission.

Mais pouvait-on laisser passer l'occasion d'une acquisition si profitable? Le pouvait-on surtout alors que le Texas commençait à tourner ses regards d'un autre côté et à rechercher l'appui de la Grande-Bretagne? Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne se trouvaient au même moment en conflit aux deux extrémités de la frontière canadienne. La frontière mal délimitée du Maine était le sujet de négociations difficiles, et l'Etat du Maine avait fait expulser de nombreux colons venus du Nouveau Brunswick s'établir sur son territoire. En 1842, Webster, secrétaire d'état du président Tyler, réussit heureusement à conclure avec l'ambassadeur britannique, Ashburton, un traité qui attribuait aux Etats-Unis plus de la moitié de la région contestée.

Plus délicate était la question de l'Orégon dont les deux puissances revendiquaient la possession et qui vivait depuis vingt ans sous le régime d'une occupation commune. L'Angleterre voulait reporter la frontière au fleuve Colombia, tandis que les Etats-Unis prétendaient étendre jusqu'au Pacifique la ligne du 49e degré, arrêtée en 1818 aux Rocheuses. Les habitants du Missouri se passionnaient pour cette cause,

et les Etats du Sud faisaient chorus avec eux pensant entraîner en même temps l'annexion du Texas.

L'élection de 1844 se fit sur ce terrain. Tyler, en dehors des partis, abandonna l'espoir d'une nouvelle présidence. Les démocrates écartèrent Van Buren, que ses attaches avec le Nord rendaient hostile au Texas, pour reporter leurs suffrages sur James Polk du Tennessee, et Clay, qui, cette fois, portait la bannière des whigs, fut battu parce qu'il ne se prononçait pas en faveur de l'annexion.

Dès que la victoire de Polk fut connue, le Congrès invita le Texas à entrer dans l'Union. L'admission du nouvel Etat fut déclarée en 1845. La question de l'Orégon fut résolue l'année suivante. Décidé à en finir, Polk avait proposé au Congrès de mettre fin à l'occupation commune et de construire des forts à la frontière du 49e degré. L'Angleterre, pour éviter un conflit, renonça à ses prétentions.

Le Mexique n'imita pas cette modération. Il ne voulut pas reconnaître l'extension du Texas jusqu'au Rio Grande et il attaqua les troupes américaines qui surveillaient la frontière. Mais le général Zachary Tailor, qui les commandait, prit alors l'offensive. Après avoir été menacé un moment par des forces supérieures, il remporta à Buena Vista une brillante victoire. Un corps expéditionnaire débarqué à Vera Cruz s'avança jusqu'à Mexico et la prise de leur capitale décida les Mexicains à signer la paix.

Le traité de Guadeloupe Hidalgo (2 février 1848) ne donna pas seulement le Texas aux Etats-Unis. Il obligea en outre le Mexique à leur céder pour quinze millions de dollars le Nouveau Mexique et la Californie. Pendant la guerre, des bandes d'aventuriers étaient venues des Etats de l'Ouest prendre possession de ces énormes étendues, avant même l'arrivée des troupes fédérales envoyées pour les conquérir. Les

Etats-Unis étaient irrésistiblement entraînés à s'étendre jusqu'au Pacifique; mais cette extension allait poser au gouvernement de Washington le problème le plus embarrassant.

4. — *Le compromis de 1850.*

Dans la majorité des nouveaux territoires, situés au nord de la ligne du 36°30, l'esclavage, d'après le compromis de 1820, devait être interdit; mais les sudistes étaient absolument décidés à ne pas y consentir. Depuis trente ans les progrès du Nord avaient rompu l'équilibre entre les deux parties de la république. La population du Nord était devenue deux fois plus nombreuse que celle du Sud. Elle disposait de beaucoup plus de terres et les cultivait mieux.

La main-d'œuvre noire empêchait en effet les Etats du Sud de progresser comme leur voisins. La Virginie et le Maryland s'étaient, après l'abolition de la traite (1808), spécialisés dans la vente et l'élevage des noirs, et les esclaves négres et métis formaient dans le Sud la moitié de la population. Comme chaque maître était libre de les traiter à sa fantaisie leurs conditions variaient à l'infini. Le plus grand nombre vivait sous le fouet du surveillant dans les plantations de canne et de coton, tandis que les autres servaient de domestiques. Souvent on les laissait se grouper en familles, mais le maître pouvait toujours les disperser à sa guise. Habitué dès l'enfance à vivre entouré d'une armée de serviteurs, celui-ci prenait vite des habitudes de seigneur, parfois de tyran, et ceux des blancs que leur pauvreté empêchait d'avoir des esclaves, formaient la clientèle docile et misérable des grands planteurs. L'esclavage avait ainsi donné naissance à une société aristocratique, et le Sud, en même temps qu'il

se laissait de plus en plus distancer économiquement par le Nord, s'écartait aussi moralement de lui davantage.

Dès la formation des Etats-Unis quelques voix s'étaient élevées dans le Nord pour condamner l'esclavage. C'est en y pensant que Jefferson avouait : « Je tremble pour mon pays quand je pense que Dieu est juste. » Un quaker, Benjamin Lundy, avait fait de 1815 à 1830 un premier effort de propagande, et une société américaine de colonisation avait en 1830 fondé sur la côte de Guinée l'état de Liberia pour y établir les esclaves affranchis. Mais le mouvement qu'on désigna par le nom d' « abolitionniste » ne prit une sérieuse extension qu'avec la fondation en 1832 de la « Société pour l'abolition de l'esclavage ». En 1840 elle comptait 40.000 adhérents. Pour faciliter l'évasion des négres on établit une série de relais entre le Sud et la frontière du Canada. On entreprit par la poste une active propagande auprès des noirs. Les sudistes s'en indignèrent et obtinrent que la poste ne fut pas obligée de distribuer les tracts abolitionnistes. On assiégea le Congrès de pétitions. En vain décida-t-il de n'en plus recevoir. John Adams Quincy, redevenu député, acheva sa carrière en s'obstinant chaque jour à en présenter de nouvelles; et sa persistance finit au bout de huit ans par contraindre le Congrès à revenir sur son vote.

Mais presque tous les hommes politiques s'accordaient dans le désir d'écarter de leur route un problème qui aurait brisé le cadre des partis et mis l'Union en péril. La plupart des whigs sur ce point ne différaient pas de leurs adversaires. Ils avaient, en 1848, fait élire le général Taylor, un homme du Sud et un propriétaire d'esclaves, parce que sa campagne mexicaine, ses allures à la fois bourrues et pourtant obligeantes lui gagnaient les sympathies de tous. Mais

il devint bientôt impossible de pratiquer une politiqe du'atermoiements. En 1848, il fallut régler le sort de l'Orégon qui devint un territoire libre, et, tout à coup, la découverte de l'or en Californie y attira un flot d'immigrants qui, dès 1849, demandèrent à former dans l'Union un Etat sans esclaves.

Le Sud prit une attitude menaçante. Alors Clay voulut tenter une dernière fois de ménager un accord. En 1850, il exposa au Sénat les bases sur lesquelles on pourrait le réaliser : la Californie deviendrait un état libre, mais le Congrès renoncerait à prohiber l'esclavage dans les territoires de l'Utah et du Nouveau Mexique dont les habitants décideraient plus tard de quel côté ils voulaient se ranger. Une loi nouvelle faciliterait, en outre, la poursuite et la reprise des esclaves fugitifs. Calhoun, répondant à Clay, fit à la veille de sa mort une suprême profession de foi. Il rappela les progrès accomplis dans le Nord qui rompaient l'équilibre de l'Union; il demanda qu'un amendement constitutionnel garantit l'avenir à chacune des parties un nombre égal de territoires. Sans celà, « laissez-nous, conclut-il, opérer à l'amiable une séparation pacifique ». Webster répliqua que le premier devoir était au contraire de maintenir l'Union, et à son appel le Sénat adopta le compromis que lui proposait Clay.

La mort de Calhoun (1850) fut suivie de peu par celles de Clay et de Webster (1852). Une génération nouvelle monta sur la scène politique, qui n'avait pas un moins vif désir que la précédente d'éviter un conflit. Celui-ci allait cependant éclater après une dernière crise de dix années.

CHAPITRE II

1850 - 1876

---

1. — 1850-1860. *Les origines de la guerre civile.*

Parce qu'une fraction des whigs, gagnée par la propagande abolitionniste, se montrait irritée par l'adoption du compromis, les électeurs donnèrent en 1852 une grosse majorité au candidat démocrate, Pierce, qu'on disait de nature conciliante. Mais deux ans plus tard le jeune et brillant sénateur démocrate S. A. Douglas entraîna le Congrès à faire aux esclavagistes une nouvelle concession. Le premier chemin de fer transcontinental avait atteint le Mississipi à Saint-Louis, et les habitants du Missouri, impatients de le prolonger, réclamaient la formation de territoires dans le Kansas et le Nebraska. Douglas persuada le Congrès de ne pas y proscrire l'esclavage, mais de laisser le soin aux habitants de ces territoires de prendre une décision à ce sujet. Le « Kansas-Nebraska Act » de 1854 devait avoir de redoutables conséquences.

Non seulement c'était abolir le compromis de 1820, effacer la ligne du 36°30 qu'il avait tracé, mais c'était aussi détruire l'accord réalisé en 1850 et faire pencher davantage la balance du côté du Sud. Les abolitionnistes en profitèrent pour accentuer leur propagande. Déjà les sévérités nouvelles infligées par la loi de 1850

aux esclaves fugitifs avaient suscité une vive émotion. Des émeutes avaient éclaté en plusieurs occasions pour les empêcher de retomber aux mains de leurs maîtres. Le célèbre roman de Mrs. Beecher Stowe, « La Case de l'Oncle Tom », s'était répandu rapidement à plus d'un million d'exemplaires. La loi de 1854 parut aux abolitionnistes une invite à s'emparer de nouveaux territoires. Ils se hâtèrent d'envoyer des colons au Kansas pour y faire triompher leur cause. Les esclavagistes les imitèrent, et bientôt le Kansas fut divisé en deux partis qui en vinrent aux mains.

Les abolitionnistes décidèrent, en outre, de s'organiser en un parti nouveau qui reprit le nom de « républicain ». Les whigs, depuis 1850, semblaient irrémédiablement divisés. Une partie d'entre eux acceptait le compromis que les autres repoussaient. Leur faiblesse permit aux républicains de faire de rapides progrès et finalement les whigs, menacés de disparaître, décidèrent de fusionner avec eux (1855). Les élections de 1856 donnèrent aux républicains la première occasion d'éprouver leur force. Les démocrates présentèrent la candidature de Buchanan, de tendances modérées, et ils l'emortèrent parce que beaucoup d'électeurs votèrent encore pour le seul parti qui parut capable de maintenir l'Union. Mais contre les 174 voix de Buchanan, J. Frémont, républicain obscur, groupa 114 suffrages, et ce nombre suffisait à montrer qu'aux prochaines élections la cause abolitionniste auraient de grandes chances de succès.

L'homme qui allait la faire triompher ne fut découvert par le public que deux ans plus tard. En 1858, le sénateur Douglas, qu'on regardait comme le futur candidat démocrate à la présidence, devait être réélu dans l'Illinois, et les journalistes qui suivaient sa campagne s'intéressèrent vite à son étrange adversaire. Abraham Lincoln, né dans les bois, instruit en de-

hors des écoles, était un homme de haute taille aux traits rudes et disgracieux. Sa parole était simple mais ferme, et d'une irrésistible sincérité. Il ne demandait pas la suppression de l'esclavage, mais il pensait qu'au Congrès seul il appartenait de décider si l'esclavage existerait dans les territoires. Douglas lui opposait le principe de la souveraineté du peuple. Qu'entendait-il par là? La population d'un territoire pouvait-elle aussi bien interdire l'esclavage et l'autoriser dans son domaine? Cette simple question mit Douglas dans un cruel embarras, car, obligé de répondre par l'affirmative, il devint du coup suspect aux électeurs qui n'admettaient plus de compromissions.

Dans le Sud, en effet, l'exaltation grandissait. Les élections du Congrès de 1858 étaient marquées par de nouveaux progrès républicains. En 1859, John Brown, un ardent abolitionniste, en tentant par surprise de s'emparer de l'arsenal de Harper's Ferry, mit le pays en émoi. Il fut pris, condamné et mis à mort, et dans le Nord on le tint pour un martyr, mais le Sud demeura persuadé que ses adversaires se préparaient à provoquer une insurrection des esclaves.

Lorsque la Convention démocrate s'assembla Douglas y fut accusé de tiédeur. Plutôt que d'acepter sa nomination les délégués de sept Etats se retirèrent et, dans une Convention distincte, désignèrent un autre candidat. Ce schisme rendait inévitable la victoire des républicains, mais dans leur Convention leur chef le plus en vue, Seward, se heurta à un groupe irréductible d'adversaires, et, à la surprise générale, ce fut Abraham Lincoln qui l'emporta. Son nom ne réunit pas la majorité des suffrages. Les démocrates obtinrent près d'un million de voix de plus que les républicains; mais leurs divisions donnèrent à Lincoln le pouvoir.

Dès que son élection fut connue la législature de la

Caroline du Sud annonça qu'elle se retirait de l'Union fédérale (20 décembre 1860). En quelques semaines son exemple fut suivi par la Géorgie, l'Alabama, le Mississipi, la Louisiane et la Floride, et ces six Etats, auxquels le Texas se joignit peu après, formèrent, sous le nom d'Etats Confédérés d'Amérique, une Union nouvelle. Jefferson Davis, ancien secrétaire d'état, en devint président.

Le Congrès essaya à la dernière heure de réaliser un accord. Un sénateur demanda d'en revenir au compromis de 1820, de laisser l'esclavage subsister librement au sud du 36°30, et proposa sur ces bases un referendum populaire. Mais Lincoln intervint pour faire échouer ce projet. Le jour de son « inauguration » il exposa son point de vue. « Le gouvernement, dit-il, ne peut pas durer indéfiniment à moitié esclave à moitié libre. » Il ne voulait pas, cependant, obliger les Etats esclavagistes à devenir libres, mais il voulait maintenir l'Union. Une sécession n'était pas admissible.

Lincoln refusa donc d'évacuer les forts qu'occupaient dans le Sud les troupes fédérales et, le 12 avril 1861, les confédérés, en bombardant le fort Sumter à Charleston, prirent l'initiative de commencer la guerre civile.

2. — 1861-65. *La guerre civile.*

Après l'attaque du fort Sumter Lincoln se hâta de lever des volontaires et déclara le blocus des ports du Sud. Dans les semaines suivantes la Virginie, la Caroline du Nord, le Tennessee et l'Arkansas se joignirent aux confédérés. Le Maryland et le Kentucky restèrent dans l'Union, comprenant que la guerre était faite pour la maintenir et non pour détruire l'esclavage. Le

gouverneur du Missouri voulut se détacher de Washington, mais quatre régiments de volontaires l'obligèrent à se démettre et une Convention se prononça en faveur du gouvernement fédéral.

Les forces des deux partis n'étaient pas égales. Le Nord comptait 22 millions d'habitants; le Sud 9, dont la moitié formée de noirs. Mais les confédérés, qui avaient l'avantage de combattre dans leur propre pays, étaient à certains égards mieux préparés à la lutte. Les blancs, qui avaient l'habitude de la vie en plein air, se groupèrent facilement pour marcher sous les ordres des grands planteurs. Il n'était pas possible d'armer les noirs, mais leur travail assura la subsistance des combattants.

Plus grave était pour le Sud la faiblesse de son industrie qui imposa vite aux confédérés de grandes privations et rendit finalement impossible l'entretien des voies ferrées. Enfin le Sud eut de la peine à financer la guerre; il tirait toutes ses ressources du « roi coton » auquel le blocus ferma ses débouchés. Mais longtemps le Sud espéra que ce blocus, aussi nuisible à la Grande-Bretagne qu'à lui-même, déterminerait en sa faveur une intervention, et il est vrai qu'à plusieurs reprises elle fut très près de se produire. Si quelques libéraux anglais condamnaient, avec Cobden, l'esclavage, les ministres Russell et Palmerston ne dissimulaient pas leurs sympathies pour les aristocrates du Sud. Ils n'allèrent pas jusqu'à reconnaître la nouvelle confédération, mais, en proclamant la neutralité britannique, ils accordèrent dès le début aux deux partis la qualité de belligérants. La guerre navale suscita plusieurs incidents critiques et il fallut le sang-froid d'Adams, le fils de l'ancien président, qui représentait à Londres le gouvernement de Washington, pour éviter un conflit. Ce fut d'abord l'affaire du *Trent*, vaisseau anglais que les gardes-côtes du Nord arrêtèrent

pour s'emparer de deux agents des confédérés qui s'y étaient embarqués. Puis ce fut l'incident de l'*Alabama*, corsaire que les confédérés avaient fait construire à Liverpool et que le gouvernement britannique, malgré les avertissements d'Adams, laissa prendre la mer. L'Angleterre ne devait que beaucoup plus tard reconnaître son tort et payer une indemnité (1870).

Cependant, à mesure que la guerre avança et surtout après que Lincoln eut proclamé l'abolition de l'esclavage, l'opinion britannique se détacha peu à peu des confédérés. L'expédition du Mexique leur fit espérer pendant quelques temps une intervention française, mais là encore ils se trouvèrent déçus.

Dès lors le conflit resta circonscrit entre les fédéralistes, restés fidèles au gouvernement de Washington, et les confédérés qui avaient établi à Richmond leur capitale. La lutte prit le caractère d'une guerre d'usure où les ressources supérieures du Nord lui donnèrent finalement l'avantage. Encore fallait-il qu'il ne se laissât pas trop tôt décourager. S'il réussit à tenir jusqu'au bout, le mérite en revint au Président Lincoln qui, pendant les quatre années de campagne, eut à livrer une bataille politique extrêmement difficile.

Dans le Congrès les anciens partis subsistaient. Lincoln eut bientôt à lutter contre un groupe de démocrates qui, regrettant la guerre, entamèrent une propagande défaitiste dangereuse. Une partie des républicains, abolitionnistes passionnés et qui s'intitulaient « radicaux », chercha d'autre part à le pousser aux mesures extrêmes.

Jamais Lincoln n'évita de prendre ses responsabilités. Il donna, au contraire, la plus large extension aux pouvoirs présidentiels. La Constitution admettait la suspension de l'*habeas corpus* sans préciser qui aurait le droit de la prononcer. Il se l'attribua en qualité de chef suprême de l'armée. Pour enrayer la propa-

gande d'agitateurs pacifistes il ordonna de nombreuses arrestations, et, quand le Congrès accepta de voter une loi suspendant l'*habeas corpus*, il continua à agir de son propre chef chaque fois qu'il l'estimait nécessaire.

La propagande abolitionniste lui parut peut-être plus gênante encore, car elle risquait de détacher de l'Union de nouveaux Etats. De plus il avait nettement expliqué qu'à son avis le Congrès n'avait pas le pouvoir d'abolir l'esclavage dans les Etats. Que faire cependant des esclaves qui, s'échappant des terres du Sud, venaient se réfugier dans les lignes fédéralistes? Lincoln, n'osant pas les émanciper, se contenta de laisser librement agir plusieurs généraux qui prirent l'initiative de le faire. Lorsque le Congrès prononça la confiscation des biens employés à secourir la Confédération » et décida en même temps d'émanciper les esclaves qui travaillaient à soutenir les sudistes, Lincoln accueillit ces mesures avec réserve et ne les appliqua qu'avec prudence. Plus délicat encore était le cas des esclaves employés dans les Etats fidèles. Lincoln proposa sans succès au Congrès d'indemniser leurs maîtres. Il lui persuada aussi d'affranchir les esclaves employés dans le district fédéral de Colombie et invita les Etats à imiter cet exemple. Il ne fut pas écouté et cependant la cause abolitionniste gagnait du terrain.

En 1862, Greeley, le directeur de la *New York Tribune*, publia la « Prière de 20 millions d'hommes ». Lincoln lui répondit encore que le but de la guerre n'était pas l'émancipation, mais le maintien de l'Union. Il résolut, néanmoins, d'user cette fois des pouvoirs que l'état de guerre lui conférait pour trancher le nœud gordien. Le 23 septembre 1862, une proclamation présidentielle annonça que, dès le début de l'année suivante, tous les esclaves des sudistes seraient libres.

Quant à ceux qui restaient dans le Nord, Lincoln se convainquit qu'on ne pouvait les affranchir sans amender la Constitution. En 1864 un treizième amendement constitutionnel fut donc soumis au Congrès. Mais il ne rallia pas la majorité des deux tiers exigée, et ce ne fut qu'en 1865 qu'on réussit à le faire adopter. Dans l'intervalle l'émancipation s'effectua cependant peu à peu par l'adoption d'amendements constitutionnels dans les législatures de plusieurs Etats.

On crut d'abord que les opérations militaires seraient limitées à la région s'étendant de Washington à Richmond, entre le Potomac et la rivière James. Une armée s'avançant d'une capitale à l'autre était obligée de forcer le passage d'un grand nombre de cours d'eau importants. On ne pouvait les tourner à l'est qu'en opérant un débarquement, à l'ouest qu'en franchissant le Blue Ridge pour suivre la vallée de la Shennandoah qui débouche près de Washington. Les troupes du Nord prirent dès le début l'offensive, mais, frappées de panique à la bataille de Bull Run (20 juillet 1861), elle refluèrent en désordre. Lincoln se conainquit qu'il lui fallait d'abord discipliner et entraîner ses soldats. Il y employa de longs mois avant que sous les ordres de McClellan, officier réputé, elles se remissent en campagne. En 1862, elles vinrent débarquer dans la presqu'île de Yorkown; mais le général Lee, commandant l'armée du Sud leur barra le chemin de Richmond et les obligea en août à lâcher prise. Lee à son tour s'avança par la Shennandoah jusqu'aux approches du Potomac. Mc Clellan l'arrêta en lui infligeant de lourdes pertes, mais le laissa ensuite opérer sa retraite sans encombre (septembre 1862).

La campagne de 1862 n'aurait produit aucun résultat si elle n'avait commencé à faire apparaitre l'importance d'un second champ de bataille, celui de la

vallée du Mississipi. La ligne de défense des confédérés barrait le fleuve près de Colombus, terminus de la voie ferrée de la Nouvelle-Orléans, et, par les forts Henry et Donelson, tenait le cours du Tennessee et du Cumberland. Le général Halleck, commandant les troupes fédéralistes sur ce théâtre, n'aurait pas essayé de la forcer si l'un de ses lieutenants, Grant, ne lui avait pas fait la surprise de s'emparer coup sur coup des deux forts et de faire ainsi tomber Nashville entre ses mains (février 1862).

Les Sudistes se hâtèrent de reformer leur ligne de Memphis à Corinth, et la lenteur de Halleck permit à leur chef Johnson de reprendre l'offensive. Il voyait l'ennemi divisé en deux armées qu'il pensait détruire séparément. Grant, surpris à Shiloh, réussit avec peine à y tenir jusqu'au soir, mais, dans la nuit, l'arrivée de son compagnon Buell lui permit de transformer sa défaite en victoire (septembre 1862). Johnson avait été tué dans la bataille, et son successeur, effrayé, abandonna Corinth et Memphis pour se replier sur Vicksburg. En même temps la flotte qui bloquait les ports du Sud avait réussi à s'emparer de la Nouvelle-Orléans. L'importance de ces succès fit sur le Président Lincoln une vive impression. Il appela Halleck à Washington pour remplacer McClellan dans le commandement en chef, et Grant reçut la direction des opérations sur le théâtre occidental.

Ulysse Grant, qui se trouvait désormais en mesure d'agir à sa guise, était le fils d'un fermier de l'Ohio. Elève médiocre de l'école militaire de West Point, il n'avait pas tardé à quitter l'armée et avait mené jusqu'à la guerre, dans diverses professions, une vie misérable. On lui connaissait l'habitude de boire et on l'estimait peu. En dépit de ses services les officiers le tinrent longtemps en défiance. Depuis le début de la guerre, Grant ne buvait plus, mais, pauvrement vêtu,

il ne se mettait jamais en frais pour plaire. Toutes ses archives, disait-on, tenaient dans l'ample poche de son manteau; pour assurer son prestige il se contentait de vaincre. Lincoln fut le premier à reconnaître sa valeur : « Je voudrais bien savoir, déclara-t-il, quel genre de whisky il boit. J'en enverrais un baril à mes autres généraux. »

La forteresse de Vicksburg, dont les canons commandaient la vallée du Mississipi, n'était accessible que par le sud-est. Grant, qui s'en était approché par la rive droite, comprit bientôt son erreur. Il eut l'audace d'embarquer ses troupes et de passer sous le feu de l'ennemi pour reprendre pied sur l'autre rive. Il put alors couper les communications de la place qui, après un siège de deux mois, fut réduite à capituler (mai-juillet 1863). Le gros de l'armée sudiste s'était établie plus à l'ouest dans de fortes positions autour de Chattanooga, où l'un des lieutenants de Grant qui s'était d'abord emparé de cette ville se trouvait maintenant assiégé. Grant vint le secourir, et, tandis que Sherman tournait la position de l'ennemi, Grant par une attaque frontale l'en délogea (octobre 1863).

Il était, dès lors, le maître de la vallée du Mississipi et pouvait marcher vers l'ouest au cœur des Etats confédérés. Cette brillante campagne avait d'autant plus d'importance que, sur le théâtre oriental, les fédéralistes n'avaient pu remporter sur le général Lee aucun avantage. Deux généraux avaient tenté tour à tour de forcer la route de Richmond. Ils s'étaient fait battre à Frédéricksburg; et à Gettysburg une sanglante bataille de trois journées n'avait été qu'un succès sans lendemain (juillet 1863).

Lincoln décida d'appeler Grant à Washington. Revêtu du commandement suprême, Grant allait se mesurer avec Lee, tandis que Sherman prendrait sa place à Chattanooga.

Pour Lincoln l'heure était grave. Il voyait que les forces du Sud commençaient à s'épuiser et pensait que la campagne prochaine briserait sa résistance. Mais pourrait-il tenir jusque-là? L'année 1864 allait être marquée par l'élection présidentielle, et Lincoln doutait de sa réélection.

Dans son propre parti les radicaux menaçaient de voter contre lui. Les démocrates avaient trouvé en Mc Clellan, mécontent de son renvoi et toujours populaire, un excellent candidat, et parmi eux des voix nombreuses s'élevaient pour réclamer la paix. Le sort de Lincoln semblait dépendre des événements militaires.

Ce ne fut pas Grant qui le décida. Sa première offensive à Chancellorville ne réussit pas mieux que celles de ses prédécesseurs à briser la résistance de Lee. Il livra coup sur coup deux nouvelles batailles sans obtenir plus de succès, et le seul moyen de vaincre Lee parut être alors de ne pas lui accorder de répit pour venir plus vite à bout de ses réserves. Mais entre temps une brillante manœuvre de Sherman amena l'écroulement de la Confédération. De Chattanooga Sherman s'avança à travers la Géorgie sans que son habile adversaire Johnson put l'arrêter. En septembre une bataille décisive fit tomber Atlanta l'un des principaux centres d'approvisionnement de l'ennemi (septembre 1864).

La prise d'Atlanta assura l'élection de Lincoln qui obtint 212 voix n'en laissant que 21 à Mc Clellan. Mais déjà Sherman avait repris sa route. Persuadé qu'il ne pouvait plus rencontrer de résistance sérieuse, il s'éloigna de ses bases avec ses vétérans n'emportant que quelques jours de vivres. Sa célèbre « marche à la mer » le conduisit en un mois à Savannah sur l'Atlantique (13 décembre 1864).

Dés qu'il eut rétabli ses communications avec Grant

il remonta au nord pour prendre Lee entre deux feux. Son arrivée à Columbia fit tomber Charleston dont la flotte fédéraliste put s'emparer (mars 1865). Le 2 avril Lee se résigna à évacuer Richmond et tenta de gagner les montagnes de l'intérieur où il comptait prolonger la lutte. Grant ne lui en laissa pas le temps. Dès le 7 avril il le rejoignit à Appomatox où Lee fut contraint de capituler.

3. — 1865 1876. *La Reconstruction.*

La longueur des hostilités avait épuisé les deux adversaires. Tous deux après avoir fait appel à des levées de volontaires, s'étaient ensuite décidés à établir la conscription. Le Nord avait enrôlé deux millions et demi d'hommes. Le Sud, par une série de visites médicales de plus en plus sévères, en avait mis sur pied plus d'un million. Pour soutenir les frais de la guerre, qui, dès 1862, s'élevaient dans le Nord à 2 millions de dollars par jour, le gouvernement de Washington avait eu recours à de vastes emprunts (500 millions en 1862, 900 en 1863, 400 en 1864). Il avait en outre procédé à l'émission de bons du Trésor ayant cours légal et autorisé des banques à émettre des billets avec sa garantie. Le public avait en main une masse de billets verts (greenbacks) en 1865 qui avaient perdu de leur valeur 67 o/o. La situation des Etats du Sud était pire. La guerre y laissait face à face les blancs exaspérés par la défaite et quatre millions de noirs qui, délivrés de l'esclavage, ne demandaient qu'à vivre dans la paresse. Comment les contraindre à reconstituer les plantations éprouvées par le blocsu? Le Sud n'avait pas d'industrie et ses chemins de fer étaient presque détruits.

De plus le Congrès n'était pas disposé à laisser le Sud se réorganiser à sa guise. Il voulait le mettre en

tutelle. Lincoln était d'un avis différent. Après la capitulation il avait laissé les soldats du Sud retourner librement chez eux, gardant leurs chevaux pour les travaux agricoles. Dans les Etats confédérés occupés peu à peu par ses armées il avait seulement demandé aux électeurs blancs de prêter serment à la Constitution fédérale en acceptant le treizième amendement. Leurs gouvernements avaient été admis de nouveau dans l'Union. Mais Lincoln fut assassiné au théâtre de Washington par l'acteur Booth, un sudiste enragé, quelques jours après sa victoire (14 avril), et sa mort détruisit tout espoir de faire accepter par le Congrès une politique de conciliation.

Le vice-président Johnson était un démocrate du Tennessee et, à ce titre, suspect aux radicaux. Ses excellentes intentions étaient déformées par son caractère irritable et par des manques de tact continuels. Il se hâta d'accoplir à lui seul l'œuvre de reconstruction pendant que le Congrès n'était pas en session.

Lorsque celui-ci se réunit (décembre 1865) la majorité républicaine s'aperçut que les démocrates pourraient, dans ces conditions, reprendre bientôt l'avantage. Elle déclara qu'au Congrès seul appartenait le droit de décider le sort des Etats rebelles. Leurs représentants ne furent pas admis au Congrès. Avant de reconnaître leurs nouveaux gouvernements on exigea qu'ils acceptassent un quatorzième amendement qui répudiat les dettes de la Confédération, excluait de l'amnistie ceux qui avaient fait partie des gouvernements rebelles et garantissait aux noirs l'exercice des droits de citoyen. Comme le Sud repoussait ces conditions on le partagea en districts soumis à une occupation militaire.

Johnson avait en vain refusé sa sanction à ces mesures qu'une majorité des deux tiers fit adopter malgré son veto. Il entra, dès lors, en lutte ouverte avec les

radicaux et sa colère l'entraîna à de fâcheux excès de langage.

Le Congrès, craignant qu'il n'abusât de son patronage, décida qu'aucun fonctionnaire ne pourrait être révoqué par le président sans l'assentiment du Sénat. Johnson, néanmoins, renvoya le secrétaire d'état de la guerre. La Chambre le mit alors en accusation devant le Sénat et il n'échappa à une condamnation que par une majorité d'une voix.

A l'expiration de son mandat les républicains firent entrer à la Maison blanche le général Grant. Sa popularité assura le triomphe du parti. Le vote d'un quinzième amendement constitutionnel qui défendait de supprimer ou de restreindre le suffrage « pour raison de couleur ou d'esclavage antérieur » permit aux radicaux de constituer, grâce au vote des noirs, des gouvernements républicains dans les Etats du Sud. En 1871, l'œuvre de reconstruction paraissait achevée à leur profit.

Elle ne pouvait pas être durable. Le Sud était la proie de politiciens étrangers au pays — on les appelait « carpet-baggers » parce qu'ils y apportaient pour tout bagage un sac de nuit — qui l'envahissaient à l'époque des élections et, par la corrpution des noirs, se faisaient attribuer les places. Une réaction était inévitable. Les blancs se groupèrent en sociétés secrètes pour empêcher les noirs de voter en les intimidant. La plus célèbre fut le Ku-Klux-Klan, qui, par des attentats, par des apparitions fantastiques, inspirait aux nègres une terreur superstitieuse. Les gaspillages commis par les « carpet-baggers », l'activité des sociétés secrètes mirent les noirs en défiance et, malgré tous les efforts du Congrès, les blancs réussirent peu à peu à reprendre pied dans presque tous les Etats.

Le gouvernement des radicaux fut, d'autre part, discrédité par une série de scandales. La reprise des

affaires après la guerre avait été accompagnée d'une fièvre d'enrichissement et de corruption. Le krach du « Crédit Mobilier » qui s'était fait concéder la construction du chemin de fer de l'Union Pacifique révéla qu'il avait acheté les voix de plusieurs membres du Congrès. Le président de la Chambre, Blaine, fut, à son tour, compromis dans une affaire semblable, et il en fut de même pour le secrétaire d'état de la guerre. Le prestige de Grant, qui, en 1872, avait commencé sa seconde présidence, fut atteint par la corruption qui l'environnait.

En 1874, les démocrates conquirent la majorité de la Chambre des représentants. En 1876 ils faillirent s'emparer de la Présidence. Comme l'élection n'avait pas été régulière dans trois Etats du Sud, le Congrès décida de s'en remettre à la décision d'un comité composé de membres des deux Chambres et de cinq juges. Les républicains, qui s'y trouvèrent plus nombreux, déclarèrent leur candidat Hayes élu à une voix de majorité.

CHAPITRE III

1876-1900

1. — 1876-1884. *L'expansion économique.*

Le nouveau président estima le moment venu de rompre avec les radicaux qui auraient voulu tenir indéfiniment les Etats du Sud en tutelle.

Hayes rappela les troupes fédérales qui occupaient encore trois Etats du Sud. Il laissa s'y reconstituer des gouvernements réguliers dont les démocrates s'emparèrent. Il engagea même la lutte contre le leader des radicaux, Conckling, en refusant à son candidat, Arthur, l'un des postes administratifs du port de New-York.

Les radicaux voulurent se venger en poussant Grant à accepter le mandat d'une nouvelle présidence. Mais la Convention républicaine lui préféra un modéré, Garfield, qui succéda à Hayes en 1880. Il ne se montra pas plus favorable aux ambitions des radicaux. Pour lui forcer la main Conckling donna bruyamment sa démission du Sénat et fit appel à ses électeurs. Ceux-ci pourtant le désavouèrent, et son échec marqua l'écroulement des radicaux. Quand Garfield fut assassiné quelques mois après, le vice-président Arthur qu'ils croyaient leur être dévoué, évita, comme ses

prédécesseurs, de les faire entrer dans son Cabinet. Arthur prit, au contraire, l'initiative d'une réforme dans le choix des fonctionnaires. Pour éviter que le fameux « système des dépouilles » ne fit entrer dans les services publics un trop grand nombre d'incapables, il institua une commission spéciale qui dressa la liste des personnes susceptibles de les remplir. On ne put désormais, sans s'y être fait inscrire, être nommé à aucun emploi (1882).

La fin de l'ère de reconstruction fut, en outre, marquée par la reprise des paiements en espèces. Les billets émis pendant la guerre (greenbacks) étaient vite tombés aux deux tiers de leur valeur nominale, et le gouvernement en essayant de les absorber s'était heurté aux protestations de tous ceux qui craignaient d'avoir à payer leurs dettes en monnaie forte. Dans les Etats du Sud, endettés par la guerre, comme dans ceux de l'Ouest, endettés par leur trop brusque progrès, le « greenback party » avait groupé de nombreux adhérents. Mais le gouvernement tint bon; augmentant peu à peu ses réserves métalliques, il fit remonter la valeur des billets et put enfin s'engager sans risque à les rembourser au pair (1879).

Cette mesure fut le signal d'une expansion économique très rapide. Le développement des voies ferrées l'avait d'ailleurs préparée. Le premier transcontinental, l'*Union Pacific Railway*, avait en 1869 atteint San Francisco, et quatre autres lignes s'avançaient à grandes étapes vers le Pacifique. Les progrès de l'industrie de l'acier (procédé Bessemer) en hâtaient la construction qui fut achevée en 1883. Le Congrès avait encouragé ces efforts par des concessions de terrains. L'avance de la population vers l'ouest s'était opérée jusque là d'une manière spontanée et presque régulière, en repoussant peu à peu la ligne longitudinale qui formait la frontière. Elle s'effectua désormais

par taches sporadiques grandissant avec les voies ferrées.

Le télégraphe de Morse étendait, en même temps, son réseau dont une grande partie se trouvait concentrée, en 1881, sous le contrôle de la *Western Union.* Le téléphone de Graham Bell faisait son apparition, en 1876, à l'exposition de Philadelphie, et l'usage de la dactylographie, après 1880, se répandait rapidement. L'arc électrique d'Edison, inventé en 1879, allait transformer l'éclairage, tandis que New-York commençait vers 1880 à employer l'électricité aux transports.

Ces progrès du machinisme ne pouvaient manquer de susciter une ère de spéculation qui vit apparaître les premiers milliardaires. Aux fortunes acquises par la banque et le commerce s'ajoutèrent brusquement celles qui s'édifiaient par la concentration industrielle. Jay Gould et Cornélius Vanderbilt bâtirent les leurs en soumettant de vastes étendues de voies ferrées à leur contrôle.C'est en obtenant des tarifs avantageux de transport que John Rockfeller réussit, entre 1878 et 1880, à concentrer à son profit l'exploitation du pétrole, tandis que le brusque développement des industries métallurgiques permit à Andrew Carnegie de se tailler une place de géant dans la production de l'acier. Le public ne comprit pas tout de suite le danger que la menace des trusts faisait courir aux libertés politiques, mais la révolution économique était trop rapide et la spéculation y tenait trop de place pour ne pas être accompagnée de brusques arrêts occasionnant des kracks désastreux. Des crises graves se produisirent en 1873, 1884 et 1893, et le spectacle d'une classe possédante trop prospère vint aussi fortifier le oumvement en faveur d'une réforme, réaction inévitable contre les abus de la corruption.

L'union de la classe ouvrière, longtemps retardée

par les hauts salaires, fit alors des progrès inquiétants. Après plusieurs essais de groupement les « Chevaliers du Travail », organisés en 1869, puis la « Fédération américaine du Travail » (1881), prirent une grande extension. Une grève des chemins de fer, en 1877, fut brisée par l'intervention brutale des milices, mais laissa un souvenir d'effroi. Une autre grève qui échoua devant la résistance de Gould suivit la crise financière de 1884, et celle de 1893 suscita dans les ateliers de Carnegie des troubles violents.

Les idées socialistes de Henry George gagnèrent, en même temps, beaucoup d'adhérents, et, quand en 1886 George fut candidat à la mairie de New-York, le nombre de votes qu'il obtint encouragea les ouvriers à fonder l'année suivante un « Parti du Travail ».

Le développement rapide du pays imposait, d'autre part, à la bureaucratie un effort extraordinaire pour répondre aux demandes sans cesse plus étendues de la population. Comment eut-elle pu éviter de subir souvent l'influence des hommes d'argent? Le public, lent à s'émouvoir, finit cependant, par comprendre le danger. Le scandale des postes qui, pour subvenir aux besoins nouveaux de l'Ouest, avaient passé des contrats d'entreprise frauduleux, fit sur lui une pénible impression.

Il se demandait, en outre, si la prospérité des industriels n'était pas obtenue à ses dépens par l'effet des tarifs élevés qui protégeaient leurs produits. La guerre civile avait contraint l'Etat fédéral à chercher de tous côtés à la fois des ressources. Il avait haussé les droits d'entrée en même temps qu'établi des droits intérieurs. Mais, tandis que les seconds avaient ensuite rapidement disparu, les premiers subsistaient sans que leur maintien parut justifié, car le Trésor encaissait chaque année des excédents considérables. Aussi le président Arthur proposa-t-il au Congrès de révi-

ser le tarif, et la déception fut grande lorsqu'on s'aperçut que la majorité républicaine élevait le tarif au lieu de l'abaisser (1883).

Dans ces conditions, le mouvement réformiste acquit assez de force pour entraîner, en 1884, la défaite des républicains. Leur candidat, Blaine, l'ancien collaborateur de Grant, était cependant, sans conteste, l'homme d'état le plus remarquable de son parti, mais au cours de sa longue carrière il avait eu jadis pour une compagnie de chemins de fer des complaisances regrettables. L'incident fut exploité contre lui, et, de plus, les déclarations anticatholiques de l'un de ses partisans lui firent perdre une partie des voix irlandaises qu'il escomptait. Les démocrates firent campagne pour G. Cleveland, un homme de loi d'obscure origine qui, nommé maire de Buffalo, puis gouverneur de l'Etat de New-York, avait partout montré les qualités d'un réformateur énergique. Après une campagne spécialement âpre, Cleveland l'emporta de quelques voix, et, après une éclipse de vingt-cinq ans, le parti démocrate reconquit le pouvoir.

2. — 1884-1890. *Réforme et protectionnisme.*

Cleveland fit l'effort vigoureux qu'on attendait de lui pour assainir l'administration et les mœurs politiques; mais il se heurta à la résistance du Sénat où les républicains avaient conservé la majorité, à la coalition des intérêts menacés et des ambitions déçues.

Il refusa d'abord d'employer à son profit le célèbre « système des dépouilles »; mais la colère et les menaces de ses propres partisans finirent par l'y obliger, et il se mit à le pratiquer sur une grande échelle sans parvenir à calmer les rancunes que sa résistance avait éveillées.

Cleveland s'attaqua avec plus de succès aux abus qui se produisaient dans l'administration du domaine public. L' « Office général des terres », qui dirigeait les concessions et les ventes, s'était trouvé aussi débordé de travail que le service postal depuis le développement des voies ferrées; il n'avait pas mieux résisté à la corruption. A mesure que l'influence politique de l'Ouest grandissait le Congrès avait adopté des règlements plus favorables aux colons. Le défricheur de terres vierges était traité en bienfaiteur public, et une loi de 1862 lui accordait gratuitement la propriété du domaine sur lequel il construisait sa demeure. Mais que d'abus dans l'application de ces mesures! Que de maisons truquées où nul ne résidait! Que de barrières établies sans contrôle sur le domaine public par des aventuriers peu scrupuleux! Cleveland fit procéder à de sérieuses enquêtes, fit abattre les barrières ainsi dressées et reprit les terres illégalement occupées. Les compagnies de chemin de fer s'étaient fait attribuer d'énormes concessions; il les obligea à restituer les lots qui n'avaient pas trouvé d'acquéreurs dans le délai prévu par la loi.

Il combattit avec énergie la scandaleuse distribution des pensions militaires. Le nombre des vétérans de la guerre civile que le Trésor pensionnait, loin de diminuer, allait toujours grossissant. Ils étaient 126.000 en 1864 et 230.000 vingt ans après. Les excédents budgétaires que le tarif protecteur produisait étaient employés par le Congrès à gagner les faveurs d'un grand nombre d'électeurs. On se montrait de plus en plus généreux dans l'attribution des pensions qui se faisait par le vote de bills privés auxquels deux journées par semaine étaient consacrées. Cleveland, armé de son veto, en fit un véritable massacre, et par là il souleva contre lui la colère de l'association des vétérans qui, sous le nom de « Grande Armée de la

République », groupait près de 400.000 d'entre eux.

Quant aux excédents budgétaires, un message présidentiel informa le Congrès que le meilleur moyen de les réduire était d'abaisser le tarif; mais un bill voté dans ce but par la Chambre fut arrêté par le Sénat. En s'attaquant aux droits protecteurs Cleveland acheva de préparer sa propre défaite. L'élection présidentielle approchait et les républicains décidèrent de prendre pour plateforme la question du tarif.

Blaine, qui dirigea de nouveau leur campagne, évita cette fois de la compromettre par sa propre candidature. Il s'effaça devant Benjamin Harrisson, petit-fils de l'ancien président, lui-même général pendant la guerre et depuis homme de loi, qui se recommandait au choix du parti par sa parfaite honorabilité. Malgré le caractère des deux candidats leurs partisans eurent souvent recours, pendant la lutte, à des moyens de corruption, mais la popularité de Cleveland s'était évanouie, et Harrisson eut l'avantage. En s'installant à la Maison Blanche il prit Blaine pour secrétaire d'état.

Le nouveau gouvernement ne se contenta pas de conserver les droits fixés par le tarif de 1883; un jeune député, Mc Kinley, se fit connaître en dressant un nouveau tarif qui fut mis en vigueur en 1890. Le protectionnisme dans le tarif Mc Kinley ne fut plus appliqué comme un expédient mais comme un principe. Tout article susceptible d'être fourni par les Etats-Unis devait être protégé, et l'on étendit même la protection aux « industries à naître », aux articles qui, dans l'avenir, pourraient être produits sur le territoire de l'Union. Les droits d'entrée s'élevèrent en moyenne à 48 % et n'admirent que peu d'exception. La résistance de Blaine qui appréhendait l'irritation de l'Amérique latine, obtint le vote d'une clause spéciale qui permettait de conclure avec les autres états améri-

cains des ententes particulières. Ainsi le parti républicain devenait de plus en plus inféodé aux industriels. L'établissement de droits prohibitifs allait avoir pour résultat de faire disparaître les excédents budgétaires qui embarrassaient la Trésorerie.

Pourtant les républicains se laissèrent encore entraîner à grossir le flot des pensions que Cleveland avait tenté d'arrêter. Leur nombre s'éleva en peu d'années à près d'un million, et, comme les républicains, à tous les points de vue, n'eurent pas une gestion économe — les dépenses fédérales atteignirent un milliard en 1889 et le Congrès de cette année fut surnommé « le Congrès du milliard » —, ils soulevèrent ainsi des critiques qu'un avenir prochain allait montrer justifiées.

Les républicains rendaient encore plus délicate la situation de la Trésorerie en capitulant devant les exigences des partisans du bimétallisme. Depuis le milieu du siècle l'accroissement trop rapide de l'extraction des mines et les nouvelles facilités de transport avaient entraîné une baisse continue de la valeur de l'argent. Aussi le public ne voulait-il plus accepter que la monnaie d'or. Mais les populations de l'Ouest, auxquelles la dépréciation de l'argent causait un grand préjudice, exigeaient que le gouvernement fédéral prit des mesures pour la combattre. Le vote du tarif Mc Kinley, pour lequel l'appoint de leurs suffrages était indispensable, leur fournit une occasion d'imposer leur volonté. Les républicains furent contraints d'accepter une loi à laquelle l'un de leurs leaders, Sherman, attacha son nom. Le *Sherman bill* (1890) prescrivit au Trésor d'acheter chaque mois et de convertir en monnaie 4 millions et demi d'onces d'argent. Comme la mesure ne suffit pas à relever l'argent au pair, le Trésor dut accumuler dans ses caisses une masse grandissante de monnaies dépré-

ciées qu'il ne pouvait mettre en circulation. Et les républicains ne réussirent pas à satisfaire ainsi les demandes de l'Ouest dont l'influence politique devenait alors de plus en plus envahissante.

3. — 1890-1897. *Le Far-West et le Populisme.*

L'entrée du « Far West » dans la vie politique peut être approximativement datée aux environs de 1890. Pendant la guerre civile Lincoln avait fait admettre dans l'Union le Nevada, pour grossir les voix de son parti dans le Sénat. Mais, depuis le rétablissement de la paix, seuls les territoires du Kansa, et du Nebraska avaient été promus au rang d'Etats (1876). Si l'on met à part le groupe voisin du Pacifique (Californie, Orégon, Nevada) les Etats-Unis étaient encore, en 1880, partagés en trois parties sensiblement égales : les vieux Etats, les Etats frontières, et les Territoires. Deux régions se trouvaient dans une situation particulière : l'Oklahoma (le beau pays) réservé par Monroe aux Indiens, était encore fermé à la colonisation. Le Congrès décida, en 1887, de l'ouvrir, après avoir attribué à chaque indien un lot de terres et racheté aux tribus le reste du territoire. Une foule de colons attendit sur la frontière la date de l'ouverture (1889), et, dès le premier soir, une ville surgit du sol. L'Utah était, d'autre part, occupé par les Mormons. Le Congrès, condamnant la polygamie qu'ils pratiquaient, les avaient privés de leurs droits civiques. Mais, après une longue résistance, les Mormons, en 1890, s'inclinèrent devant la loi, et l'Utah finit par être admis dans l'Union (1894).

Il y avait, en outre, 2 territoires au sud et 5 au nord. Les premiers étaient les moins développés. Le New Mexico n'avait, en 1890, que 150.000 habitants et

l'Arizona 50.000. Les seconds, traversés par deux voies ferrées importantes, avaient eu un essor plus rapide. Le Dakota comptait plus d'un demi million d'habitants, le Washington 350.000, et il était impossible de leur fermer plus longtemps les portes du Congrès.

Les républicains pensaient d'ailleurs que les nordistes continueraient à se ranger de leur côté; aussi décidèrent-ils le vote d'un *omnibus bill* qui créa 4 Etats nouveaux : North Dakota, South Dakota, Montana et Washington (1889). L'année suivante l'Idaho et le Wyoming bénéficièrent d'une mesure semblable.

Mais à cette date l'Ouest avait déjà pris nettement conscience de ses intérêts particuliers et n'était pas disposé à s'inféoder aux anciens partis. Comme les mineurs dont on a vu les exigences, les agriculteurs avaient leurs intérêts professionnels à défendre.

Les progrès de l'agriculture dans ces régions nouvelles avaient édifié les énormes fortunes des *Cattle Kings* comparables à celles tirées des mines de la Californie et du Colorado. Les minoteries de Saint-Paul et de Minnéapolis, les abattoirs de Chicago prenaient des proportions gigantesques. Mais la masse des fermiers et des éleveurs restait exposée à bien des vicissitudes.

L'élevage avait déjà franchi la première période de son développement, celle du *long drive*, c'est-à-dire de la migration des troupeaux qui venaient du Texas pâturer dans les plaines plus froides du Kansas et du Nebraska. C'est à partir de 1866 qu'on avait découvert ce moyen de produire un bétail d'engrais d'un excellent rapport. Puis l'avance de la population, l'occupation progressive des terres avaient rendu plus difficile le passage des troupeaux, et vers 1885, après l'achèvement des grandes voies ferrées, le Kansas et le Nebraska avaient fermé leurs frontières à l'entrée du bétail. Le *ranch* avait alors peu à peu remplacé

le *drive*, et le capital européen avait commencé à s'intéresser à ces grandes exploitations. Mais l'éleveur restait dépendant des compagnies de chemin de fer, maîtresses des prix de transport.

L'agriculteur, le plus souvent mal outillé pour emmagasiner sa récolte et contraint de l'écouler sans retard, se trouvait dans la même situation. De plus un essor trop rapide avait entraîné une crise inévitable de surproduction qui se traduisait par la baisse des prix. Beaucoup de fermiers s'étaient aussi établis sur des terres mal irriguées, et vers 1887 une série d'années sèches les mit à dure épreuve.

Les fermiers n'avaient pas été longs à s'unir pour défendre leurs intérêts. Ce fut d'abord le mouvement dit « des granges » qui sous la direction d'une « Grange nationale » entama la lutte contre les chemins de fer. Elle posa le principe que les tarifs des compagnies devaient être soumis au contrôle des Etats. Elle le fit sanctionner par les cours judiciaires de plusieurs Etats et obtint de plusieurs législatures des lois réglementant les conditions des transports. Mais on s'aperçut vite que les compagnies étaient assez puissantes pour exercer sur les gouvernements des Etats une pression irrésistible. En 1885 la Cour Suprême déclara que le soin de réglementer le commerce entre Etats appartenait au pouvoir fédéral. En 1887 fut instituée une commission fédérale de cinq membres impartiaux, chargée d'enquêter sur les relations des compagnies et des Etats. Des ententes (*pools*) s'étaient formées entre les compagnies qui, évitant de se faire concurrence, s'associaient pour imposer leurs prix. L' « Alliance des Fermiers » qui avait remplacé la « Grange nationale », réclama du Congrès une énergique intervention. En 1890, Sherman fit alors adopter une loi contre les trusts qui déclarait illégale

toute entente formée dans le but de limiter la concurrence dans le commerce entre les Etats.

Il était évidemment très difficile d'appliquer sérieusement une semblable mesure, et les républicains, de plus en plus étroitement liés aux industriels, n'étaient pas en situation de l'entreprendre. Si leur objectif avait été de calmer les mécontents des populations de l'Ouest, il ne fut pas atteint. L'Ouest, hostile au protectionnisme et dressé contre les trusts, n'avait aucune raison de donner ses voix au parti républicain. On vit donc apparaître dans l'Ouest, en 1890, un troisième parti qui prit le nom de « Parti du peuple » et se prépara à présenter un candidat indépendant à la Présidence. Les populistes comprenaient des éléments très différents. Les agriculteurs s'étaient rapprochés des bimétallistes, bien qu'en réalité leurs intérêts ne s'accordassent nullement. En réclamant la libre frappe de l'argent, les seconds s'imaginaient relever la valeur de ce métal. Les premiers qui souffraient de la surproduction, escomptaient, au contraire, qu'une augmentation du numéraire entraînerait une hausse des prix, et ne s'inquiétaient pas qu'elle fut accompagnée d'une dépréciation monétaire. L'ignorance des lois économiques faussait des deux parts leurs calculs, mais les populistes n'étaient pas moins en mesure de faire pression sur les électeurs.

Ils avaient d'ailleurs obtenu l'appui des associations ouvrières. Les Chevaliers du Travail comme les disciples de H. George qui, on l'a vu, venaient de se grouper à New-York, encourageaient les populistes, leur persuadaient d'adopter les principes de George, d'après lequel la terre appartenait au peuple, et, pour combattre les trusts, de réclamer la nationalisation des chemins de fer.

La campagne présidentielle s'ouvrit donc pour les républicains sous de mauvais auspices. Harrisson, de-

nouveau candidat, avait déçu leurs espoirs. Il s'était révélé obstiné, irritable; Blaine et Mc Kinley ne le soutenaient qu'à contre cœur. C'est sur la question du tarif que se livra la bataille, et beaucoup de démocrates, qui, quatre ans plus tôt, blâmaient Cleveland de partir en guerre contre le protectionnisme, lui rendaient maintenant justice. Les planteurs du Sud que les populistes cherchaient à gagner, lui restèrent fidèles. Les républicains, irrités par les subterfuges grâce auxquels le Sud avait réussi à enlever aux noirs le droit de vote, l'avaient imprudemment menacé de prendre des mesures énergiques pour faire respecter dans son esprit comme dans la lettre le treizième amendement constitutionnel. Le Sud inquiet se serra autour de la bannière démocrate, et, dans ces conditions, le schisme populiste, qui détourna du parti républicain un million de votes, rendit à Cleveland la Présidence.

Cleveland, qui en 1884 avait reçu l'ingrate mission de réformer les mœurs politiques, prenait encore une fois le pouvoir dans des conditions exceptionnellement difficiles, et il n'était pas plus libre d'agir qu'il ne l'avait été dans sa première présidence, car le Sénat restait républicain.

En 1893 survint une crise financière dont ses prédécesseurs étaient en grande partie responsables. La prospérité des affaires avait suscité une fièvre de spéculation qui ne pouvait qu'amener la panique. Mais le gouvernement républicain avait, en outre, imprudemment réduit les disponibilités de la Trésorerie. Dès les débuts de la crise on put craindre qu'elle ne se vit contrainte de mettre en circulation les dollars d'argent que le *Sherman bill* accumulait dans ses caisses. Ils ne valaient alors que 60 cents. Aussi cette menace augmenta-t-elle l'affolement du public.

Le Président eut l'énergie de se prononcer nette-

ment pour l'étalon d'or. Il réclama, il imposa au Congrès l'annulation du *Sherman bill.* Les banques de New-York sous l'impulsion de J. P. Morgan, qui prit dès lors sur le marché financier une influence prépondérante, facilitèrent ensuite l'émission de bons du Trésor, et le gouvernement put surmonter la crise.

Mais on ne sut pas gré à Cleveland de sa courageuse initiative. La crise laissa, au contraire, l'opinion inquiète et irritée. Dans la classe ouvrière il y eut des troubles violents. Le syndicat des ouvriers métallurgistes interrompit le travail dans les aciéries Carnegie pour protester contre une réduction des salaires. Les employés des *Pullman Cas* se mirent à leur tour en grève. Mais des deux parts les ouvriers ne purent faire admettre leurs revendications. Lorsque Cleveland s'attaqua au tarif et proposa au Congrès une réduction des droits il ne trouva pas dans son parti l'appui qu'il escomptait. La crise avait fait disparaître les excédents budgétaires et le public ne comprenait plus l'utilité de la réforme.

L'annulation du *Sherman bill* fut, enfin, très mal accueillie dans le parti démocrate qui espérait gagner à sa cause les populations de l'Ouest. Quand s'ouvrit la campagne présidentielle de 1896 la convention démocrate choisit pour candidat William J. Bryan, orateur populaire de grand talent qui se prononça résolument pour la libre frappe de l'argent. La Convention républicaine se rallia par contre au principe de l'étalon d'or et, comme les deux partis avaient maintenant pris position dans le débat, les populistes perdirent leur influence.

La mort de Blaine, l'âge avancé de Sherman qui survivait à sa réputation, faisaient de Mc Kinley l'homme le plus en vue du parti républicain. Sa personnalité était, d'ailleurs, de celles qui attiraient la sympathie. Elle lui avait valu l'appui de Hanna, puis-

sant sénateur de l'Ohio qui, depuis plusieurs années, préparait le succès de sa campagne. L'auteur du tarif devait naturellement lui réserver la première place dans son programme. Le protectionnisme et l'étalon d'or formèrent donc les assises de la plateforme républicaine.

Mc Kinley fut élu président à une forte majorité (1896). Séduit par sa personne le public acceptait aussi ses idées. Le pays avait repris son essor et les années de prospérité lui faisaient oublier ses griefs. Les citoyens de l'Ouest, libérés de leurs dettes, renonçaient à lui imposer la monnaie d'argent. Son enrichissement n'était pas entravé par les droits protecteurs, et le Congrès, en 1897, décidait même de les élever davantage (tarif Dingley).

L'influence des industriels dominait le parti républicain qui n'avait pas réussi à arrêter le mouvement des trust. Mais les Etats-Unis allaient maintenir pendant quinze années ce « grand vieux parti » (*Great Old Party*, G. O. P.) au pouvoir.

CHAPITRE IV

L'impérialisme américain

La puissance économique acquise par les Etats-Unis les entraîna progressivement à adopter une politique extérieure plus active et plus ambitieuse. Les dernières années du siècle virent l'éclosion d'un impérialisme qui se manifesta brusquement dans la guerre hispano-américaine.

La diplomatie des Etats-Unis avait jusqu'alors pris pour guide la doctrine de Monroe. Celle-ci confirmait et complétait le principe posé par Washington lorsque dans son dernier message il recommandait à ses concitoyens de ne pas conclure d'alliance avec l'Europe. On a vu dans quelles circonstances Monroe avait, à son tour, proclamé l'indépendance des continents américains, qui « ne devaient être regardés comme des objets de colonisation par aucune puissance européenne. » « Nous n'avons jamais pris part, ajoutait-il, aux guerres des Puissances européennes.. Notre politique à l'égard de l'Europe consiste à ne nous mêler des affaires intérieures d'aucune de ces Puissances; mais les Puissances alliées ne peuvent étendre leur pouvoir politique sur aucune partie des deux continents (américains) sans mettre en danger notre paix... Nous ne

pouvons voir avec indifférence une immixtion de ce genre. »

Cette doctrine que Bismarck qualifiait d' « impertinence internationale » n'en contenait pas moins l'exacte définition de la politique qui convenait aux Etats-Unis. Les affaires du reste du monde les touchaient peu et ils en étaient d'ailleurs fort ignorants, mais ils se savaient à l'abri de toute menace extérieure, et, dans les rares occasions où ils se heurtaient aux intérêts d'autres puissances, ils se sentaient en mesure de parler avec fermeté.

Ils n'avaient que deux voisins : le Mexique et le Canada. Pour le premier une courte guerre suffit à lui enlever tous les territoires qu'ils pouvaient convoiter. La question mexicaine qui devait devenir si difficile au xx[e] siècle, n'embarrassait encore le gouvernement de Washington que par sa répercussion sur la politique intérieure des Etats. Lorsque Napoléon III tenta d'y fonder un empire latin, il ne fut pas difficile, en invoquant la doctrine de Monroe, de lui faire lâcher prise. Quant à la frontière canadienne une série d'accords en fixèrent le tracé. Le traité de Webster-Ashburton délimita celle du Maine. Le président Polk exigea et obtint la ligne du 49° des Rocheuses au Pacifique. Restait la question des îles voisines de la côte. Un arbitrage de l'empereur Guillaume en répartit la possession entre la Colombie britannique et l'Etat de Washington (1872).

Les Etats-Unis ne s'occupèrent qu'à la fin du siècle de s'assurer des frontières maritimes et ne cherchèrent pas auparavant à étendre leur domination dans le Golfe du Mexique et la Mer des Antilles. En 1865, le Président de Saint-Domingue voulut vendre son île aux Etats-Unis, mais le Sénat rejeta son offre; il refusa même, deux ans plus tard, d'acquérir les Antilles danoises. Les Américains s'intéressèrent de bonne

heure à la région de Panama et entrèrent à ce sujet en négociations avec la Nouvelle-Grenade et le Nicaragua. Mais ils acceptèrent de conclure avec l'Angleterre un traité spécifiant qu'un canal interocéanique ne devait pas être fortifié et resterait ouvert à tous les pavillons (traité Clayton-Bulwer de 1850).

Dans le Pacifique, les navires américains n'intervinrent que pour obtenir l'ouverture des ports japonais et pour empêcher les puissances européennes de se faire concéder en Chine un traitement de faveur. Mais la Constitution des Etats-Unis, qui leur interdisait d'avoir des sujets privés d'institutions représentatives, les détourna jusqu'à la fin du siècle de pratiquer une politique d'annexion. L'acquisition de l'Alaska que la Russie vendit en 1867 aux Etats-Unis ne fut ratifiée qu'à contre-cœur par le Sénat.

Lorsque les républicains reprirent le pouvoir, en 1888, Blaine, devenu secrétaire d'état, imprima à la diplomatie américaine une impulsion nouvelle.

Le premier Congrès pan-américain qui réunit à Washington, en 1889, les délégués de l'Amérique latine, étudia des projets d'union douanière et de législation uniforme. Les républiques latines s'y montrèrent d'ailleurs jalouses de ne pas tomber en tutelle, et l'adoption simultanée du tarif Mc Kinley accrut leur défiance.

Un conflit très vif se produisit en même temps, avec l'Allemagne, qui depuis plusieurs années convoitait les Samoa et avait envoyé des vaisseaux de guerre pour en prendre possession. L'Amérique et l'Angleterre l'imitèrent. A la conférence de Berlin, Bismarck crut l'emporter en intimidant les délégués américains, mais l'intransigeance de Blaine contraignit le Chancelier à battre en retraite. Ce succès augmenta la confiance des Etats-Unis qui, peu après, émirent la prétention d'interdire aux Anglais les pêcheries de la

mer de Behring. Ils allèrent jusqu'à saisir leurs bateaux. Mais les protestations de l'Angleterre les obligèrent à accepter un arbitrage qui leur fut défavorable.

Après l'élection de Cleveland le gouvernement démocrate eut adopté volontiers des allures plus conciliantes; la susceptibilité du public l'en empêcha. Elle ne lui sut aucun gré d'avoir, par la persuasion, ménagé un accord dans le conflit survenu entre l'Angleterre et le Nicaragua à la suite d'expulsions de sujets britanniques (1894). Aussi se décida-t-il à une intervention plus énergique dans l'affaire du Vénézuéla. Celui-ci était depuis longtemps en contestation avec la Cour de Londres au sujet de la frontière de Guyane, et la découverte de l'or dans la région disputée avait fait rebondir le conflit. Le Vénézuéla demandait un arbitrage des Etats-Unis que la Grande-Bretagne n'acceptait pas. Néanmoins le Congrès le proposa, et à une réponse dilatoire le gouvernement de Washington riposta en le réclamant non pour le Vénézuéla mais pour lui-même. S'appuyant sur la doctrine de Monroe le Président proposa au Congrès de fixer lui-même la nouvelle frontière et de la défendre par les armes (1895). Grande fut la surprise du ministre Salisbury qui, cédant à la menace, accepta l'arbitrage. Celui-ci devait finalement lui donner gain de cause.

Résolus à faire strictement respecter la doctrine de Monroe, les Etats-Unis hésitaient encore à intervenir en dehors de leur continent. Mais ils y étaient peu à peu entraînés. Après l'incident des Samoa, l'affaire des Hawaï posa devant eux le problème d'une politique d'annexion.

Les habitants de l'archipel s'étant révoltés contre leur reine, des troubles obligèrent le gouvernement fédéral à y débarquer des troupes qui proclamèrent le protectorat américain (1893). Honolulu était un point

de relâche qu'on ne pouvait laisser tomber aux mains du Japon. De plus les îles produisaient une grande partie du sucre consommé par les Américains. Pourtant lorsque les habitants demandèrent leur annexion aux Etats-Unis, le Sénat et le président Cleveland ne voulurent pas y consentir. Après avoir vainement essayé de rétablir l'autorité de la reine, Cleveland décida d'instituer une république indépendante. Mais, au bout de cinq ans, le gouvernement de Washington se convainquit que cette situation ne pouvait durer. L'annexion, repoussée encore en 1897, fut acceptée l'année suivante, et les Hawaï devinrent, en 1900, un territoire incorporé à l'Union. En 1899, les Etats-Unis se décidaient aussi à partager les Samoa avec l'Allemagne. Cette politique nouvelle était d'ailleurs un contre-coup de la guerre qui venait de mettre aux prises les Etats-Unis et l'Espagne.

Depuis plusieurs années l'île de Cuba s'était soulevée contre la domination espagnole. Une dure répression n'avait pas réussi à la réduire. Les insurgés, incapables de conquérir seuls leur indépendance, étaient soutenus par les sympathies, l'argent et la contrebande des Américains. Mc Kinley fit à Madrid des offres de médiation qui furent rejetées; mais l'Espagne sous la menace de cette intervention décida d'accorder à sa colonie un gouvernement autonome. Cette solution déçut et irrita tous les Cubains. Les Américains qui résidaient dans l'île, se trouvèrent eux-mêmes en danger, et un cuirassé, le « Maine », vint assurer leur protection. En février 1898, il sauta dans le port de la Havane. Les Américains, sans réussir à le prouver, restèrent convaincus que l'explosion avait été produite par une mine espagnole. En avril le Congrès, saisi par le Président de la question, déclara que le peuple de Cuba avait droit à la liberté. Tout en niant que les Etats-Unis voulussent annexer l'île ou la soumettre à

leur contrôle, il prescrivit au Président de réclamer de l'Espagne son évacuation et, s'il le fallait, de l'y contraindre par les armes. La Cour de Madrid s'empressa de renvoyer le ministre américain, et le Congrès constata que l'état de guerre existait entre l'Espagne et la République (21 avril).

La petite escadre américaine de l'amiral Dewey qui relâchait à Hong-Kong, partit aussitôt pour les Philippines. Le 1er mai elle pénétrait par un coup d'audace dans la baie de Manille, détruisant les bateaux espagnols qui s'y étaient réfugiés. Un corps expéditionnaire fut formé aux Etats-Unis pour prendre possession de l'archipel. Lorsqu'il y parvint la guerre venait de prendre fin.

Les rencontres décisives s'étaient produites à Cuba. L'amiral Sampson, commandant l'escadre américaine de l'Atlantique, ne disposait que d'un petit nombre de vaisseaux. Il n'y avait pas plus de dix ans que les Etats-Unis s'étaient préoccupés de moderniser leur flotte, et ils n'avaient d'abord construit que des navires légers. Leur premier cuirassé, l' « Indiana », n'était entré en service qu'en 1895. Mais la flotte espagnole que l'amiral Cervera était chargé de conduire à Cuba n'était redoutable que sur le papier. Lorsque, trompant la surveillance ennemie, elle fut parvenue à Santiago de Cuba, Sampson vint en hâte l'y bloquer.

L'armée américaine, renforcée de nombreux volontaires, débarqua près de la ville, et la bataille de San Juan (1er juillet) où les *Rough riders* conduits par Roosevelt se distinguèrent, en força les approches. Cervera, plutôt que d'être pris au gîte, risqua une sortie, mais sous le feu des cuirassés américains ses vaisseaux l'un après l'autre durent s'échouer à la côte (3 juillet).

L'Espagne alors, par l'intermédiaire de J. Cambon, ambassadeur de France à Washington conclut un ar-

mistice (12 août), et les négociations de paix s'ouvrirent à Paris. Par le traité signé le 10 décembre 1898 l'Espagne abandonna sans compensations Cuba et Porto-Rico. Elle céda également les Philippines à titre d'indemnité de guerre et contre paiement de 200 millions de dollars.

Que feraient les Etats-Unis de leurs conquêtes? Porto-Rico fut annexée et devint sans difficulté une colonie administrée par un gouverneur civil. Cuba, selon l'engagement pris avant la guerre par le Congrès, fut érigée en république autonome, mais l'influence américaine y resta dominante. Sous la protection des troupes fédérales, une Convention s'assembla et, en 1902, les Cubains élirent leur premier président. Les Etats-Unis rappelèrent alors leurs troupes, mais ils se réservèrent un droit d'intervention, se regardant comme responsables du maintien de l'ordre public.

Il était plus difficile de régler le sort des Philippines. Les Américains se décidèrent à contre-cœur à en proclamer l'annexion. Ils avaient eux-mêmes excité la population à se soulever contre le régime espagnol et, pour cette raison, ils ne croyaient pas pouvoir se dérober au devoir d'y rétablir la paix. Mais l'insurrection fut difficile à réprimer. Le juge Taft, envoyé en qualité de gouverneur, s'y employa activement; il fut nécessaire d'y maintenir des troupes pendant plusieurs années.

Celles-ci collaborèrent en 1900 à l'expédition militaire que la révolte des Boxeurs obligea les Puissances européennes à envoyer en Chine. Les Etats-Unis ne voulaient pas se désintéresser de la question chinoise, mais leur intervention eut pour but d'empêcher en Chine une politique de partage. Instruits par l'exemple de la guerre sino-japonaise, dont les Puissances européennes avaient pris prétexte pour se faire céder

par la Chine des territoires (l'Angleterre à Wei-hai-Wei, l'Allemagne à Kiao-Tchéou, la Russie à Port-Arthur) John Hay, secrétaire d'état de Mc Kinley, leur adressa une circulaire rappelant que l'expédition devait être exclusivement destinée à délivrer les légations assiégées par les insurgés, et à maintenir en Chine le principe de la « porte ouverte » (3 juillet 1900).

Puisqu'ils étendaient à la fois leur influence sur les deux océans, les Etats-Unis ne pouvaient manquer de jeter leurs regards sur l'isthme de Panama. Ils regrettaient depuis longtemps les engagements pris en 1850 et avaient, à maintes reprises, demandé à l'Angleterre de les en délier. Les derniers événements persuadèrent la Cour de Londres qu'elle devait se montrer conciliante. Hay réussit à conclure avec l'ambassadeur anglais, lord Pauncefote, un nouveau traité. Le gouvernement américain s'engageait à ouvrir le canal à tous les pavillons et en garantissait la neutralité, mais le gouvernement britannique le laissait libre de prendre les mesures nécessaires à sa protection (18 novembre 1901).

A une diplomatie plus ambitieuse devaient correspondre des ressources militaires plus étendues. Elihu Root, secrétaire d'état à la guerre, s'y employa et entreprit de doter les Etats-Unis d'une armée et d'une flotte capables de soutenir le rôle qu'ils prétendaient jouer désormais dans les affaires du monde.

Mais l'orientation nouvelle de la politique américaine ne se produisit pas sans inquiéter une partie des membres du Congrès qui restaient attachés aux traditions anciennes. Au Sénat il fut difficile de réunir la majorité des deux tiers nécessaire pour ratifier le traité avec l'Espagne. Ce fut le sénateur Lodge qui l'y décida : « On ne peut pas, dit-il, renvoyer le Président au delà de l'Atlantique pour déclarer, chapeau bas et tout essouflé, à l'Espagne : J'ai reçu d'une mi-

norité du Sénat le mandat de vous dire que nous avons été trop victorieux et que vous nous avez fait trop de concessions. »

Dans la campagne présidentielle de 1900, Bryan, au nom du parti démocrate, dénonça l'impérialisme du gouvernement en même temps qu'il réclamait encore la libre frappe de l'argent. Mais ni l'une ni l'autre de ces deux causes ne réussit à émouvoir le public, et Mc Kinley obtint sans difficulté le renouvellement de son mandat.

Le peuple portait, en même temps, à la vice-présidence Théodore Roosevelt, dont le nom s'était imposé malgré toutes les intrigues à la Convention républicaine. A 42 ans Roosevelt était devenu la personnalité la plus forte et la plus populaire de la politique américaine. Il sortait, à l'encontre de Lincoln et de Cleveland, d'un milieu riche et instruit, mais il avait été des premiers à goûter « l'esprit de la frontière », la vie libre, simple et mouvementée de l'Ouest. C'est pourtant à New-York qu'il s'était taillé sa place dans la législature et l'administration. Dans la commission fédérale de réforme administrative instituée par le président Arthur, il avait en outre acquis une vaste expérience. Sous-secrétaire d'état à la marine, son activité avait préparé la victoire qu'à la tête des *rough riders* il avait ensuite remportée. La paix conclue, son énergie à dénoncer l'incurie de l'administration militaire, les ravages que la malaria faisait dans les troupes, et à exiger leur rapatriement avait encore accru sa popularité. A son retour, il s'était fait élire gouverneur de New-York. Mc Kinley vit sans plaisir nommer à ses côtés une personne aussi remuante, et beaucoup de ceux qui l'élirent à la vice-présidence comptaient par ce moyen le condamner au repos. Mais l'assassinat de Mc Kinley lui mit brusquement le pouvoir en mains (1901).

Le « grand vieux parti » n'allait pas trouver en lui un serviteur docile, comme l'avait été son prédécesseur, mais un chef qui secoua le joug de ses leaders et partit en guerre contre les trusts. Sous son impulsion, d'autre part, les Etats-Unis prirent la place qui leur revenait dans la politique mondiale.

APPENDICE

L'Amérique latine

Dans le premier quart du xxe *siècle* les colonies espagnoles et portugaises avaient conquis leur indépendance. En 1824, la dernière armée espagnole avait été battue au Pérou et, en 1821, don Pedro, fils du roi de Portugal, s'était proclamé empereur du Brésil.

Bolivar, le héros des guerres de la liberté, rêvait de fonder une fédération de l'Amérique centrale et méridionale qui aurait pu revendiquer une place de premier ordre dans le monde. Il ne tenait pas compte des forces séparatistes qui s'opposaient à ce groupement. Les anciennes colonies différaient entre elles par le climat, le degré de civilisation, la proportion des indigènes, des nègres, métis et créoles qui formaient leur population. Bolivar avait réussi à constituer une Fédération des Andes comprenant le Vénézuela, la Nouvelle Grenade, l'Equateur et le Pérou, et il convoquait un Congrès à Panama qui devait assembler des délégués de tous les Etats américains, même des Etats-Unis. Ceux-ci n'avaient pourtant aucun intérêt à favoriser la création d'une Union latine qui,

par sa population et ses ressources, eut été plus importante que les Etats-Unis. Le Congrès de Panama auquel assistèrent seulement les représentants de la Fédération des Andes, de l'Amérique centrale et du Mexique, fit long feu (1826), et Bolivar avant de mourir (1830) eut encore la déception de voir le Pérou, le Vénézuéla, l'Equateur se détacher de la Nouvelle Grenade.

Loin de s'unir les anciennes colonies espagnoles et portugaises formèrent quinze républiques indépendantes entre lesquelles éclatèrent au XIXe siècle plusieurs guerres acharnées. Ainsi le Paraguay, par la folle ambition de Francisco Lopez, entra en lutte à la fois avec tous ses voisins : Brésil, Argentine, Uruguay. Il se ruina dans une longue guerre à laquelle seule la mort de Lopez permit de mettre fin (1857-1870).

La « guerre du Pacifique » mit aux prises le Chili avec le Pérou et la Bolivie pour la possession des gisements de nitrate d'Atacama. Le Chili détruisit la flotte ennemie et ses troupes, en 1881, s'emparèrent de Lima. Après avoir prolongé deux années la résistance ses adversaires, en 1883, signèrent un traité qui laissa le Pérou épuisé et sépara la Bolivie de la mer.

Dans les dernières années du XIXe siècle un conflit plus grave faillit éclater entre le Chili et l'Argentine. Le premier, qui avait le désavantage de tourner pour ainsi dire le dos à l'Europe, tenait absolument à s'assurer le passage du détroit de Magellan. Un traité lui en attribua toutes les rives qu'il s'engageait à ne pas fortifier. Au nord du 52° de latitude les parties convenaient de prendre la ligne de partage des eaux pour frontière. Sa fixation nécessita de longues explorations de la chaîne des Andes pendant lesquelles les deux pays furent sur le point d'en venir aux mains. Ils se décidèrent pourtant à prendre Edouard VII pour

arbitre et celui-ci réussit, après avoir maintenu la paix, à les mettre enfin d'accord (1902).

Il est inutile de suivre l'histoire intérieure très confuse des petites républiques qui, pour se distinguer du Mexique, adoptèrent le nom d'Amérique centrale. Le Guatémala, le Honduras, le Nicaragua, San Salvador, Costa Rica essayèrent sans succès, à plusieurs reprises, de s'unir. Tous, sauf Costa Rica, eurent une vie contamment troublée.

Le groupe des Etats qu'on peut appeler tropicaux : le Vénézuela, la Colombie (autrefois Nouvelle Grenade), l'Equateur, le Pérou, la Bolivie continuèrent après la mort de Bolivar leurs existences indépendantes. Ils avaient adopté des constitutions inspirées des institutions anglaises et américaines. Mais leur histoire, en réalité, se résume en une série de dictatures présidentielles séparées par des révolutions. Celles-ci prirent presque toujours la forme de pronunciamentos militaires. Le plus curieux de ces dictateurs fut peut-être Garcia Moreno qui gouverna le Pérou de 1860 à 1875. Catholique fervent il donna la haute main au clergé sur l'enseignement, sur les tribunaux; interdit aux Péruviens l'exercice des autres cultes et ne reconnut que les catholiques pour électeurs

LE CHILI

Des trois Etats les plus importants de l'Amérique du sud, le Chili eut l'histoire la plus tranquille. Il occupait entre les Andes et le Pacifique une bande étroite de 4.000 kilomètres de longueur et de 200 kilomètres de largeur. Le sud avait le climat de l'Ecosse, le nord celui du Sahara, tandis qu'au centre prospéraient les cultures des céréales, de la vigne et des

arbres fruitiers. Là s'était fixée sur une colline la capitale toute espagnole de Santiago, qu'un chemin de fer reliait au port de Valparaiso.

Trop éloigné de l'Europe pour attirer beaucoup de ses émigrants, il avait trouvé son équilibre dans la constitution établie en 1833. Les indigènes Aracans et une population de paysans, presque tous gens de couleur, laissaient aux Espagnols le soin de diriger les affaires. Cette aristocratie ne se vit menacée qu'en 1883 lorsqu'un parti libéral réussit à porter un réformateur, Balmacéda, à la présidence. Après avoir inutilement essayé par des moyens légaux de donner au peuple le pouvoir, celui-ci entra en conflit violent avec le Congrès législatif et, en 1891, essaya par simple décret de lever les impôts. Mais il échoua et les conservateurs reprirent l'avantage.

On a vu comment le Chili avait réussi à s'emparer de la province d'Atacama. A côté de ses richesses agricoles il se mit, dès lors, à exploiter ses ressources minières qui, pour le cuivre et surtout pour les nitrates, lui assuraient une place prépondérante sur le marché mondial. La construction d'un chemin de fer transandin reliant Buenos-Aires à Valparaiso, l'ouverture du canal de Panama, allaient bientôt le faire sortir de son isolement.

L'ARGENTINE

La vaste plaine qui sur près de 3 millions de kilomètres carrés forme le territoire de la République Argentine, comprend, entre les steppes du Chaco et le plateau au climat déjà rude de Patagonie, les vastes pampas couvertes d'un limon fertile. Elle a pour artère vitale le Rio de la Plata, véritable bras de mer formé par la réunion de l'Uruguay et du Parana qui

reçoit lui-même le Paraguay. C'est sur ses rives que s'était établi le port de Buenos-Aires qui prétendit dominer le nouvel état. Le trait caractéristique de l'histoire de l'Argentine est la lutte entre la capitale et les fédéralistes des provinces. Mais, auparavant, Buenos-Aires voulut soumettre sa rivale Montevideo, la capitale de la petite république de l'Uruguay sur la rive nord du Rio de la Plata.

Le président Rosas saisit le prétexte d'une guerre civile en Uruguay pour envahir son territoire et proclama, en 1843, le blocus de Montevideo. Mais l'Angleterre, dès 1828, la France, en 1840, avaient garanti l'indépendance de l'Uruguay. Les deux puissances qui marchaient d'accord par l'entente de Guizot et d'Aberdeen, répondirent à l'initiative de Rosas par le blocus de Buenos-Aires. Ce fut l'origine d'un long conflit au cours duquel, à trois reprises, des missions franco-britanniques essayèrent de réconcilier les parties, tandis que les Etats-Unis ne parvenaient pas à décider s'ils devaient appliquer à cette occasion la doctrine de Monroe.

Le dénouement ne survint qu'en 1851 par la chute de Rosas qui dut céder la place à Urquiza, gouverneur de la province d'Entre-Rios. En 1853, l'Argentine après avoir évacué l'Uruguay conclut avec la France, l'Angleterre et les Etats-Unis des traités qui rendaient la navigation libre sur l'Uruguay et le Parana. Urquiza soutenu par les fédéralistes avait fait de la ville de Parana sa capitale. Mais, en 1861, il fut à son tour renversé par une révolte de Buenos-Aires dont le général Mitre profita pour s'emparer du pouvoir. La lutte entre les centristes et les fédéralistes se prolongea jusqu'en 1880 où le général Roca décida de séparer la province de Buenos Aires de la ville qui devint un district fédéral et le siège du gouvernement.

Cette solution assura la tranquillité du pays et lui

permit de faire dans les vingt dernières années du siècle des progrès rapides. Il attira, dès lors, un nombre grandissant d'immigrants pour la plupart italiens. Le chiffre annuel des arrivées qui était de 40.000 en 1880, atteignit 100.000 en 1885 et s'éleva jusqu'à 300.000 au début du XXe siècle. La plaine sèche et nue des pampas se remplit de troupeaux de moutons, de bœufs, et de champs de céréales. Un réseau de voies ferrées rayonnant autour de Buenos-Aires et du port de Rosario permit d'y transporter rapidement les récoltes et l'Argentine commença à concurrencer les Etats-Unis par ses exportations de grains, l'Australie par celles de ses laines et de ses viandes congelées.

LE BRÉSIL

Le Brésil avait adopté, en 1824, un régime de monarchie constitutionnelle, mais l'empereur Pedro Ier gouverna en despote jusqu'au jour où l'opposition des fédéralistes dans les provinces du nord, une révolte militaire à Rio, enfin la crise du Portugal où son frère don Miguel avait usurpé le trône, entraînèrent son abdication et son départ (1831). Son fils, Pedro II, qui devint majeur en 1840, était un savant modeste qui eût volontiers associé ses sujets au gouvernement, si leur éducation politique le lui avait permis. Il leur procura du moins un demi-siècle de tranquillité, où sans se départir des règles constitutionnelles, il les dirigea paternellement grâce à l'influence de son patronage.

Le plus grave problème qu'il eût à résoudre fut celui de l'esclavage. Il ne pouvait pas enlever brusquement aux grands propriétaires la main-d'œuvre des noirs; mais, en 1852, la traite fut abolie; en 1871, les

enfants des négresses furent déclarés libres. Le nombre des esclaves diminua de 2 millions et demi en 1850 à 750.000 en 1887, et le moment approchait où l'esclavage par extinction disparaîtrait du pays, lorsqu'en 1888, la régente Isabelle, fille de don Pedro, profita d'un séjour de son père en Europe pour faire voter une loi d'émancipation.

L'irritation des propriétaires et, d'autre part, l'opposition d'une démocratie de métis qui voulait mettre en place des ministres de son choix, enfin l'impopularité d'Isabelle et de son mari, le comte d'Eu, qu'on savait attachés aux principes absolutistes, amenèrent une révolution. Le vieil empereur ne fit rien pour la prévenir, et la conspiration militaire qui se rendit maîtresse de la capitale le décida sans peine à abdiquer (1889).

La république du Brésil traversa d'abord une période de dictature militaire. En 1893, son président, le général Peixoto, eut à faire face à un soulèvement des « gauchos » du Rio Grande do Sul et à une révolte de la flotte, jalouse de l'armée qui avait accaparé le pouvoir. Pendant six mois le port de Rio fut en insurrection. Enfin les vaisseaux des Etats-Unis qui avaient essuyé des coups de feu, menacèrent les insurgés d'un bombardement et les obligèrent à se soumettre. Après avoir rétabli l'ordre par une impitoyable répression, Peixoto, en 1894, se retira, et le Brésil, sortant de sa crise de croissance, put enfin développer en paix ses ressources.

Il occupait sur près de 9 millions de kilomètres carrés la moitié de l'Amérique du sud. A un si vaste territoire une constitution fédérale laissant aux provinces une large autonomie pouvait seule convenir. Dans la plaine de l'Amazone la colonisation avait encore à peine pénétré à l'intérieur de la forêt tropicale, riche en bois précieux et surtout en caoutchouc. Le plateau

qui s'abaisse depuis la Serra, bordant la côte atlantique, jusqu'aux savanes herbeuses du Matto Grosso et aux steppes du Chaco, n'avait été mis en valeur que dans la région la plus proche de la mer. Là s'échelonnent une série d'états susceptibles d'un développement rapide. Le plus prospère était l'Etat de Saint-Paul qui s'adonnait à la culture du café. Pour remplacer la main-d'œuvre des noirs, le Brésil s'appliqua à attirer les émigrants européens, et, dans les vingt années qui suivirent l'émancipation, Saint-Paul n'en reçut pas moins de 1.200.000. Ils venaient principalement de l'Italie où un commissariat établi à Gênes les recrutait et assurait leur passage gratuit en Amérique.

A l'entrée du xx[e] siècle, le Brésil voyait partout son rapide essor subir un temps d'arrêt. L'Italie interdisait en 1902 l'émigration gratuite. En outre, les deux produits qui formaient presque la totalité des exportations brésiliennes : le caoutchouc et le café trouvaient difficilement des débouchés. La récolte du café, qui s'élevait à près d'un milliard de kilogrammes en 1901, s'accroissait beaucoup plus rapidement que la consommation, et le gouvernement avait à prévoir une crise redoutable de surproduction.

LE MEXIQUE

Après la proclamation de la république (1824), l'existence du Mexique fut pendant cinquante ans constamment troublée par les luttes civiles et les guerres. Sa population se composait d'indiens (Aztèques et Toltèques) ayant conservé la civilisation qu'ils avaient acquise avant la conquête, de métis et d'Espagnols. Ceux-ci avaient permis à l'église catholique de

gagner une grande influence. Les Mexicains se divisèrent en conservateurs centralistes, soutenus par le clergé, et en libéraux fédéralistes. En outre, le voisinage des Etats-Unis et la politique de Napoléon III amenèrent à deux reprises des guerres étrangères.

Le Mexique occupait à l'origine la côte du Pacifique jusqu'à San Francisco, mais on a déjà vu que la défection du Texas l'entraîna dans une guerre contre les Etats-Unis où il perdit, avec le Texas, le Nouveau Mexique et la Californie (1848).

Après cette crise, une constitution fédérale imitée des Etats-Unis fut adoptée (1857), et un président d'origine indienne, Juarez, prit le pouvoir (1858). Il entra aussitôt en lutte contre le clergé dont les tribunaux furent abolis, les couvents fermés, les domaines nationalisés. En 1861, Juarez expulsa le nonce. Il réussit à réprimer une révolte du clergé et des grands propriétaires, mais manquant d'argent il ne put payer les intérêts de la dette étrangère.

La France, l'Angleterre et l'Espagne envoyèrent alors une expédition commune réclamer le remboursement de leurs créances. Pourtant Napoléon III se laissa bientôt gagner au projet de créer un empire latin centralisé qui ferait échec à la république fédérale américaine. Déchirée par la guerre de Sécession, celle-ci était alors incapable de s'y opposer. Napoléon comptait en détruisant le gouvernement de Juarez gagner l'approbation des catholiques français, et en offrant le trône du Mexique à l'archiduc Maximilien il pensait obtenir de l'empereur François-Joseph la cession de la Vénétie. En 1862, alors que l'Angleterre et l'Espagne rappelaient leurs troupes, la France débarquait à Vera-Cruz une armée de 28.000 hommes qui fit le siège de Puebla, puis entra sans peine à Mexico.

Napoléon croyait qu'il serait facile de faire recon-

naître Maximilien par un plébiscite. Le général Bazaine, commandant nos troupes, ne put que recueillir par la force l'adhésion d'un grand nombre de notables. Juarez dans le nord et son lieutenant Porfirio Diaz dans le sud continuaient la résistance. Maximilien, venu prendre possession de son empire, s'aperçut qu'il ne pourrait s'y maintenir sans notre appui.

Mais, à peine sortis de la guerre de Sécession, les Etats-Unis réclamèrent avec hauteur le retrait des troupes françaises. La bataille de Sadowa indiquait d'autre part que la France avait besoin de toutes ses forces pour assurer sa propre sécurité. Après avoir inutilement essayé de décider Maximilien à rentrer en Europe, Napoléon III finit par envoyer l'ordre d'évacuation (1866).

Juarez reprit aussitôt l'avantage. Maximlien assiégé dans Queretaro y fut pris, condamné à mort et fusillé (1867).

L'expédition française eut pour résultat de fortifier le parti fédéraliste devenu parti national. A la mort de Juarez (1872) Porfirio Diaz se révolta contre son successeur et au bout de cinq ans parvint à son tour à la présidence (1877). Il devait l'occuper jusqu'en 1911 et, bien qu'il l'exerçat en véritable dictateur, son règne républicain procura au Mexique une longue période de prospérité.

Le pays ne profita pas comme l'Argentine et le Brésil d'un courant d'émigration européenne. Les hauts plateaux qui occupent les quatre cinquièmes de sa superficie ne fournissaient que les produits agricoles nécessaires à sa consommation. Le Mexique n'exportait que du cacao et des bois précieux. Mais il est favorisé par ses richesses minières. Il produisait plus d'argent que les Etats-Unis et commençait pour l'extraction de l'or à faire concurrence au Cap et à l'Australie.

A l'entrée du xxe siècle les principaux états de l'Amérique latine étaient parvenus à l'âge adulte et prenaient leur essor. Est-ce à dire que le moment fut venu où le rêve de Bolivar pourrait se réaliser? A défaut d'une Union latine les trois plus importantes républiques de l'Amérique du sud : l'Argentine, le Brésil et le Chili, allaient du moins former sous le nom d'A.B.C. une entente diplomatique. Le motif qui les portait à s'entendre était d'ailleurs la défiance que leur inspirait la politique des Etats-Unis, et l'A. B. C. devait faciliter la constitution sur le pied d'égalité d'une Union panaméricaine.

On a vu comment avait grandi dans l'Amérique du Nord un mouvement d'impérialisme. La doctrine de Monroe n'engageait-elle pas les Etats-Unis à regarder tout le continent américain comme une zone réservée à leur influence? Après avoir écarté les prétentions britanniques de l'isthme de Panama (1901), ils rachetaient à une compagnie française les travaux qu'elle avait commencés et qu'une crise financière l'avait obligée d'interrompre (1903). Ils suscitaient alors une révolte des populations de l'isthme qui se détachaient de la Colombie pour former une république indépendante. Les Etats-Unis se faisaient donner par elle toute liberté pour achever et fortifier le canal.

Le gouvernement de Washington qui mettait ainsi la main sur le nœud vital du Nouveau Continent, pouvait être entraîné, d'autre part, à étendre son influence au Mexique, déjà envahi par les capitaux américains. La défiance de l'Amérique latine devint plus vive quand la chute de Porfirio Diaz indiqua que le Mexique rentrait dans une ère de révolutions.

Aux manifestations de l'impérialisme américain les républiques latines opposaient une doctrine de Panaméricanisme respectueuse de l'indépendance des états et destinés à assurer la paix. Dès 1889, sur l'ini-

tiative de Blaine, un premier congrès panaméricain s'était tenu à Washington. D'autres suivirent à Mexico (1901) et à Rio (1906). On y discuta des projets d'union douanière, de communications meilleures et une procédure d'arbitrage. Mais on y comprit surtout qu'il fallait propager d'abord une opinion favorable au respect du droit et de la liberté. L'attitude des hommes d'état de Washington, du républicain Root et après lui du démocrate Wilson, montra que les Etats-Unis ne pensaient pas à mettre les autres républiques en tutelle. Le Panaméricanisme devenait ainsi un groupement destiné à permettre à chaque état de développer dans la paix ses libertés constitutionnelles.

C'était par des liens semblables que les libéraux anglais comptaient retenir les dominions dans l'Empire britannique. Comme l'Union panaméricaine cet Empire était destiné à associer de libres démocraties. L'une avait écarté du Nouveau Monde tout péril d'intervention étrangère; l'autre s'était assuré la maîtrise de la mer. Aussi tous deux aspiraient-ils à la paix. Mais en Extrême-Orient les progrès du Japon faisaient prévoir de nouveaux conflits, et l'Europe se partageait en deux ligues rivales pour soutenir ou contenir les ambitions allemandes.

Le capitalisme européen

On confond si souvent, dans des ouvrages historiques récents, les concepts de *capitalisme* et de *grande industrie*, qu'il ne sera pas inutile de définir d'abord ce que nous entendrons par capitalisme.

J'appellerai milieu capitaliste un milieu où l'argent (non pas le métal, bien entendu, mais l'étalon de la valeur) est conçu normalement comme fait, non seulement pour être dépensé ou thésaurisé, mais aussi et surtout pour être *placé*, c'est-à-dire remis aussitôt, moyennant rémunération, dans la circulation générale, pour aider à la création de valeurs économiques nouvelles.

Nous sommes maintenant si habitués à vivre sous l'empire de cette conception et des phénomènes qui en dérivent, que nous oublions facilement combien elle est récente.

Encore au XVIIIe siècle, dans un pays qui était à l'avant-garde de la civilisation, comme la France, le capitaliste ordinaire, l'homme qui avait de l'argent à placer, n'avait pas un choix énorme. On le plaçait d'abord en terres et en maisons. La propriété foncière avait encore une importance relative formidable, et chacun sait que la Révolution française a été avant tout un transfert de la propriété foncière. En dehors du placement foncier, le mode de placement le plus normal était la participation au commerce colonial; les titres des grandes Compagnies commerciales et colo-

niales étaient le seul élément solide des combinaisons de Law. D'autres modalités, très familières à la bourgeoisie française, ne constituent pas de vrais placements. Quand on achetait une charge de judicature, ou une part dans la ferme des impôts, le revenu qui en dérivait était, en somme, la rémunération d'un service public, qui équivalait à un traitement.

Passons dans un pays qui était considéré, depuis le XVIIe siècle, comme marchant en tête du progrès économique : la Hollande. La Bourse d'Amsterdam, qu'on a appelé la doyenne des Bourses d'Europe, n'est encore, en plein XVIIIe siècle, qu'une Bourse de Commerce. Si l'on relève les articles figurant sur les tarifs de courtage, on trouve que, sur 200 environ, presque tous sont des denrées, n'intéressant directement que les commerçants. Les titres seraient représentés à peu près par les quelques rubriques suivantes :

« Actions de la Compagnie des Indes Orientales, de 3.000 florins chacune.

Actions de la Compagnie d'Occident, ou de West, de 6.000 florins chacune.

Argent en dépôt, en rente, ou à l'intérêt.
Argent à la grosse aventure.
Argent vif.
Argent de banque.
Assurances.
Changes sur toutes les places :
1.000 ducats sur Venise;
1.000 piastres sur Gênes et Livourne;
1.000 ducats sur l'Espagne;
1.000 crusades sur le Portugal;
100 livres-sterling sur l'Angleterre;
1.000 écus sur la France;
1.000 rixdales sur Francfort, Leipsick, Breslau;
100 livres de gros sur Dantzick, Kœnigsberg, Anvers Lille, Flandre et Brabant;
1.000 gouldens sur Hambourg;
1.000 florins sur Rotterdam, etc...;
1.000 florins de banque contre du courant;
1.000 florins or contre argent.

Discomptes : celui qui fournit l'argent, 1/2 p. 1.000 au plus; celui qui endosse la lettre de change, 1 p. 1.000. »

Encore remarque-t-on, parmi ces rubriques, la place prépondérante du papier de change, c'est-à-dire d'une valeur commerciale. Il n'y a là que l'embryon d'une Bourse de valeurs.

Or, la Bourse de valeurs est l'institution caractéristique du régime capitaliste. Il faut, dans un milieu capitaliste, qu'il y ait un endroit où le capitaliste ordinaire, l'homme qui a des économies à placer, soit renseigné immédiatement sur les valeurs qui sont à acheter ou à échanger, et sur la *cote* de ces valeurs, sur la faveur ou la défaveur momentanée dont elles sont l'objet sur le marché.

C'est en 1774 que s'est formée la Bourse de valeurs de Londres, le *Stock Exchange*. Il n'opérait au début que sur 300 titres environ, dont la grosse masse était formée par les émissions successives de rente anglaise, la Dette publique britannique. La Bourse de Paris a été organisée le 26 ventôse et le 29 germinal an IX (1801). Vers la même époque, il exista des Bourses dans les principaux centres allemands, à Francfort, à Vienne, à Berlin. Plus tard, vint la Bourse de New-York. Mais les Bourses dominantes, pendant la plus grande partie du XIXe siècle, à l'époque organique du capitalisme européen, ont été celle de Londres d'abord, puis celle de Paris.

Elles ont été basées sur des principes quelque peu différents.

Le *Stock-Exchange* a été dès l'origine une association privée de capitalistes. Le bâtiment leur appartient, ils peuvent en exclure qui il leur plaît. Les règles du commerce des valeurs sont des règles d'usage, sans aucune sanction autre que l'exclusion du *Stock-Exchange*. Le commerce se passe entre deux agents, le *broker* et le *jobber*. L'ordre de vendre un titre, par exemple, est transmis à un broker, qui a sa clientèle, et qui est spécialisé, non quant aux titres, mais quant aux personnes. Il s'adresse à un jobber, qui, au contraire, est spécialisé dans telles ou telles valeurs, mais non quant aux personnes, et se charge de trouver l'acheteur ou le vendeur du titre n'importe où. Le broker lui demande de faire un prix pour telle valeur, sans indiquer s'il s'agit de vendre ou d'acheter : règle d'usage. Le jobber indique un prix bas, prix d'achat, et un prix haut, prix de vente : si le broker trouve l'écart, le *jobber's turn*, trop grand, il cherche ailleurs, jusqu'à ce que les conditions lui conviennent. Le jobber peut refuser de faire

un prix; mais une fois qu'il l'a indiqué, il est lié et ne peut plus se dérober : règle d'usage.

A la Bourse de Paris, le marché a reçu, dès l'époque napoléonienne, un caractère plus officiel. Le monument est public. Il y a un personnage chargé du commerce des titres admis à la cote : l'*agent de change*. Il a un monopole. En revanche, il est astreint à certaines règles : défense d'opérer pour son compte, secret professionnel, contrôle disciplinaire de la Chambre syndicale. Un particulier est libre de vendre ou d'acheter un titre directement; mais, s'il s'adresse à un intermédiaire, cet intermédiaire doit être un agent de change.

Les autres bourses se sont modelées plus ou moins sur un des deux types, avec des variantes naturellement.

Dès lors, l'indice le plus sûr du développement du capitalisme est l'étude de la cote des Bourses principales, pendant le XIXe siècle.

Au temps de la Restauration, la cote ne comporte guère encore que les fonds d'Etat, consolidé anglais, rente française, etc. Il faut y joindre, en Angleterre et en France, des Compagnies d'assurance (en France : Assurance Nationale 1826, Assurance Union 1829, etc.). En Prusse, en 1830, à côté des fonds d'Etat prussiens ou étrangers, ne figure qu'une catégorie de valeurs, caractéristiques du milieu : créances gagées par la propriété foncière.

La seconde étape est marquée par la constitution des Grandes Compagnies de chemins de fer, vers 1840-1850. En Angleterre, la cote se présente ainsi, dès 1844 :

Fonds d'Etat	107	rubriques.
Assurances	6	—
Banques	37	—
Chemins de fer	89	—

En 1853, elle présente :

Fonds d'Etat	100	rubriques.
Assurances	37	—
Banques	19	—
Chemins de fer	154	—
Mines	18	—

Sur la cote de Paris, les actions de la Compagnie d'Orléans apparaissent en 1838, celles du Nord en 1845, celles de l'Est en 1846, celles du Midi en 1852, celles de

l'Ouest en 1855. En Prusse, la cote, en 1848, comporte deux catégories : fonds d'Etat et chemins de fer.

Vers 1850-1860, se développent les grandes institutions de crédit. L'une, le Crédit Foncier, est admise à la cote de Paris en 1852; elle a pour objet les avances à la production agricole, gagées par la terre. Son importance paraît caractéristique du milieu français.

En même temps commencent à se multiplier les valeurs industrielles, par suite des applications de la science à l'industrie, exigeant un outillage compliqué, donc un appel étendu aux capitaux disponibles. A Londres, la rubrique : « Mines » ne comportait, on l'a vu, en 1853, que 18 valeurs. En 1867, il y a, à côté des fonds d'Etat et des Chemins de fer, 68 rubriques pour les Mines, et 121 pour les Miscellaneous Securities (en général valeurs industrielles). En France, les Mines apparaissent dès 1839, puis le Gaz en 1853, etc. Principalement du fait des valeurs industrielles, le nombre des titres admis à la cote a triplé sous le Second Empire. Berlin suit de très loin, naturellement, les deux grandes Bourses; mais le nombre des titres cotés, qui n'était que de 16 en 1840, passe à 63 en 1850, du fait des Chemins de fer, à 126 en 1860, et à 305 en 1870, du fait des valeurs industrielles.

Dès lors, les grandes catégories de valeurs sont constituées.

Le nombre des titres cotés continue à augmenter : à Londres, par exemple, il passera, de 2.000 environ vers 1870, à 4.000 ou 5.000 au début du vingtième siècle. Mais les titres nouveaux entrent dans une des grandes catégories précédentes.

Le capitaliste ordinaire, même modeste, a déjà, vers 1870, à sa disposition, un choix considérable. Il lui est désormais loisible de se couvrir contre les aléas et la spéculation en mêlant ces diverses valeurs dans son portefeuille.

Un autre phénomène a été l'extension du marché. Encore au temps de la Restauration, le capitaliste était à peu près réduit, sauf en ce qui concernait les grands fonds d'Etat, aux ressources du marché local. Même sur le marché de Londres, les banques d'Ecosse étaient encore, en 1844, l'objet d'une rubrique spéciale. Le déve-

loppement des moyens de communication a changé tout cela.

Les chemins de fer n'auraient pas suffi. Ils ont ouvert, pour chaque pays, le marché central aux capitalistes, et par là diminué l'importance des marchés locaux. Mais, pour produire l'internationalisation des capitaux, il a fallu le télégraphe.

Dès lors, trois minutes ont suffi pour transmettre le cours d'une valeur de Londres ou de Paris à New-York; même, grâce à la différence des heures, les cours de la journée, à Londres, sont connus à New-York à l'ouverture de la Bourse. Des milliers, des dizaines de milliers d'ordres de bourse ont pu être transmis, dans une après-midi, d'un marché à l'autre. Il est devenu aussi facile et aussi sûr, pour le capitaliste anglais, d'avoir en portefeuille des Chemins de fer américains que des Chemins de fer anglais; pour le capitaliste français, d'avoir des titres russes ou égyptiens que des titres français, etc.

Aussi bien, à la cote de la bourse de Londres, les valeurs étrangères (en dehors des fonds d'Etat) n'étaient encore représentées, en 1853, que par 18 mines américaines, 21 chemins de fer français; en 1867, sur les 2.000 valeurs cotées, la majorité étaient étrangères. A Paris, le nombre des valeurs étrangères cotées était de 28 en 1850, de 109 en 1869. A Francfort, la cote ne mentionnait, en 1853, que des fonds d'Etat étrangers, avec 2 chemins de fer italiens; en 1872, elle mentionnait plus de 200 valeurs étrangères. Ces chiffres suffiront à montrer à quel moment et avec quelle intensité s'est produit le mouvement.

Il ne s'est pas arrêté là. En dehors des titres admis à la cote nationale, il est devenu non moins loisible au capitaliste de se munir sur une place étrangère. Avec le télégraphe et le téléphone, par exemple, tout capitaliste important a tenu à avoir « du papier sur Londres », à cause de la fixité du papier britannique par rapport à l'or.

Il s'est créé ainsi un capitalisme international avec lequel tout Etat, si puissant qu'il fût ou s'estimât être vis-à-vis du dehors, si autoritaire et socialiste qu'il fût vis-à-vis de ses sujets, a été obligé de compter.

Nous nous sommes placés jusqu'à présent au point de vue du capitaliste courant. La facilité considérable-

ment accrue des placements l'a mis dans une dépendance assez marquée du personnel spécial qui préside au mouvement des capitaux, et que nous avons essayé de définir plus haut. Le capitaliste s'est trouvé, pour l'ordinaire, hors d'état de connaître les entreprises qu'il encourageait par son apport. Il n'a plus eu d'autre élément d'appréciation que la cote de la Bourse, autrement dit, l'opinion du personnel financier sur l'entreprise. Cette opinion peut n'être pas fondée. Elle peut surtout n'être pas désintéressée. Mais, telle qu'elle est, elle est devenue une force qui se multiplie par les prises des financiers sur les organes de la publicité.

Dans le monde même des affaires il s'est constitué une oligarchie plus spéciale, ce qu'on appelle dans les polémiques « la haute banque internationale ». Le personnel financier courant n'agit que sur un marché local. L'oligarchie dont nous parlons s'est faite de ceux qui se sont trouvés placés pour agir sur plusieurs marchés à la fois. La possibilité d'influencer ces marchés simultanément, soit pour une même valeur, soit pour des valeurs diverses, par des « arbitrages » dans lesquels la philanthropie ne joue évidemment qu'un rôle effacé, a donné à ces personnages une autorité particulière dans le monde des affaires.

On a remarqué naturellement la part très importante qu'avaient prise les Juifs dans la constitution de cette oligarchie. Mais ici entrent en jeu des phénomènes qui ne sont pas spécifiquement économiques. La fortune éclatante des Rothschild, par exemple, est avant tout un fait de solidarité familiale.

Au reste, l'élément essentiel est resté, malgré tout, la valeur intrinsèque de l'emprunteur, du producteur, la façon dont est conduite l'affaire. Aucune puissance financière n'a pu soutenir très longtemps le crédit d'un Etat mal gouverné. Aucune, en présence d'une récolte déficitaire dans un centre de production étendu et important, n'a pu forcer les commerçants à maintenir bas les cours du produit considéré. Aucune, dans un milieu où le personnel industriel s'est montré plus turbulent que laborieux, n'a pu faire affluer les capitaux vers les valeurs industrielles. Il faut ajouter que les grandes entreprises modernes ont puisé dans la circulation des capitaux une force que les anciennes ne connaissaient pas. Nous avons

marqué un des traits du régime capitaliste : le fait que chaque capitaliste est intéressé à un grand nombre d'entreprises. La contre-partie est le fait que chaque entreprise intéresse un grand nombre de capitalistes : une masse anonyme, généralement internationale, est associée à sa fortune, et la soutient contre des tentatives de spéculation inconsidérées. En fait, dans un pays où la spéculation passe pour particulièrement active, aux Etats-Unis, on s'est montré, à la fin du dix-neuvième siècle, bien moins préoccupé des manœuvres des intermédiaires que de celles des producteurs mêmes, quand il se coalisaient.

L'organisation capitaliste, par les facilités offertes à la circulation des capitaux, devait encourager et a encouragé l'accumulation de ces capitaux dans les sociétés européennes. Or, l'accumulation de capitaux a toujours été la condition première de la civilisation. Le théologien, le moraliste, le juriste, ont fait des réserves, souvent justifiées, sur le fonctionnement du régime capitaliste. Pour l'historien, qui, par définition, ne s'intéresse qu'à l'homme civilisé, la cause est entendue : le capitalisme européen a été un facteur important de civilisation.

Certains phénomènes adventices en ont limité la portée.

Tout d'abord, la facilité même de la circulation des capitaux s'est traduite par une baisse constante, au cours du dix-neuvième siècle, du taux de l'intérêt. C'est là un phénomène qui, à la limite, détruirait la racine même de la tendance à la capitalisation. On a pu envisager l'hypothèse d'une espèce de suicide du capitalisme, par où l'humanité reviendrait au régime de la consommation immédiate ou de la thésaurisation. Les économistes de la fin du dix-neuvième siècle ont fait remarquer qu'il n'y avait aucune raison pour que les périodes de production normale, et de surproduction même, n'alternassent pas avec des périodes de consommation effrénée, qui relèveraient le taux de l'intérêt, et rendraient à l'esprit d'économie ses avantages. La dernière guerre en a donné un exemple.

D'autre part, le développement du capitalisme a donné à la spéculation un rôle qu'elle n'avait pas, il y a encore un siècle. C'est là, au point de vue qui nous intéresse, une faiblesse du régime. Pour qu'il y ait civilisation, il

ne suffit pas de l'accumulation des capitaux. Il faut encore que le capital n'absorbe pas toute l'activité du capitaliste. Il faut qu'il reste une large marge pour l'art, pour la science, pour le plaisir élégant, pour la recherche désintéressée. Or, le capitaliste est déjà exposé à l'hostilité plus ou moins latente du non-capitaliste; et ce fait-là a des racines trop profondes dans la nature humaine pour n'être pas permanent. S'il se sent en outre exposé aux embûches de la spéculation, s'il est forcé, pour se défendre, de se faire lui-même spéculateur, le capitalisme, au lieu de n'être qu'un moyen, tend à devenir une fin. Plusieurs crises, au cours du dix-neuvième siècle, ont fait envisager à des esprits réfléchis la réalité de ce péril. Jusqu'à présent, il ne s'est pas révélé mortel pour la civilisation européenne.

L'unité italienne (1859) : L'Italie

En face du monde anglo-saxon dont l'ampleur, l'ubiquité, le rapide développement commence à apparaître nettement, au milieu du XIXe siècle, aux plus réfléchis des Européens, se place le continent européen. Les puissances qui y font toujours figure de puisances prépondérantes, la France malgré sa défaite de 1815, la Russie malgré sa défaite de 1856, ne sont pas fermées aux préoccupations mondiales. Mais les esprits, sur le continent, sont dominés alors, dans l'ensemble, par les questions nationales, qui vont être résolues dans le sens de l'unité italienne et de l'unité allemande. La première a précédé l'autre, et n'a pas laissé de lui frayer la voie.

L'Italie, au premier abord, semblait être sortie de la crise de 1848 par le rétablissement intégral du *statu quo*. Il y avait pourtant un fait nouveau : le Piémont était devenue une monarchie constitutionnelle, et même parlementaire. Le roi Victor-Emmanuel II avait accepté la situation sans arrière-pensée, et avait même repoussé volontairement l'idée d'une restauration absolutiste, que l'Autriche était disposée à acheter par d'importantes concessions. Et il avait pris pour ministre le comte de Cavour, qui se sentait à l'aise dans le nouveau régime. Ajoutons que, par une série de lois sur les ordres religieux, les biens de mainmorte, etc., Cavour et ses acolytes donnèrent au gouvernement piémontais une couleur anticléricale qui n'était pas pour déplaire aux milieux bourgeois du reste de l'Italie. Bref, le Piémont restait, malgré sa défaite militaire, le point de mire des espérances panitaliennes.

Mais ses dirigeants savaient bien que, seul, ou même

avec le concours de bonnes volontés exclusivement italiennes, il ne pourrait pas briser la force autrichienne : le « fara da se » était condamné par l'expérience de 1848. Cavour s'occupa de se concilier la bienveillance des puissances occidentales, et la guerre de Crimée lui en fournit l'occasion. Le Piémont, par Gênes, avait assez d'intérêts engagés dans le Levant pour pouvoir intervenir dans cette guerre sans faire figure de mercenaire de l'Angleterre. L'armée piémontaise parut honorablement sur le champ de bataille de Traktir (1855). Au Congrès de Paris (1856), Cavour put l'introduire comme puissance européenne, et amorcer une action systématiquement aggressive contre l'Autriche.

Mais Cavour savait qu'il ne pouvait attendre de l'Angleterre, même en y supposant l'opinion unanime, aucun concours effectif. Il porta donc tout son effort vers la France, où le caractère à demi italien du souverain favorisait ses menées. Dans les milieux italiens les plus exaltés, Napoléon III était même considéré comme un « traître » à la cause italienne, et, le 14 janvier 1858, Orsini le lui prouva en semant la mort autour de lui. L'attentat risquait d'aliéner à l'Italie l'opinion française, mais Napoléon, en laissant publier la lettre d'adjuration qu'Orsini lui écrivit du pied de l'échafaud, montra que sa rancune ne s'était pas généralisée. Et, en juin 1858, Cavour alla à Plombières obtenir de lui une promesse formelle de concours. L'Empereur s'annonça partisan de « l'Italie libre des Alpes à l'Adriatique ».

L'Autriche sentait venir le coup. Elle essaya de le parer en donnant au Lombard-Vénitien un gouverneur libéral, l'archiduc Maximilien, mais en même temps ses embarras l'amenaient à augmenter les charges financières et militaires de ses sujets italiens. Le Piémont devint un refuge de déserteurs et de volontaires italiens. A la réception du 1er janvier 1859, Napoléon III ne cacha pas à l'ambassadeur autrichien que l'année s'annonçait comme orageuse. Le roi Victor-Emmanuel, non sans répugnance, avait consenti au mariage d'une princesse de Savoie avec un Bonaparte. Malgré tout, Napoléon sentait si bien la gravité, au point de vue français, du mouvement qu'il allait déchaîner, qu'au dernier moment il faillit se dérober. Ce furent les Autrichiens qui coupèrent court à ses tergiversations en franchissant le Tessin (26 avril 1859).

Ils ne surent pas mener vigoureusement les opérations contre le Piémont encore isolé : trois semaines après la déclaration de guerre, Gyulay était encore loin de Turin. Cependant, les Français arrivaient au taux de 20.000 par jour. Le mont Cenis n'étant pas encore ouvert, la concentration se faisait par Gênes sur le flanc gauche des Autrichiens : la première rencontre eut lieu à Montebello. Les Autrichiens commencèrent le mouvement de repli, et livrèrent la première grande bataille à Magenta (4 juin). La ténacité de la garde impériale tira l'armée française d'une situation dangereuse, et Milan fut délivrée. Les Autrichiens cherchèrent une seconde position de repli sur le quadrilatère des places fortes situées au sud du lac de Gardes : Peschiera-Mantoue-Legnago-Vérone. Ce fut en avant de ce quadrilatère, à Solférino, qu'ils furent heurtés, assez au hasard, par les forces franco-piémontaises (24 juin). Les canons rayés assurèrent encore l'avantage aux Français. Mais Napoléon III, qui commandait en personne, était assez clairvoyant pour se rendre compte que, deux fois, la victoire avait hésité à sourire.

Brusquement, il s'arrêta. En juillet, il eut une entrevue avec le jeune empereur François-Joseph à Villafranca. Il fut convaincu que l'Autriche céderait la Lombardie, mais conserverait la Vénétie. Une explosion de déception et de dépit se manifesta en Italie. Mais l'Empereur tint bon : la défaite des Autrichiens avait suscité en Allemagne un petit mouvement d'humeur, qui ne laissait pas de l'inquiéter. Au traité de Zurich, à la fin de l'année, les bases de Villafranca furent maintenues.

C'est que l'ouverture des hostilités, puis la délivrance de Milan, avaient déchaîné dans l'Italie centrale un mouvement qui amplifiait singulièrement la portée de la défaite de l'Autriche. En Toscane, on n'avait pu même sauver le grand-duc, Habsbourg pourtant libéral, populaire dans les milieux intellectuels. A fortiori les petits souverains de Parme et de Modène avaient-il été balayés. Enfin, le mouvement avait gagné la région de Bologne, où il mordait sur le territoire pontifical. Toute la catholicité s'en émut. Et, pendant des mois, ces pays restèrent gouvernés par des hommes comme le Toscan Ricasoli, qui recevaient le mot d'ordre du Piémont, mais sans oser proclamer l'annexion. Ce fut seulement dans l'été de 1860 que Napoléon III autorisa le plébiscite des populations, qui se

prononcèrent avec une majorité écrasante pour l'unité italienne.

L'opinion française était loin de soutenir unanimement l'Empereur. Les catholiques, d'abord, s'étaient inquiétés depuis longtemps de ce que le mouvement présageait contre le pouvoir temporel : « Le Piémont ose tout, la France le tolère, l'Italie l'accepte, l'Europe laisse faire », disait Montalembert. Mais d'autres voix, fort peu cléricales, Thiers parmi les libéraux bourgeois, Proudhon parmi les révolutionnaires, s'étaient élevées vontre l'imprudence qu'il y avait ,du point de vue français, à constituer bénévolement une grande puissance méditerranéenne. Napoléon III crut devoir exiger une compensation : la cession des provinces transalpines du royaume de Piémont-Sardaigne. Les populations de la Savoie et de Nice furent consultées en 1860, et une majorité énorme ratifia le rattachement à la France. Pour aller au devant de la mauvaise humeur anglaise, Napoléon, à la même date ,entrait en plein dans la voie du libre-échange (traités de commerce de 1860).

Déjà les menées italiennes s'étaient portées sur un autre point : le royaume des Deux-Siciles. Ici, l'entreprise eut un caractère privé : elle fut menée par le condottiere Garibaldi, avec une troupe de « Mille » volontaires qui ne tarda pas à grossir. La Sicile fut enlevée au roi bourbon François sans grande peine, et un homme politique destiné à un grand avenir, Crispi, y fit ses débuts aux côtés de Garibaldi (mai 1860). Puis, les Garibaldiens passèrent sur le continent, où, jusqu'à Naples, la voie leur fut aplanie par la trahison. Sur le Vulturne seulement, les soldats, surtout suisses et autrichiens, qui défendaient le trône de François, oposèrent une vigoureuse résistance. Puis, le dernier roi bourbon s'enferma dans Gaïte, dont la chute termina la lutte militaire.

Cavour avait suivi, dans l'affaire sicilienne, une politique tortueuse, facilitant l'action de Garibaldi, mais n'engageant pas officiellement le Piémont. Son attention se portait d'un autre côté, vers l'Etat pontifical. La garnison française ne protégeait que Rome : pour couvrir l'Ombrie et la région d'Ancône, s'étaient organisés des corps de volontaires catholiques, surtout français et belges, aux ordres de Lamoricière. Leurs sentiments légitimistes agaçaient Napoléon III. Cavour crut donc pouvoir risquer une

sommation au Pape de dissoudre ces forces, puis, sur son refus, une action militaire (septembre 1860). Lamoricière fut battu à Castelfidardo, et capitula dans Ancône. Les cabinets européens s'émurent, la Prusse même protesta. Mais le plébiscite des populations de l'Ombrie et des Marches donna encore une fois gain de cause à l'idée unitaire. Sentant que, pour Rome même, son protecteur français serait intraitable, Victor-Emmanuel alla recevoir l'hommage des populations napolitaines et siciliennes.

Le royaume d'Italie était fait : il ne lui manquait que Rome et Venise. Le fondateur ne survécut pas longtemps au triomphe : Cavour mourut dès le début de 1861. Mais, avant de mourir, il avait encore donné à son souverain, au moins pour la question vénétienne, des directives précieuses. A l'occasion de l'avènement de Guillaume Ier, il avait amorcé le rapprochement avec la Prusse.

La question romaine était celle qui excitait davantage les partisans avancés de l'unité italienne. En 1862, Garibaldi reparut dans l'Italie méridionale, avec l'intention non proclamée, mais évidente, de s'avancer de là contre Rome. Ce fut l'armée italienne qui l'arrêta à Aspromonte. Les hommes d'Etat italiens étaient décidés à ne pas braver, sur ce point, l'opposition de la France. Ils avaient donné un gage de leurs intentions en transférant la capitale de Turin à Florence. En septembre 1864, une convention fut signée, qui stipulait le retrait de la garnison française, moyennant la garantie donnée par le royaume d'Italie à l'Etat pontifical. Lorsque les Garibaldiens firent, en 1867, une nouvelle tentative, ils trouvèrent, à Mentana, des forces françaises devant eux.

Entre temps, la question vénitienne s'était résolue par l'alliance de l'Italie avec la Prusse dans la guerre de 1866. Dès lors, l'achèvement de l'unité italienne devient solidaire de l'achèvement de l'unité allemande.

Il est normal que, durant les premières années de son existence, la politique du nouveau royaume ait été dominée par la pensée de Rome et de Venise. Il est normal aussi que les premiers successeurs de Cavour aient fait une place prépondérante aux questions intérieures qui sollicitaient leur attention, création de chemins de fer, brigandage dans l'Italie méridionale, émigration. Mais, dès le début, ils n'ont pas négligé la situation méditerranéenne de l'Italie, que le percement de l'isthme de

Suez, achevé en 1869, allait amplifier dans des dimensions imprévues. Un document récemment paru a montré que leurs vues se portaient, dès 1870, au delà de la mer.

On savait bien combien Napoléon III, à l'approche du choc avec la Prusse, s'était préoccupé d'avoir l'appui de l'Autriche et de l'Italie. Mais on ignorait à quel point les gouvernements des deux Etats avaient été au devant de ses velléités. Le 27 juillet 1870, les opérations militaires étant sur le point de s'ouvrir, un traité d'alliance austro-italien fut apporté à Napoléon III, et son adhésion sollicitée. L'entourage de l'Empereur aurait répondu d'ailleurs qu'il « aimait mieux voir les Prussiens à Paris que les Italiens à Rome ». Or, parmi les articles secrets du traité figure celui-ci :

« L'Italie aura la faculté de créer, dans l'intérêt de son propre commerce, une escale maritime à Bizerte ».

On voit combien les ambitions méditerranéennes de la puissance nouvelle, que tant de Français avaient prévues de loin, avaient été promptes à s'éveiller.

Sadowa

(3 Juillet 1866)

L'Autriche-Hongrie

L'Angleterre avait pu, au milieu du XIXe siècle, se consacrer exclusivement au développement de son empire mondial, parce que le continent européen présentait un aspect satisfaisant pour elle : une Russie battue et en mal de réforme intérieure, une France alliée et empêtrée dans la question italienne, une Allemagne amorphe. La situation changea par les événements de 1866, et d'abord par la déchéance de l'Autriche.

L'Autriche, après 1815, avait été la principale garante de la paix continentale. Satisfaite matériellement, plus que suffisamment occupée par l'obligation d'empêcher tout changement en Allemagne et en Italie, elle avait exercé, dans les crises, une action modératrice. Lorsqu'elle fut ébranlée en 1848, les causes de conflits surgirent de toutes parts. Menacée pour la première fois par les tendances centrifuges des diverses nationalités qui la composaient, elle fut sauvée par deux forces :

d'une part, le loyalisme monarchique, encore solide dans les petites nationalités, qui sentaient vaguement l'avantage d'appartenir à une vieille et grande puissance plutôt que de s'isoler en Etats minuscules;

d'autre part et surtout, l'armée. Celle-ci était toujours recrutée, comme au XVIIIe siècle, par engagements plus ou

moins volontaires. Ses cadres étaient fournis par les familles pauvres de la noblesse et de la bureaucratie : les officiers, dès l'âge de quatorze ans, ne connaissaient plus que la vie militaire et l'empereur. L'armée vivait ainsi en dehors et au-dessus des nationalités et des partis. Et pourtant, il fallut l'appui des Russes pour dominer la résistance de la Hongrie, où les éléments loyalistes furent submergés par plus de 100.000 insurgés magyars ou réfugiés polonais. La monarchie sortit de la crise sans autre changement qu'un concordat qui élimina les derniers vestiges du joséphisme.

Dix ans après vint la guerre de 1859, la perte de la Lombardie. Sous le coup des difficultés financières, le jeune empereur François-Joseph essaya, pour la première fois (1860), de rallier par des libertés locales certaines des nationalités, en particulier la Hongrie, où se maintenait encore une noblesse foncière qui lui était sympathique. Mais la réforme ne se montra guère viable.

L'Autriche gardait la Vénétie, et surtout elle restait la grande puissance allemande.

C'est cette situation que vint menacer l'avènement de Guillaume Ier en Prusse, et le ministère de Bismarck. Le nouveau roi voulut faire des institutions qui, après Iéna, avaient instauré le service universel et qui sommeillaient depuis 1815, une réalité. Son ministère se trouva par là engagé dans un conflit dangereux avec un Parlement récalcitrant. Il chercha des diversions au dehors.

Lorsque la mort du roi de Danemark (1863) rouvrit la question du Schleswig-Holstein, Bismark entraîna l'Autriche dans une action commune pour rattacher plus étroitement les duchés allemands à la Confédération germanique (1864). Il prit ainsi la mesure de l'indifférence des Anglais, de la bienveillance des Russes, de l'impuissance de Napoléon III. Il ne restait plus qu'à faire jaillir, du « condominium » austro-prussien dans les duchés, une guerre avec l'Autriche.

Bismarck s'assura l'alliance de l'Italie, sachant bien que les petits Etats allemands seraient aux côtés de l'Autriche.

Même ainsi, la partie était sérieuse. Pour la dernière fois, l'Autriche la joua avec son armée d'ancien régime. Celle-ci était égale en nombre, et n'était probablement pas inférieure en qualité, à l'armée prussienne. Mais le point faible était le haut commandement. Les deux chefs les plus

réputés, l'archiduc Albert et Benedek, se disputèrent avec une ardeur terriblement significative l'avantage de commander contre l'Italie plutôt que contre la Prusse. Dans ce conflit singulier le prince du sang, naturellement, l'emporta. Benedek commanda donc en Bohême, et, avec une passivité parfaite, laissa trois armées prussiennes se concentrer autour de lui à Sadowa et Koniggrätz (3 juillet 1866). Même alors, la résistance autrichienne inspira à l'adversaire les mêmes inquiétudes qu'avait ressenties Napoléon III à Solférino. Bismarck se souvint longtemps de certain cigare qu'il crut bien un moment être le dernier qu'il fumerait. Enfin, l'arrivée de la troisième armée décida de la défaite des Autrichiens, qui perdirent 40.000 hommes, 150 ou 200 canons.

Benedek fut disgrâcié, et ne survécut guère. Il y a quelque chose de touchant et de comique à la fois dans le testament du malheureux général, qui se considérait comme sacrifié à l'archiduc Albert, et ne fut nullement sensible à l'honneur d'avoir succédé au prince Eugène et à l'archiduc Charles :

« J'ai pris cela, écrivit-il en parlant d'un article inséré dans le journal officiel, et qui le déclarait responsable de l'humiliation de la monarchie, j'ai pris cela aussi en silence, et j'ai, avec philosophie et abnégation, supporté pendant sept ans mon dur sort de soldat. Je m'estime heureux de n'avoir pas, malgré tout cela, perdu la raison et de n'en vouloir à personne. J'en ai fini avec moi-même et avec le monde et j'ai la conscience complètement nette — seulement ma vie de soldat y a perdu toute sa poésie. » Et Benedek voulut être enterré sans honneurs militaires.

François-Joseph ne se faisait aucune illusion sur la possibilité de continuer la lutte avec ses « réserves ». Il céda sur tous les points.

L'Autriche fut exclue de l'Allemagne. Les populations du Tyrol, de l'Autriche propre, de Vienne, furent isolées des autres Allemands, séparation particulièrement sensible à l'élite intellectuelle, qui, depuis le musicien Mozart jusqu'au géologue Suess, avait fourni sa large contribution à la civilisation germanique du XIXe siècle. D'autant plus sensible que ces Allemands se trouvèrent à l'état de minorité en présence d'idiomes qu'ils se refusaient à considérer comme langues de civilisation.

Dès 1867, François-Joseph accorda le régime parlemen-

taire, en le combinant avec un certain fédéralisme. Mais il n'alla que jusqu'au dualisme, séparant la Hongrie de l'Autriche, chacune avec une constitution séparée. Les éléments slaves du Nord et du Sud se virent refuser l'autonomie accordée aux Magyars. L'empereur comptait que l'institution parlementaire perdrait de sa virulence au milieu de tant de conflits ethniques. De fait, il a toujours été facile à ses ministres de créer des majorités de coalition.

Plus que jamais, l'armée fut tout ce qui représentait réellement la monarchie dans son unité. Lorsque, après 1870, le moment vint de se résigner au service universel, l'Empereur, au-dessus de la landwehr autrichienne et des honweds hongroises, maintint une armée commune, seule pourvue de certains organes indispensables à toute armée moderne, artillerie, génie, etc., etc. Il s'efforça de conserver au corps d'officiers de cette armée son allure d'autrefois. Il a réussi, au moins, à empêcher, de son vivant, la dislocation du vieil empire.

Mais il fallait bien proposer à cette force indispensable un objectif qui ne risquât pas d'aviver les dissentiments au lieu de les apaiser. L'empereur devait le chercher vers l'Est. On oublia le mot du vieux Metternich : « L'empire turc est pour nous une limite qui vaut la mer. » On ne craignit pas de disputer à la Russie les profits de la dislocation de cet empire. Heureusement un demi-siècle devait se passer avant que le changement d'humeur imposé à la « vieille dame » de Vienne par les désastres de 1859 et de 1866, et par la transformation intérieure, aboutît à une nouvelle guerre qui sera, cette fois, une guerre mondiale.

Ce qui suivît Sadowa, le conflit entre la Prusse et la France, et son aboutissement en 1870, est connu de tous. Ces événements seront appréciés, comme point de départ de l'hégémonie allemande, dans le volume suivant. Je me bornerai ici à signaler ce que des documents tout récemment exhumés apportent de neuf sur la question.

Ils ont montré, ces documents, que la rancune de Sadowa, le sentiment du péril mortel que courait la monarchie des Habsbourg, avait été très vivace chez François-Joseph dans les années qui suivirent 1866. Il alla très spontanément au devant des ouvertures que lui fit Victor-Emmanuel, en juin 1869, en vue d'une alliance austro-italo-française. Il envisageait, en particulier, le cas où la

Prusse, n'étant plus seule en face de la France, entraînerait la Russie :

« Dans le cas où S. M. l'Empereur d'Autriche serait contraint, dans la guerre entre la Prusse et la France, de prendre les armes pour la sécurité de la monarchie; dans le cas où la Russie, soit à la suite de cette initiative de l'Autriche, soit de son initiative privée, prendrait aussi les armes, pendant la guerre actuelle, l'Italie se considèrera comme obligée à appuyer l'Autriche dans l'action que celle-ci devra exercer en vertu du traité de Paris du 15 avril 1856 — et dans ce cas, une alliance offensive sera considérée comme conclue entre l'Autriche, l'Italie et la France, sous la condition de l'adhésion préliminaire de S. M. l'Empereur des Français au présent accord. »

Le prix que demandait l'Italie était l'abandon de Rome par les Français. Bien que recommandée par l'Autriche, cette concession fut repoussée par Napoléon III, non seulement en 1869, mais encore en juillet 1870. Il semble bien prouvé que c'est uniquement cette obstination de l'Empereur dans la question romaine qui a empêchée la guerre franco-allemande en 1870, de devenir une guerre européenne, sinon mondiale.

La France fut donc seule en face de l'Allemagne. Dès le mois d'août, la supériorité militaire de celle-ci s'affirma. Le 2 septembre, c'était Sedan, la captivité de l'empereur...

Il nous paraît tout naturel, aujourd'hui, que l'Empire ait croulé au lendemain de Sedan, et que la guerre ait continué sans lui. Cependant, le régime impérial était encore solide. A la veille de la guerre, après une série de fautes manifestes, puis de déboires évidents, dans la politique extérieure, harcelé par le Parlement et par la presse parisienne, il avait encore réuni une majorité que ne devait plus connaître aucun gouvernement ultérieur. Sa popularité dans les masses rurales de l'Ouest, du Centre, du Midi, était solide, et, en signant la paix après Sedan, il ne l'eût pas affaibli — loin de là : quant au tumulte parisien, il eût été réprimé par l'armée de Metz, qui se considérait tout juste comme battue, plus aisément que ne le fut la Commune par les prisonniers rentrés d'Allemagne, six mois plus tard. Là encore, des documents encore inédits, mais qui paraîtront bien un jour, indiquent que Bazaine n'était pas le seul, dans l'armée de Metz, à envisager une solution de ce genre.

Les Allemands ont contribué à la rendre impossible en réclamant, dès le mois d'août, l'Alsace et la Lorraine. L'impression de stupéfaction, en France, fut naturelle : c'était la première fois qu'on exigeait de la France une cession de territoire de cette importance, depuis la Guerre de Cent ans! Pourtant, dans l'armée de Metz encore, bien des hommes ont vu dès lors qu'elle était inévitable, et qu'il ne s'agissait plus que de l'empêcher d'être éternelle.

L'impératrice et son entourage cédèrent à la première sommation de Paris, Bazaine capitula, Paris vit les Allemands et n'échappa pas à la gùerre civile, Metz et Strasbourg furent perdues. Mais, au prix d'une résistance sans illusions (au moins de la part des militaires clairvoyants), la France assura la fidélité tenace des populations alsaciennes et lorraines.

Sans s'attarder aux rêveries rétrospectives qu'évoquent fatalement l'exhumation de ces documents déjà lointains, il est curieux de repasser par le concours de circonstances qui a rendu la victoire des Allemands si complète, et ses conséquences si immenses dans l'histoire de l'Europe et du monde.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION. — Changements de 1815 à 1870. — Les Etats constitutionnels. — L'achèvement de l'hégémonie européenne. — Les applications pratiques de la science.. 1

Guerre de Crimée : la Russie........................... 12

LE MONDE ANGLO-SAXON AU XIXe SIÈCLE. 23

LIVRE I. — **Le Royaume-Uni jusqu'en 1865**......... 25

CH. I. — *L'Angleterre avant la réforme de 1832*.......... 25
1. L'Angleterre en 1815........................ 25
2. Canning...................................... 28
3. L'héritage de Canning........................ 31
4. La réforme électorale........................ 34

CH. II. — *De la réforme au libre-échange (1832-1850)*..... 38
1. Les whigs et la politique de réformes...... 38
2. Les agitations ouvrières, chartistes, irlandaises et libre-échangistes............. 41
3. Le ministère Peel........................... 45

CH. III. — *L'âge de Palmerston (1830-1865)*............... 48
1. La Belgique................................. 50
2. L'Espagne et le Portugal.................... 51
3. Les affaires d'Egypte....................... 53
4. L'entente cordiale.......................... 55
5. La guerre de Crimée......................... 58
6. Napoléon III et la politique des nationalités. 62
7. Les affaires de Chine et de Syrie.......... 65

Livre II. — **L'Empire Britannique** 68

Ch. I. — L'Empire après 1815 68
Ch. II. — Le Canada 72
Terre-Neuve 80
Ch. III. — L'Australie 82
Ch. IV. — La Nouvelle-Zélande 95
Ch. V. — L'Afrique australe 98
Ch. VI. — Les possessions anglaises en Afrique ; l'Egypte 108
Ch. VII. — L'Inde 114
Ch. VIII. — Le lien de l'empire 125

Livre III. — **Démocratie et Impérialisme (1855-1900)** 132

1. Gladstone et Disraeli (1865-1886) 132
2. Le gouvernement des unionistes (1886-1902) 142

Livre IV. — **Les États-Unis au XIXe siècle** 147

Ch. I. — *1800-1850* 150
1. 1800-1828. Le gouvernement des républicains 150
2. Les présidences de Jackson (1828-1836) ... 156
3. 1836-1848. Le Texas et le Mexique 159
4. Le compromis de 1850 163
Ch. II. — *1850-1876* 166
1. 1850-1860. Les origines de la guerre civile. 166
2. 1861-1865. La guerre civile 169
3. 1865-1876. La reconstruction 177
Ch. III. — *1876-1900* 181
1. 1876-1884. L'expansion économique 181
2. 1884-1890. Réforme et protectionnisme 185
3. 1890-1897. Le Far-West et le populisme ... 189
Ch. IV. — *L'impérialisme américain* 196

Appendice : **L'Amérique latine** 206

Le Chili 208
L'Argentine 209
Le Brésil 211
Le Mexique 213

Le Capitalisme européen 219

L'unité italienne (1859) : l'Italie 228

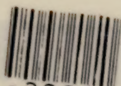
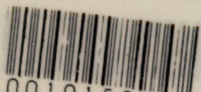
Sadowa (3 juillet 1866) : l'Autriche-Hongrie 234

Table des matières 241



Pamiers (Ariège), Imprimerie L. LABRUNIE.




U D' / OF OTTAWA
COLL ROW MODULE SHELF BOX POS C
333 06 13 09 09 10 6